

Produire de la richesse autrement

PubliCetim N° 31

Remerciements

Cette publication a bénéficié du soutien des collectivités publiques genevoises via la Fédération genevoise de coopération, ainsi que de DM Exchange et mission / Pain pour le prochain. La grande majorité des expériences présentées dans ce livre sont résumées sous forme de fiches dph, www.d-p-h.info, bénéficiant d'une subvention de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme.

Nous adressons tous nos remerciements aux auteur-e-s pour leur généreuse contribution, ainsi qu'aux relecteurs et relectrices.

Note

Le **générique masculin** est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

Les **conventions typographiques** diffèrent de pays en pays, même au sein du monde francophone. Ainsi en va-t-il, par exemple et selon les cas, de la mise ou non d'accents sur les lettres majuscules ou encore de la présence, visible ou non, d'espaces devant certaines ponctuations. Nos livres étant diffusés dans diverses régions et produits parfois en coédition, nous procédons à certains arbitrages. Nous présentons d'avance nos excuses au lectorat qui pourrait s'en trouver troublé dans ses habitudes...

Produire de la richesse autrement

Genève, octobre 2008

© Centre Europe – Tiers Monde (CETIM)

ISBN: 978-2-88053-069-3

Mots-clés : Economie sociale – Solidarité – Autogestion – Coopératives – Micro-crédit – Micro-finance – Démocratie – Développement local – Politique publique – Néo-libéralisme – Critique – Développement durable – Altermondialisation – Femme – Société civile – Réseau social – Travail – Environnement social

CETIM (Centre Europe–Tiers Monde)

6 rue Amat, 1202 Genève, Suisse.

Tél.: +41 (0)22 731 5963. Fax: +41 (0)22 731 91 52

E-mail: cetim@bluewin.ch. Site web: www.cetim.ch

Couverture : dessin de Stéphanie Barzasi, www.autogestion.coop, reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur.

PRODUIRE DE LA RICHESSE AUTREMENT

**Usines récupérées, coopératives,
micro-finance...
les révolutions silencieuses**

Jacques Berguerand * Louis Favreau * Cyril Fouillet
Jordi Garcia Jané * Cédric Gouverneur * Isabelle Guérin
Joël Martine * Cristina Núñez * Marc Ollivier * Héctor Palomino
Ernesto Pastrana * Abdou Salam Fall * Renaud Vivien * Luis Vargas
Raúl Zibechi

Sous la direction de Julie Duchatel et Florian Rochat



Introduction

*Florian Rochat **

Malgré ou à cause de l'application des politiques néolibérales, avec les conséquences que l'on sait pour les classes populaires, des collectifs d'individus et des mouvements sociaux s'organisent un peu partout dans le monde pour produire autrement et pouvoir ainsi améliorer leurs conditions de vie. Poussés par la nécessité, ils agissent sans nécessairement attendre une situation politique favorable. Dans bien des cas, ils n'en développent pas moins une critique aiguisée du système néolibéral et s'opposent, tant en actes qu'en paroles, à la logique du capital. Au travers d'expériences partielles, ils montrent ainsi qu'il est possible de produire de la richesse autrement, tout en nourrissant la réflexion sur le développement et en prenant une part active au combat pour « changer le monde ».

Il est courant de regrouper toutes ces expériences dans ce qu'il est convenu d'appeler l'« économie solidaire », l'« économie sociale et solidaire », ou encore la « *people's economy* ». Au cours de ses sessions, le Forum social mondial a organisé de nombreux débats sur ce sujet et a favorisé la mise en place de divers réseaux ainsi que leur coordination. Il a donné l'occasion de relater de façon très concrète partie de ces expériences, certaines plutôt embryonnaires et d'autres plus développées. Mais, il a aussi donné à voir leur très grande diversité et la difficulté de les englober toutes dans un même concept et d'en dégager une stratégie et une approche communes. Les continents semblent diversement avancés et, plus encore, la portée et le potentiel qui sont attribués à ces démarches par divers intervenants de terrain ou

* **Florian Rochat** est le directeur du CETIM.

chercheurs restent souvent divergents, malgré leur volonté de dialogue évidente et salutaire.

C'est que le sujet est extrêmement vaste et ses contours difficiles à tracer, donnant lieu à une littérature très abondante. Les attentes et potentialités que les uns et les autres placent dans ces pratiques dépendent largement de leur vision du monde et des possibilités de sa transformation : troisième voie, concomitante au marché et/ou à l'Etat et palliative de leurs insuffisances, carences et défauts respectifs ; simple modalité de survie, aussi modeste dans ses ambitions que vitale dans sa réalité ; utopie en marche, mouvement citoyen irrésistible capable, à terme, de prendre le pas sur l'un et l'autre ; partie prenante de stratégies et d'alliances plus vastes, arque-boutées vers le dépassement du capitalisme en évitant à la fois son « remplacement » par un étatismes bureaucratique...

De ce premier tour d'horizon, il ressort clairement que ce livre ne pouvait être ni un recueil d'études sociologiques à prétention exhaustive, ni un « pavé » rassemblant tous les aspects d'un débat théorique de vaste amplitude et de haute volée ! Il s'agit plutôt de porter à la connaissance du public certaines de ces expériences, parmi les plus significatives, puis de se poser quelques questions permettant au lecteur-trice de dessiner son chemin dans ce débat et d'en saisir mieux l'importance et les enjeux.

Comme cela a été déjà précisé, de telles initiatives existent par milliers. Toutes, d'une manière ou d'une autre, présentent des éléments positifs pouvant servir à la construction d'un monde plus solidaire et juste. Même s'il ne s'agit que de tout petits pas, elles ont au moins le mérite d'exister, bien que ne faisant pas souvent la Une des journaux, et il devient manifeste que le changement est en marche. Mais quelles pratiques d'économie sociale solidaire peuvent être porteuses d'alternatives sociales, à quelles conditions et dans quelle mesure ?

Avant de répondre à cette question, et pour mieux cerner l'objectif du livre, il nous semble utile d'indiquer plus précisément ce dont il n'entend pas traiter. Il va de soi que cet écartement n'implique aucun jugement de valeur et que nous ne cherchons pas à opposer une démarche à une autre.

a) *L'économie dite informelle*, les petits boulots, la « démerdise », que ce soit sur un mode individuel ou en groupe. Le nombre grandissant de travailleurs « marginalisés », précarisés, dé-qualifiés, homme ou femmes, urbains ou ruraux, multiplie ces démarches de survie. Il s'y tisse souvent des relations familiales, de solidarité, de troc, de coups de mains, etc. Certains de leurs pratiquants se réfèrent parfois à de nouvelles « philosophies de vie », le refus du consumérisme et de relations humaines réduites à des rapports marchands. Mais, sous réserve d'études plus précises, il apparaît cependant que ces modes de vie ne s'inscrivent pas suffisamment dans un projet d'alternative sociale, consciente et revendiquée, pour être retenus à l'inventaire du livre. Nous avons également écarté les expériences rassemblées sous la dénomination d'« économie populaire », dont la frontière avec l'économie informelle est perméable à souhait¹. Si cette économie met en oeuvre des stratégies de subsistance et favorise la coopération et le travail, elle ne conduit pas forcément vers l'élaboration d'alternatives économiques.

D'autres pratiques relèvent davantage de la « petite criminalité », avec tout le cortège de dénonciations publiques et campagnes sécuritaires, de sanctions et répressions qui s'ensuit. Quels que soient les points de vue sur l'origine et l'ampleur de « l'explosion de la violence et de la délinquance urbaines », sur son traitement médiatique et politique², il semble que son développement, notamment dans certaines métropoles

¹ Voir Louis Favreau, « Qu'est-ce que l'économie informelle, l'économie populaire et l'économie sociale et solidaire ? », www.uqo.ca/ries2001

² Cf. les travaux de Loïc Wacquant ou de Jean-Pierre Garnier, par exemple.

du Sud (voir du Nord !), se présente davantage comme un défi, voire un lourd handicap, que comme le terreau d'où pourrait germer spontanément une « nouvelle société »³.

b) *Les entreprises qui ne se distinguent finalement des autres entreprises capitalistes que par leur forme juridique*, comme c'est le cas actuellement de la plupart des (anciennes) coopératives, en tout cas sur le continent européen. Certes, celles-ci sont parfois héritées de mouvements de contestation historiques, mais elles en ont généralement totalement perdu l'esprit : leur mode d'organisation, et notamment de « management », ne diffère plus, ou plus guère, de celui d'autres entreprises au statut plus « classique » (Sarl, SA, etc.) ; il en va de même de la manière dont elles définissent le but de leurs activités et leur insertion dans le « marché ». Beaucoup de petites coopératives fondées à l'origine dans le secteur de l'industrie graphique ou de la construction, par exemple, ont d'ailleurs disparu du fait même de ne pas avoir « suivi le mouvement » tout en s'avérant incapables de renouveler leur assise sociale et leur projet alternatif initial. Dans le secteur de la distribution, la plupart ont fusionné ou ont été absorbées pour faire partie d'énormes trusts⁴. En beaucoup d'endroits, la création de coopératives agricoles a été avant tout motivée par des considérations d'économie d'échelle et/ou d'efficacité commerciale. La plupart, mais pas toutes, des coopératives d'habitation semblent davantage répondre à des considérations d'opportunités financières ou foncières qu'à toute autre motivation. Etc.

Ceci étant, d'autres coopératives, anciennes comme nouvelles – l'Argentine actuelle, par exemple, en four-

³ Voir Alonso J. Salazar, *Des enfants tueurs à gages : les bandes d'adolescents de Medellín*, coéd. Ramsay/CETIM, 1992.

⁴ Comme la Coop, en Suisse, qui ne parle que de parts de marché et dont des produits issus d'une agriculture biologique ou labellisés « commerce équitable » sont mis en avant sur certains rayons pour des raisons avant tout de « marketing ». Comme la Migros, toujours en Suisse, qui n'a adopté, dès le départ, la forme coopérative que pour détourner l'obstacle présenté par certaines lois fédérales anti-trusts, aujourd'hui abrogées.

mille – suivent par contre de toutes autres orientations, qui méritent une attention particulière.

c) *Divers réseaux, labels ou autres montages de production et de distribution* qui semblent vouloir se greffer sur l'aspiration louable à un commerce plus équitable, mais qui se sont progressivement intégrés dans les dispositifs de séduction de grandes chaînes commerciales et qui n'ont plus grand chose à voir avec la construction d'alternatives. En effet, rares sont les cas où ces modalités particulières de production ou de distribution établissent des liens directs entre consommateurs et producteurs, ou entre les producteurs eux-mêmes, encore moins celles qui débouchent sur des alliances, des combats politiques communs ou autres⁵.

d) Enfin, *l'immense majorité des ONG*, qu'elles agissent dans le domaine de la coopération au développement, humanitaire ou des droits humains, n'entrera pas en ligne de compte. Ceci pour diverses raisons⁶ : leur organisation interne, le mode de recrutement, les qualifications et l'implication requises des collaborateurs, même lorsqu'elles comprennent une forte composante « militante », ne sont pas nécessairement très différentes de celles connues dans d'autres entreprises ou institutions d'Etat ; de même, si une partie d'entre elles sont en mesure de se prévaloir d'une totale autonomie financière (par le seul biais de cotisations, de collectes publiques, de dons individuels, à l'exclusion de subventions de collectivités publiques, de fondations externes ou d'entreprises privées) elles n'atteignent pratiquement jamais une pleine autonomie économique ; enfin, dans la plupart des cas, la survie économique des collaborateurs salariés d'une ONG ne tient pas à la pérennité de l'ONG qui les emploie, mais aux conditions

⁵ Pour en rester à des exemples genevois, on pourra citer, à ce titre, la coopérative péruvienne La Florida et l'association genevoise de soutien qui lui est associée, la coopérative Jardins de Cocagne ou l'initiative Tournerève.

⁶ Voir aussi à ce propos « Les ONG : instruments du néo-libéralisme ou alternatives populaires ? », *Alternatives Sud*, Vol. IV (1997), n° 4, Centre tri-continentale, Bruxelles, et L'Harmattan, Paris.

générales du marché du travail. Autrement dit, même si la plupart des ONG passent une bonne part de leur temps à la « recherche de fonds » et sont largement absorbées par le maintien de leurs « structures », leurs objectifs et raisons d'être ne sont pas la survie économique de leurs propres collaborateurs, ni même – si l'on exclut les syndicats qui ne relèvent pas vraiment de la catégorie estampillée « ONG » – de leurs membres associatifs, mais celles de personnes extérieures à l'association elle-même⁷.

Ainsi, de ce qui précède, nous avons retenu a contrario deux caractéristiques motivant l'intérêt que nous avons porté à certaines initiatives relevant du champ de l'« économie sociale solidaire » :

- la mise en œuvre d'activités autonomes et collectives en réponse directe aux besoins de survie économique de leurs initiateurs-trices et participant-e-s, organisées selon un principe égalitaire et impliquant un nombre relativement grand de personnes, et ce sans attendre un contexte politique et économique plus favorable ;

- une conscience claire du caractère injuste du système dominant et de son nécessaire dépassement, qui se traduit, de la part de toutes les personnes impliquées dans le projet, non seulement par le refus du sort qui leur est fait par le « libre jeu des lois du marché », mais encore par leur participation résolue – certes à des degrés divers et parfois sans que cela ait été leur volonté délibérée initiale – à une activité alternative, novatrice, en rupture avec ce dernier.

⁷ Il est vrai cependant que cette affirmation mériterait, elle aussi, d'être nuancée : certaines ONG du Sud notamment jouent évidemment le rôle de planche de survie économique pour leur propre « staff », grâce à des dotations externes ou provenant de leurs « centrales » nordiques ; d'autres, économiquement plus ou moins autonomes, se revendiquent de leur statut d'ONG et de leurs liens avec telle organisation internationalement reconnue principalement à des fins de protection contre la répression étatique locale...

Quoique dans des proportions diverses, ces deux éléments nous paraissent *indissociables* et constituer des critères sélectifs des expériences passées en revue.

L'intérêt du *premier critère*, la survie immédiate, est qu'il fait reposer l'adhésion des participants au projet sur une base particulière, directement matérielle et quotidienne. Ce n'est pas nécessairement une garantie de stabilité et de plus forte implication individuelle ; cela ne confère pas une « supériorité », une plus grande crédibilité ou durabilité à ce type d'engagements militants par rapport à ceux dont la motivation est avant tout idéologique, intellectuelle, spirituelle ou autres⁸ ; mais cela fait qu'il repose en partie sur d'autres bases qui mettent en relation beaucoup plus étroite, ou plutôt plus immédiate, le binôme théorie/pratique. Cela ramène l'utopie sur terre, avec l'avantage sans doute de rendre le débat plus concret, tout en déployant l'imaginaire de chacun, plus « pragmatique » au sens originel du terme, mais avec l'inconvénient éventuel de faire peser trop lourd les contingences de l'environnement. En parallèle, cela rend également plus indispensable la réalisation de l'utopie : le changement devient littéralement vital, dépassant en tous les cas le seul confort de la conscience. Enfin, ces situations marient étroitement travail et militantisme, production et lutte politique et créent un lien de support mutuel entre diverses pratiques de vie souvent relativement séparées chez d'autres militant-e-s (travail, loisirs, militantisme, vie familiale, sociale et communautaire, etc.).

Le *second critère*, la volonté d'alternatives, couvre de nombreux aspects et se décline à divers degrés :

- les modalités d'organisation interne, des structures de décision, de reconnaissance des qualifications, d'or-

⁸ On a connu, par exemple, des intellectuels « aisés », d'une fidélité à toute épreuve à tel ou tel parti banni de l'extrême gauche, au péril de leur « carrière » ou de leur vie, etc. ; a contrario, le Mouvement des sans terre (MST, Brésil) connaît et reconnaît un nombre non négligeable de désaffections dans les « acampamentos » au fil des mois d'attente et de répression.

ganisation du travail, d'égalité de genres, de barèmes de rémunération, de transmission de savoirs et de formation, d'accueil des travailleurs et travailleuses, etc. ;

- le débat sur les finalités de la production, sur la conception des objets et services fournis, sur le rapport aux consommateurs, à la « clientèle » ; le rapport à l'argent, la place attribuée aux rapports marchands et à la marchandise en tant que tels ;

- les rapports à la communauté locale : mise à disposition de services gratuits, formations, écoles, dispensaires, loisirs, etc. ; leur conception, l'étendue des bénéficiaires, etc. ;

- les rapports à l'environnement, les concepts de développement, etc. ;

- les rapports concurrence/compétition/coopération avec d'autres entreprises analogues ; les appuis et soutiens apportés à celles en constitution ; les échanges technologiques, le partage de travaux, etc.

- l'insertion dans les mouvements sociaux, l'implication politique, locale, régionale, nationale, internationale ; la vitalité du binôme lieu de production/foyer de militance et d'appui logistique ; la participation à l'élaboration de projets de société alternatifs, etc ;

- le rapport à l'Etat et aux institutions publiques.

En bref, la question posée est : dans quelle mesure l'expérience pratique examinée, relevant par définition du champ économique, est d'ores et déjà porteuse, *hic et nunc*, d'alternative sociale et, de ce fait, n'est pas seulement un laboratoire du futur, d'un « autre monde », mais son école et un de ses agents ?

Un premier choix a consisté à sélectionner quelques pratiques phares, au Nord aussi bien qu'au Sud, tant qu'elles correspondent aux critères que nous nous sommes fixés. Les exemples ne manquent pas, tout particulièrement en Amérique latine.

La sélection des expériences s'est faite en fonction de la nature de la richesse produite et cherche à montrer leur diversité. Une grande partie de ce livre est donc dédiée à cet éventail. La seconde partie se consacre à la

présentation d'éléments de réflexion pertinents avec l'objectif du livre, ainsi qu'à celle de quelques enseignements généraux pratiques tirés de ces expériences, afin de donner modestement quelques pistes de réflexion aux mouvements du Nord et du Sud qui voudraient changer leurs conditions de vie et d'ouvrir des perspectives d'un nouveau développement, qui concernerait le Sud comme le Nord.

Nous espérons que ce livre permettra d'approfondir, à sa mesure, les débats en cours sur les stratégies possibles pour accoucher d'un monde où chacun et chacune collectivement et individuellement soient acteurs et sujets d'un développement authentique, durable et au service de la totalité de la population mondiale et des besoins fondamentaux des êtres humains⁹.

⁹ Pour une définition complète du développement et une approche qui sorte des sentiers battus et de la sempiternelle charité, voir Tamara Kunanayakam et al., *Quel développement ? Quelle coopération internationale ?*, PubliCetim n° 30, éditions CETIM/CNCD/CRID, Genève, 2007.

PARTIE 1

Quelques expériences
par continent

AMÉRIQUE LATINE

Le continent latino-américain a longtemps été un terreau fertile pour les expériences révolutionnaires. Il est aujourd'hui sans conteste un laboratoire social aux expériences d'économie sociale et solidaire d'une grande richesse et d'une grande diversité, que ce soit dans les campagnes ou les villes, que cela concerne des classes moyennes ou pauvres, que cela s'applique au secteur primaire, secondaire ou tertiaire. Dans certains pays, il ne s'agit même plus aujourd'hui de pallier l'absence de l'Etat mais de tendre vers l'auto-gestion et de se substituer au marché.

L'embaras du choix des expériences pour ce livre s'est révélé ainsi assez important. Partout sur ce continent, on trouve des entreprises récupérées, des radios communautaires, des projets communautaires ethniques, des coopératives agricoles, des jardins urbains, etc. Comme le précisait Benito Perez, journaliste au *Courrier*, « En Argentine, on peut acheter, vendre, échanger pratiquement tous les biens et nombre de services, aller au café, au restaurant, au centre culturel, lire la presse, écouter la radio, organiser des conférences ou des congrès, aller à l'hôtel ou en cure thermale, se faire soigner, acheter des remèdes, aller à l'école, se former professionnellement... sans entrer dans le circuit marchand. » On peut ainsi observer aujourd'hui une interaction croissante entre la production et la lutte politique.

C'est bien l'originalité de ces expériences, pour qui à la différence de beaucoup d'autres dans le reste du monde, la transformation du système est clairement revendiquée.

Argentine

Le Mouvement d'unité populaire : des barricades à la souveraineté alimentaire

*Héctor Palomino et Ernesto Pastrana **

La crise économique et sociale qui secoue l'Argentine dans les années 1990, atteint son apogée en 2001, avec le blocage de routes à grande échelle partout dans le pays, par les *piqueteros*. Ces travailleurs sans emploi manifestaient leur mécontentement devant la gestion catastrophique de la crise, la corruption et le discrédit de toute la classe politique et réclamaient des allocations pour (sur)vivre. Jusqu'à 2003, le mouvement des *piqueteros*, extrêmement divers tant dans ses obédiences (ou non) que dans sa composition, a accumulé des expériences sociales importantes, et certains de ses groupes sont devenus des acteurs incontournables de la vie politique nationale. Une des principales caractéristiques de ce mouvement était qu'il revendiquait le changement social sans attendre que l'Etat offre une telle perspective.

Certains des groupes le composant ont mis en oeuvre des alternatives économiques et sociales de production, pour faire passer le statut de chômeur à celui de travailleur autonome. Cependant, le gouvernement Nestor Kirchner élu après la crise a récupéré une grande partie des mouvements sociaux et leur institutionnalisation a neutralisé leur potentiel de changement social.

D'autres ont refusé de négocier avec le pouvoir et malgré une désormais large réprobation de la part de la classe moyenne argentine, les mouvements de chômeurs ont continué à revendiquer

* **Héctor Palomino** est sociologue et **Ernesto Pastrana** est professeur associé et chercheur. Tous deux travaillent à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires, Argentine. Ce texte a été rédigé en novembre 2007 et traduit par le CETIM.

et à élaborer une autre société, à leur échelle, avec leurs moyens et idées, avec des résultats palpables. Comme le montre cet article, l'expérience en terme de survie et de durée du Mouvement d'unité populaire renforce la nécessité pour les expériences d'économie sociale et solidaire d'intégrer des stratégies et des visions à long terme, même et surtout dans le cadre d'une lutte immédiate, si elles ne veulent pas devenir éphémères ou se trahir. **CETIM**

La récente évolution du Mouvement d'unité populaire (Movimiento de Unidad Popular - MUP) indique le sens de la transformation en cours des mouvements de chômeurs (ou des « travailleurs sans emploi », comme ils préfèrent se nommer), depuis la sortie de crise de 2001. Les mouvements de chômeurs qui avaient augmenté avec le pic de chômage et de l'économie informelle depuis le milieu des années 1990, ont dû faire face, lors de la mise en route d'un nouveau modèle économique à une réduction progressive de leur base de recrutement. Cette transformation est principalement liée à la croissance rapide de la production et de l'emploi, observée ces dernières cinq années en Argentine, due au changement de modèle économique et social se substituant au régime de convertibilité qui prévalait la décennie passée¹⁰.

Ce nouveau scénario a obligé les mouvements de chômeurs à redéfinir leurs objectifs et stratégies de développement, générant des différences de positions internes et certaines ruptures. Ces différences sont de deux ordres. D'une part, elles se réfèrent à la continuité des formes d'actions qui ont caractérisé les mouvements contestataires à leurs débuts, soit principalement les mobilisations et les blocages de routes en exigeant des allocations pour les chômeurs. Aujourd'hui, certains mouvements proposent leur abandon pour que toute

¹⁰ L'impact de la croissance économique (à un taux moyen de 9 % annuel ces quatre dernières années et une estimation similaire pour 2007) et de l'emploi (le taux d'emploi de la population économique active est passé de 36 % en 2003 à 42 % en 2007) se manifeste par la baisse du chômage, qui est passé de 22 % de la population économique active en 2002 à 8,5 % en 2007 et par une lente réduction de la précarité du travail, qui se reflète dans la diminution du taux d'emploi non enregistré auprès des services de sécurité sociale de 49 % en 2002 à 41 % en 2007.

l'énergie soit consacrée au développement de l'économie sociale dans ce nouveau contexte économique. D'autre part, il s'agit de l'alignement ou de l'opposition active aux politiques gouvernementales, face auxquelles certains mouvements continuent à soutenir des positions autonomes. Les divisions au sein du MUP illustrent précisément ces tendances.

Durant la décennie 1990, la fermeture massive des industries et des établissements productifs divers a généré une augmentation sans précédent du chômage, qui a miné les réponses traditionnelles des syndicats, eux-mêmes négativement affectés par la perte de membres et la diminution de leur capacité de représentation. A partir du milieu des années 1990, de nouveaux mouvements sociaux sont apparus, particulièrement dans certaines localités de l'intérieur du pays, qui ont souffert de démantèlements entiers ou partiels de sources productives importantes. Ces mouvements ont alors entamé les actions dénommées *puebladas*¹¹, des actions d'occupation et de blocage de rues, de routes et d'espaces publics, entraînant avec eux l'insurrection des populations affectées.

A partir de ces phénomènes localisés, le mouvement *piquetero* est né et s'est étendu jusqu'aux principaux centres urbains du pays. Il est composé d'organisations réunissant des petits groupes de chômeurs dont l'action s'est développée à la marge de nombre de syndicats, de partis politiques ou d'institutions sociales traditionnelles. Le but des *piqueteros* était d'exiger un travail. Le MUP, dans ce contexte, a été créé en juillet 2001, en s'implantant initialement dans cinq quartiers proches de la ville de La Plata, capitale de la province de Buenos Aires.

Le MUP est apparu dans le cadre d'une crise économique, sociale et politique qui a affecté l'ensemble du pays et qui a culminé avec l'effondrement de l'économie,

¹¹ N.d.l.e. En Argentine, les « *puebladas* » sont des mobilisations de masse qui prennent parfois une tournure insurrectionnelle.

dans un contexte d'ingouvernabilité¹². Sa lutte, dans un premier temps, s'est limitée à des revendications immédiates : distribution d'aliments, revenus d'urgence et création de sources de travail. A l'instar d'autres mouvements de chômeurs, ses principaux moyens d'action consistaient à bloquer des rues et des routes – les fameux *piquetes* (les piquets) – en brûlant des pneus et à organiser d'autres manifestations de mécontentement qui se convertirent petit à petit en une routine commune au mouvement. Un des principaux dirigeants du mouvement résume bien la motivation initiale de ces piquets : « La peur, la faim et le manque de travail nous ont unis. »

Devant le caractère sporadique et inorganisé des actions des *piqueteros*, le MUP s'est doté d'une organisation permanente à caractère horizontal, avec une direction collégiale, accordant un rôle protagoniste aux assemblées en tant qu'expression de la démocratie directe. La coopérative de travail « El Progreso » est une des colonnes vertébrales du nouveau mouvement. Cette organisation de production et de travail existe depuis plus de 15 ans et est dirigée par une femme. Elle se consacre à la fabrication artisanale de pâtisseries et de pain mais aussi de balais, et commercialise ses produits dans le quartier environnant. Ses membres, se présentant collectivement à travers cette structure coopérative, cherchent à obtenir des contrats avec des entreprises privées ou des entités publiques.

Malgré l'origine marxiste de certains de ses leaders, le mouvement s'est éloigné de la position traditionnelle de la prise du pouvoir d'Etat, comme condition préalable aux changements sociaux, en préférant une stratégie de changements profonds et immédiats dans les relations sociales des institutions qui ont été créées. Cette stratégie vise non seulement l'égalité et la solidarité de ses

¹² Entre le 20 décembre 2001 et les premiers jours de l'année 2002, cinq présidents se sont succédés dans le cadre de perturbations généralisées.

membres, mais également l'acceptation des différences et des diverses identités, surtout ethniques et religieuses. Ces « poches de socialisme » ont privilégié l'action « locale », en promouvant l'exercice de la politique à l'échelle locale. Bien que cette stratégie globale ne s'attaque pas de front au capitalisme et ne s'oriente pas vers la prise du pouvoir, elle vise à très long terme à devenir une stratégie dominante et ainsi à obtenir un changement de système.

Au fil des années, le MUP s'est étendu à d'autres lieux du pays et a intégré, en 2005, le Front populaire Darío Santillán (Frente Popular Darío Santillán)¹³, composé d'un réseau de diverses organisations sociales dont le programme est partagé dans ses lignes générales. Cette organisation nationale, à travers laquelle le MUP réalise son travail politique, est constituée d'indigènes, de paysans, de travailleurs et de chômeurs. D'après le Front, il relève de la responsabilité de « toutes et tous » de défendre le droit à une vie digne, aux biens de la nature, au travail et au développement d'une production diverse et durable, et cela dans le cadre de la « souveraineté alimentaire » qui génère des produits sains et des excédents pouvant être commercialisés. Il faut enfin signaler que pour le Front, « la lutte anticapitaliste ne peut être effective que si elle incorpore aussi les luttes contre le patriarcat ».

En 2006, le MUP a souffert d'une division significative en deux groupes, bien que tous deux continuent à utiliser le même sigle. Un groupe composé majoritairement d'étudiants universitaires a opté pour la poursuite de la médiation entre l'Etat et les chômeurs, en créant des organisations subordonnées aux politiques sociales officielles. Ce rôle de médiation entre les chômeurs et l'Etat s'inscrit dans la continuité des origines du mouvement, avec pour différence majeure l'alignement sur les politi-

¹³ N.d.l.e. Mouvement social autonome, politique et multisectoriel. Voir <http://www.frentedariosantillan.org/>

ques d'Etat, alors qu'il s'agissait au début de suivre une politique de confrontation avec le gouvernement.

Le groupe d'origine constitutif du MUP a, pour sa part, continué à approfondir son processus d'autonomie, s'investissant toujours plus dans le développement d'une économie sociale et incorporant les valeurs des mouvements écologistes. De ces orientations sont nées des entreprises productives, organisées par le mouvement.

Le MUP, faisant aujourd'hui partie du Front Darío Santillán, réclame l'appui de l'Etat pour ses entreprises productives autonomes, tout en continuant de revendiquer l'attribution d'allocations pour les femmes et les jeunes ayant des difficultés d'insertion dans le marché du travail. Le champ d'action du mouvement va en s'amplifiant progressivement des zones peri-urbaines traditionnelles vers des régions semi-rurales. Certains de ses membres, par exemple, cherchent à s'implanter dans la localité de Verónica, située à plus de 100 kilomètres de la capitale. Pour cela, le MUP s'est lié avec une coopérative de petits producteurs ruraux affectés par l'extension de cultures comme celle du soja qui menacent leurs activités traditionnelles. Ce groupe s'est ainsi investi dans la création d'une ferme écologique et d'une cuve à lait, dans la pratique de l'aviculture et le développement de pépinières. Ces projets marquent ainsi l'avancée d'un « large processus avec pour objectif la souveraineté alimentaire ».

L'évolution du mouvement se caractérise par un certain éloignement de l'action politique traditionnelle, au bénéfice de l'économie sociale. En d'autres termes, le MUP diminue sa présence politique et publique, tout en augmentant ses actions sur le plan productif, parmi lesquelles la préoccupation écologique joue un rôle toujours plus important, qui s'exprime aujourd'hui comme la « lutte contre le saccage environnemental », particulièrement contre la déforestation et la déviation des ressources alimentaires de la production agricole pour élaborer les, ainsi nommés, biocombustibles (ou agro-carburants).

L'évolution du MUP vers le développement d'une économie sociale marquée par les visions et les valeurs écologiques, indique clairement, comme nous l'avons signalé au début, un des chemins actuels de la réorientation des mouvements de chômeurs. A ses origines, ce mouvement exerçait des formes d'action basées sur les *piquetes* dont l'emblème était des pneus brûlés dans les espaces publics, réclamant des allocations pour les chômeurs. Aujourd'hui, il paraît se centrer sur le soutien aux principes de la souveraineté alimentaire.

Argentine

**Les céramiques Zanón :
un autre monde est possible ****Raúl Zibechi ***

En quelques occasions, certes rares, le slogan « Un autre monde est possible » devient réalité. Les ouvriers de l'usine de céramiques qui ont récupéré l'entreprise et produisent en coopérative depuis quatre ans démontrent que, même dans une grande entreprise de haute technologie, il est possible de créer une autre vie.

« La poésie de la vie peut être plus grande que la poésie sur le papier », dit le poète argentin Juan Gelman en contemplant « un mètre carré de poésie » imprimé sur des céramiques que les ouvriers de Zanón emportent partout pour offrir. En découvrant ses poèmes qui décoraient les 25 carreaux de céramique, il écrivit avec émotion : « Jamais de ma vie je n'ai imaginé que je verrais mes poèmes édités sur des céramiques.

* Article date du 3 février 2006 et tiré de IRC Programa de las Américas (www.americaspolicy.org), 4 janvier 2005. Traduction de Catherine Goudounèche, pour RISAL (www.risal.collectifs.net) et légèrement retravaillée par le CETIM. Voir également : Raúl Zibechi, « Fabriques récupérées : de la survie à l'économie solidaire », juillet 2004, www.irc-online.org/content/

1704. Cet article a été reproduit avec l'autorisation de l'auteur.

** **Raúl Zibechi** est un journaliste, commentateur et écrivain uruguayen. Il est responsable de la section internationale au sein de l'hebdomadaire *Brecha*, édité à Montevideo. Il est l'auteur de plusieurs livres sur les mouvements sociaux, dont *Genealogía de la revuelta. Argentina : una sociedad en movimiento* et *Dispersar el poder*.

Jamais de ma vie je n'ai imaginé que les ouvriers d'une usine récupérée interrompraient leur travail pour faire cela. Mon imagination était en dessous de la réalité. »

La lutte menée depuis plus de cinq ans par les travailleurs de l'entreprise Céramiques Zanón tient beaucoup du poème lyrique. Ils ont dû affronter un entrepreneur italien à succès, les syndicats de la province de Neuquén (dans le sud de l'Argentine, à 2000 kilomètres de Buenos Aires), les autorités gouvernementales et la police, avant de devenir la plus grosse usine récupérée du pays et celle ayant le plus de succès du point de vue « d'un chef d'entreprise ».

Zanón est la fabrique de céramiques la plus importante d'Argentine, l'usine s'étend sur 80 000 mètres carrés et occupe neuf hectares, c'est une usine moderne : avec des lignes de production mobiles où passent les céramiques, des chenilles mécaniques et des wagons robotisés qui glissent sur des rails, des robots qui impriment différents modèles sur les céramiques, de gigantesques entonnoirs pour les mélanges et des fours automatisés.

Le regard extérieur

A première vue, l'expérience de Céramiques Zanón n'est pas très différente de celle d'autres entreprises récupérées par leurs travailleurs, environ 200 dans toute l'Argentine¹⁴. Peut-être le trait le plus important est-il lié à la récupération du syndicat par ses propres travailleurs. En Argentine, les syndicats ne défendent pas les ouvriers mais les patrons, et le Syndicat d'ouvriers et employés céramistes de Neuquén (qui réunit quatre usines de la province) ne faisait pas exception. L'entreprise payait un salaire supplémentaire aux dirigeants syndicaux et faisait des dons au syndicat pour s'assurer qu'il n'y aurait pas de conflits.

Il y avait beaucoup de peur à l'intérieur de l'usine, rappellent les ouvriers Mario Balcazza et José Luis Urbina :

¹⁴ N.d.l.e. Consulter le dossier « Entreprises autogérées » sur RISAL.

« Si le responsable disait à un travailleur qu'il devait rester travailler 16 heures, il devait le faire, sinon le lendemain il était licencié. » Quand ils commencèrent à former une liste alternative pour se présenter aux élections [syndicales], en 1998, la répression interne augmenta considérablement : « Si tu discutais avec quelqu'un du syndicat, l'entreprise te repérait et ils te renvoyaient, et personne ne te défendait parce que tous savaient que cette attitude équivalait au licenciement », dit Balcazza¹⁵. Finalement, plus de 60 % des 300 travailleurs choisirent de renouveler le syndicat et d'écartier les bureaucrates.

Là commence une autre histoire. La nouvelle direction syndicale ne se laissa ni acheter ni intimider par l'entreprise, elle dénonça des situations illégales et gagna la confiance des travailleurs. Pour surmonter des difficultés opérationnelles et commerciales, l'entreprise intensifia les rythmes de la production, ce qui entraîna de nombreux accidents du travail. A partir de l'an 2000, les faits suivants s'enchaînèrent : un employé mourut dans l'entreprise sans avoir bénéficié d'une assistance médicale, car l'entreprise, travaillant 24 heures sur 24, ne disposait même pas d'une ambulance et d'un médecin. Quand Daniel Ferrás, 22 ans, mourut, les travailleurs arrêterent la production pendant huit jours, exigeant et obtenant que l'entreprise ait une ambulance et un infirmier. Par la suite, Zanón commença à avoir du retard dans le paiement des salaires (jusqu'à trois mois sans versement) jusqu'à ce qu'elle décide d'éteindre les fours en septembre 2001.

La proposition de Céramiques Zanón était de conserver seulement 60 employés mais les travailleurs l'interprétèrent comme une façon de « nettoyer » le syndicat. A ce moment-là, Zanón était fortement endettée vis-à-vis du gouvernement provincial, qui avait fourni l'argent à l'entreprise pour le paiement des salaires. Les ouvriers

¹⁵ Interview de Mario Balcazza et José Luis Urbina, travailleurs de Zanón, Montevideo, 1^{er} décembre 2005.

refusèrent les licenciements, brûlèrent les avis [de licenciement] devant le siège du gouvernement, campèrent devant l'entreprise pendant cinq mois et, pour couvrir les arriérés de salaires, commencèrent à vendre les 40 % du stock de céramiques que la justice avait saisis et leur avait cédés. Cependant, bien qu'ils soient restés plusieurs mois sans toucher leurs salaires, ils donnèrent une partie des céramiques à l'hôpital provincial pour sa réfection, tandis que les chômeurs du MTD (Movimiento de Trabajadores Desocupados, Mouvement des travailleurs sans emploi) de Neuquén fournirent la main d'œuvre.

En mars 2002, 220 des 330 travailleurs décident d'occuper l'usine et commencent à produire « sous contrôle ouvrier ». Ils décident en assemblée que tous toucheront le même salaire et ils forment des commissions de ventes, administration, sécurité, achats, production, planification, sécurité et hygiène, presse et diffusion. Les indigènes mapuches¹⁶, qui jusqu'alors avaient été abusés et exploités par les entreprises de céramiques, mettent leurs carrières d'argile à la disposition des ouvriers de Zanón. Le 5 avril 2002 sort la première production de 20 000 mètres carrés de céramiques. Trois mois plus tard, ils produisaient 120 000 mètres carrés, la moitié de ce que produisait l'entreprise du temps de ses anciens propriétaires.

Le rôle de la communauté

Du point de vue de la croissance de la production, le développement de Zanón sous contrôle ouvrier a été un succès : actuellement, ils produisent 300 000 mètres carrés [de céramiques], dépassant la production antérieure, et ils estiment qu'ils arriveront bientôt à 400 000 mètres carrés. Avec l'aide des universités de Comahue (Neuquén) et de Buenos Aires, ils modernisent le processus de production : en deux ans, ils ont investi 300 000 dollars pour l'entretien et l'amélioration des

¹⁶ N.d.l.e. Lire à propos des indigènes mapuches en Argentine : B. Perez, « Argentine : l'heure de la reconquête mapuche », RISAL, 24 août 2005.

machines. Des 300 accidents annuels de l'époque patronale, ils sont passés à seulement 33 et il n'y a eu aucun décès, alors que pendant la période antérieure, il mourait en moyenne un travailleur par mois.

Sous la gestion des travailleurs, plusieurs nouveaux modèles de céramiques ont été introduits. Durant la période précédente, les modèles européens médiévaux conçus en Italie prédominaient. Depuis que les travailleurs eux-mêmes se chargent de la conception, des changements sont intervenus, comme les divers modèles mapuches – conçus avec les communautés – avec pour objectif de revendiquer la culture d'un peuple marginalisé et en hommage à ceux qui ont mis leurs carrières d'argile à la disposition des ouvriers céramistes.

Une différence notable entre Zanón et d'autres entreprises récupérées par leurs travailleurs est la relation avec la communauté. A un moment donné, ils ont pris, légalement, le nom de Fasinpat (acronyme de Fabrique sans patron), se sont transformés en coopérative et ont effectué d'innombrables dons : en témoignage de reconnaissance pour l'aide reçue et parce qu'ils considèrent que les bénéfices d'une entreprise doivent retourner à la communauté, ils ont apporté des milliers de mètres carrés de céramiques aux hôpitaux, écoles, foyers de personnes âgées, cantines d'enfants et populaires, aux indigènes et aux groupes défavorisés, aux pompiers et à la Croix-Rouge de Neuquén. La donation la plus importante, et la plus emblématique, a été la construction d'un centre de santé pour le quartier Nueva España. En accord avec les habitants – 400 familles qui réclamaient depuis 40 ans un local pour les premiers soins -, les coopérativistes de Fasinpat ont fait don de matériel et ont construit le centre de santé à côté du quartier. Ils font aussi venir les organisations de chômeurs et les habitants du quartier pour écouter leurs propositions quand ils doivent engager de nouveaux travailleurs. De la sorte, les cent nouveaux postes de travail créés sont aujourd'hui occupés par des jeunes ayant de grandes difficultés à s'insérer sur le marché du travail.

Pour sa part, la communauté aide aussi Fasinpat. L'usine est ouverte à tous ceux qui désirent la visiter. Chaque semaine, des étudiants et des personnes de toute l'Argentine (et un bon nombre d'étrangers) arrivent à l'ex Zanón pour connaître l'expérience, du fait qu'il s'agit d'une des rares usines modernes – totalement automatisée et avec quelques processus robotisés – aux mains des travailleurs. A leur tour, le 8 avril 2003, des milliers d'habitants du quartier encerclèrent l'usine pour empêcher la police d'en déloger les travailleurs. Peu après, 9000 personnes assistèrent à un festival de rock à l'intérieur de l'usine pour exprimer la solidarité de la communauté avec les travailleurs.

Actuellement, ils gèrent un site interne¹⁷, animent une émission de radio et éditent un mensuel de diffusion nationale¹⁸. Plusieurs vidéos où ils racontent différents aspects de leur expérience ont également été réalisées. Ils ont de bonnes relations avec les autres entreprises récupérées et voyagent souvent pour transmettre leur expérience et connaître celle d'autres travailleurs dans des situations similaires. Récemment, ils ont participé à la première Rencontre latino-américaine d'entreprises récupérées, du 27 au 29 octobre 2005 à Caracas, Venezuela.

Voyage à l'intérieur du monstre industriel

Dans la brochure « Zanón sous contrôle ouvrier », ils expliquent leur façon de travailler : « Cela nous intéresse que l'on sache que, derrière chaque céramique, il y a une histoire et une réalité qui permettent que la roue continue à tourner. Tout le processus et toutes les décisions sont aux mains des travailleurs. C'est nous qui décidons quoi acheter, comment vendre, quoi et comment produire. » Peut-être la principale différence entre Zanón-Fasinpat et le reste des entreprises est-elle la manière dont ils s'organisent pour produire : « Cette usine est un système d'engrenages où chacun apporte

¹⁷ N.d.l.e. Voir <http://www.obrerosdezanon.com.ar/>

¹⁸ Le journal s'appelle *Nuestra Lucha*.

un petit peu, où il n'y a pas de hiérarchies et où l'engagement et la responsabilité au travail déterminent la qualité du produit et le futur de cette expérience. »

Les différences entre la gestion actuelle et la précédente sont impressionnantes. Un vieux travailleur raconte : « Nous n'avions même pas le droit d'aller aux toilettes. Les chemins étaient indiqués. En rouge, ils t'indiquaient les endroits où il y avait des machines automatiques et tu devais faire plus attention, et en bleu c'étaient les chemins que tu pouvais emprunter. Avant, les gens des fours avaient une tenue rouge, celle des électriciens était verte, et ainsi de suite. De cette manière ils savaient s'il y avait quelqu'un d'un autre secteur dans un endroit où il n'aurait pas dû être. C'était comme une prison. »¹⁹ Les gérants étaient à un étage supérieur, dans des bureaux vitrés d'où ils surveillaient les travailleurs flanqués des dirigeants syndicaux qui les observaient de près.

Quand ils ont recommencé à produire, les assemblées de chaque secteur ont commencé à nommer des coordinateurs, qui sont responsables de la bonne marche de la production et dialoguent avec leurs camarades quand surgit un problème. Au bout de quelques mois, les coordinateurs changent, de sorte qu'au bout d'un certain temps toute la section est passée par le poste de coordinateur. Comme le notent les personnes interrogées, « chaque coordinateur gagne le même salaire que les autres mais il a plus de responsabilités. »

Carlos Saavedra, qui fut coordinateur général de toute l'usine, reconnaît que la tâche exige plus d'heures de travail que la normale, et il ajoute : « Je ne contrôle personne et ils ne me contrôlent pas. Simplement nous rendons tous compte du travail que nous faisons. Les chiffres sont clairs. Chacun peut les voir. Que je sois coordinateur est une décision de l'assemblée et que je

¹⁹ Hernán López Echagüe, *La política está en otra parte*, Norma, Buenos Aires, 2002, p. 178.

ne le sois plus l'est aussi. Chacun doit assumer la responsabilité qu'on lui a confiée. »²⁰ A présent, à la place du contrôle, les ouvriers de Zanón ont établi la confiance mutuelle et la responsabilité.

L'usine est divisée en 36 secteurs qui font les trois huit. Chaque secteur a son coordinateur. « Tous les lundis, il y a une réunion de coordination et là, on décide ce dont l'équipe a besoin, on résout le problème soulevé par chaque secteur et s'il ne se résout pas, on fait une assemblée où toutes les équipes se réunissent. Mais le produit final qui est mis en vente est de la responsabilité de tous et pas seulement de ce camarade-là, parce que nous travaillons tous ensemble, en commun depuis l'argile jusqu'à ce que la céramique soit terminée et prête à la vente. »²¹

Une fois par mois, ils organisent une « journée » qui dure toute la journée et à laquelle participe toute l'usine. C'est la réunion la plus importante, celle où l'on discute de tout : depuis le type de chaussures dont on a besoin dans chaque section jusqu'aux achats qu'il faut faire et aux activités extérieures de solidarité. « On discute du social, de la production, de politique. Pour chaque sujet nous avons un ordre du jour et tant qu'on n'a pas de solution, la journée n'est pas terminée ; il est très important d'arriver à un accord entre tous », racontent les ouvriers. Toutefois, ils reconnaissent que ce mode de fonctionnement, démocratique, participatif et horizontal, exige beaucoup d'énergie : « C'est usant mais productif parce que tu trouves une solution à tous les problèmes débattus entre tous. C'est pire si tu laisses passer le temps et que surgissent des sujets qui créent des soucis. Il y a beaucoup de choses que l'on ne comprend peut-être pas dans un premier temps ; des secteurs comme les achats, les ventes, le secteur administratif qui brassent de l'argent. C'est pour cela qu'on a mis deux camarades, que l'on appelle les

²⁰ Esteban Magnani, *El cambio silencioso*, Prometeo, Buenos Aires, 2003, pp. 143-44.

²¹ Interview de Mario Balcazza et José Luis Urbina.

syndics, afin qu'ils contrôlent les dépenses. Ce sont eux qui, mois après mois, font un rapport de combien est dépensé, combien est acheté. Il y a un rapport de tout cela et ainsi nous sommes transparents vis-à-vis du camarade. Si de l'argent n'est pas dépensé, nous pouvons l'utiliser pour réparer une machine ou nous achetons de la matière première. Et tout se décide dans l'assemblée de section ou lors de la journée. »

L'assemblée a établi quelques règles de vie en commun. Tous doivent arriver à l'usine 15 minutes avant le début du travail et sortir 15 minutes après l'horaire établi, afin qu'ils puissent s'informer des dernières nouvelles. Deux exemples contrastés : une fois, ils durent prendre la douloureuse décision de renvoyer un camarade qui volait, mais une autre fois, « on a payé un traitement à un camarade qui avait des problèmes de dépendance et on lui a gardé son poste de travail. »²²

Aussi curieux que cela puisse paraître, le temps consacré à débattre de façon horizontale aboutit à plus d'efficacité au moment de produire, ce qui va à contre-courant du modèle d'entreprise dominant. Peut-être parce que, comme le note Saavedra, « les heures ne veulent pas dire la même chose qu'avant. Avant, je travaillais 12 heures et je rentrais à la maison exploité, détruit. Aujourd'hui, si je rentre fatigué, c'est un autre genre de fatigue. Parce qu'au fond de toi, tu es traversé par un sentiment de satisfaction qui est parfois difficile à expliquer. »²³ Avant, quand sonnait la sirène qui marquait la fin du tour de travail, les ouvriers couraient pour rentrer chez eux et oublier le travail. « Aujourd'hui, je reste même si je n'ai pas à le faire », dit Saavedra, insinuant que le travail peut être un peu plus qu'une obligation et se transformer en satisfaction. Pour sa part, Juan, travailleur de la ligne de production, résume les sentiments de beaucoup d'ouvriers : « Avant, je voyais passer une céramique sur la ligne. C'était une

²² Lavaca, « Sin Patrón. Fábricas y empresas recuperadas por sus trabajadores », Buenos Aires, 2004, p. 40.

²³ Esteban Magnani, op. cit., p. 144.

céramique et c'est tout. Aujourd'hui, chaque céramique qui passe sur la ligne, c'est comme quelque chose de nous-même qu'on met là, c'est comme quelque chose qui t'appartient. »²⁴

Actuellement, les travailleurs de l'ex Zanón attendent que le gouvernement argentin se décide à étatiser l'usine et leur permette de garder son contrôle. Et qu'un jour l'État, qui jusqu'alors ne leur a jamais rien acheté, devienne un client contribuant au développement d'un projet qui démontre que, véritablement, « un autre monde est possible ».

Actualisation

En 2005, le juge Rafael Barreiro décrète la faillite de Zanón et en juillet 2006, il accorde l'exploitation commerciale à la coopérative Fasinpat pour trois ans. Or en octobre 2007, la Cour d'appel du Tribunal commercial n°9 de Buenos Aires a approuvé la réduction du délai de trois à deux ans. La coopérative n'aurait, à partir du 20 octobre 2008, plus de protection judiciaire pour continuer l'exploitation de l'usine de céramiques. Cet appel avait été présenté par un des créanciers de l'ex-Zanón, la firme italienne SACMI SA, et appuyé par les autres créanciers comme la Banque mondiale et l'AFIP (gouvernement national). La coopérative a annoncé qu'elle ne laisserait pas les choses en l'état et a présenté à son tour un recours en appel devant la Cour suprême de justice, qui l'a rejeté quelques mois après (premier trimestre 2008). « Cette résolution est une attaque claire du gouvernement envers les travailleurs et les expériences autogérées », ont déclaré les ouvriers de l'ex-Zanón. Malgré cela, les ouvriers de l'ex-Zanón sont plus que jamais résolus à se battre pour défendre l'autogestion ouvrière. En six années de gestion ouvrière, cette usine a créé 210 nouveaux postes de travail, a atteint une production de 400 000 m² de céramiques par mois, a commencé à exporter au Chili, et est devenue un pilier de l'action communautaire, sans subventions étatiques²⁵. **CETIM**

²⁴ Analia Cafardo et Paula Domínguez, *Autogestión obrera en el siglo XXI*, Centro Cultural de la Cooperación, Buenos Aires, 2003, p. 36.

²⁵ Sources : <http://argentina.indymedia.org/features/nacionales/>, www.anred.org/article.php3?id_article=2323, <http://amerikenlutte.free.fr/>

Pérou

Villa el Salvador : économie solidaire, développement local et co- production de services dans un bidonville

Louis Favreau *

Peut-être la réussite la plus grande dans l'édification d'une communauté d'entraide locale dans le monde est-elle celle de Villa El Salvador à Lima, où les citoyens ont planté un demi-million d'arbres, construit 26 écoles, 150 garderies, 300 cuisines communautaires, et formé des centaines d'assistants médicaux qui vont de porte en porte. Les principaux artisans de cette réussite ont été un vaste réseau de groupes de femmes et la structure administrative démocratique des associations de quartier, qui a des représentants dans chaque bloc d'habitations. Ensemble, ils forment un dosage équilibré entre une organisation très développée à la base et un système d'administration, qui réagit vite, afin d'obtenir la plus grande participation possible dans la conception et la mise en oeuvre des actions de la communauté²⁶.

Ce diagnostic de la fin des années 1980 fait par le World Institute peut-il être reconduit en l'an 2007 ?

* **Louis Favreau** est sociologue et professeur à l'Université du Québec en Outaouais (Québec, Canada), www.uqo.ca/ries2001

²⁶ *Durning*, Worldwatch Institute, 198, pp. 264-265.

Villa el Salvador (VES) est un bidonville de 350 000 habitants, en banlieue de Lima au Pérou. Ce bidonville devenu une municipalité se caractérise par son haut degré d'organisation sociale (plus de 3000 associations de quartier et sectoriels y oeuvrent) et par son Parc industriel co-géré par la municipalité et les associations locales d'entrepreneurs. Comment s'organisent ces 350 000 habitants et comment ce bidonville a-t-il pu en arriver à planifier son développement et à le réussir ?²⁷

Villa el Salvador naît à la faveur d'une conjonction particulière, celle de 600 familles qui occupent en 1970-1971 un coin de désert à 30 kilomètres du centre-ville de Lima. Le gouvernement réformiste nouvellement arrivé au pouvoir est sensible à la question des bidonvilles. Il saisit l'occasion qui lui est offerte pour introduire une politique de planification urbaine qui accorde la priorité aux bidonvilles et encourage la participation de la population dans l'aménagement du territoire.

L'aménagement du territoire à Villa el Salvador

À Villa el Salvador, les prises de terrain ne seront pas qu'une simple occupation des lieux. Au point de départ, VES se dote d'une forme particulière d'organisation sociale de son espace en faisant du groupe résidentiel l'unité de base de l'organisation de son territoire. Le groupe résidentiel comprend en moyenne 384 familles organisées par pâtés de maison, soit entre 2000 et 2500 personnes. Les familles disposent de maisons regroupées autour d'une place commune réservée aux services de base qu'elles ont en commun : l'école maternelle, le centre de santé, le local communal, le terrain de jeu. VES planifiera son développement en créant

²⁷ À partir d'une enquête sur place et de plusieurs échanges entre Péruviens et Canadiens (Québécois) engagés dans la coopération internationale et l'économie sociale, nous rendons compte ici de l'expérience de développement local et solidaire de VES, de la conquête de son développement (sur plus de 30 ans).

en quelques années 120 places communes. Chaque place a son groupe résidentiel et chaque groupe résidentiel ses délégués à la Communauté autogérée de Villa el Salvador (la CUAVES).

Ce faisant, Villa el Salvador innove surtout en brisant le modèle colonial classique des villes d'Amérique latine. En effet, les villes héritées de la colonisation espagnole sont construites autour de la *Plaza de armas*, une place d'armes centrale bordée par le palais du gouverneur, l'église, le palais de justice et la prison. Cette place possède une grande valeur symbolique puisque autour d'elle se construisent les édifices qui symbolisent le pouvoir de l'Etat et de l'Eglise. Dans le cas de Villa el Salvador, au contraire, la place commune conçue de façon communautaire avec une démocratie à l'échelle microsociale est un concept favorisant la décentralisation. Ces 120 places forment plutôt un ensemble d'espaces démocratiques favorisant la structuration de la société civile.

L'organisation socio-politique de VES

En 1983-1984, Villa el Salvador se détache de la municipalité de Lima et peut élire son propre maire. Cette nouvelle structure politique introduit alors pour la première fois une institution de caractère public fondée sur la citoyenneté et la démocratie représentative. L'organisation de la ville se modifie alors en conséquence : le pouvoir est partagé entre l'organisation communautaire de la population et la municipalité. Le nouveau fonctionnement est le suivant : comme auparavant, chaque pâté de maisons, soit 24 familles, continue d'élire son délégué qui participe à l'assemblée générale du groupe résidentiel (chaque groupe résidentiel est formé d'une vingtaine de pâtés de maisons). Des délégués nommés par chacun des 120 groupes résidentiels forment la CUAVES. Une fois l'administration mise en place, la municipalité et ses élus ont d'abord reconnu la CUAVES, puis, les deux parties ont passé un accord pour confier le pouvoir à une commission mixte à laquelle participent les élus municipi-

paux, des fonctionnaires et des délégués de la CUAVES chargés de traiter de toutes les questions qui les concernent avec la municipalité.

En 1999, un nouveau Plan sur 10 ans, basé sur les principes administratifs de la planification stratégique, a été mis sur pied. Alors que le Plan de 1983 avait été élaboré surtout par des professionnels appartenant à des ONG qui collaboraient avec VES, cette fois-ci VES, comme municipalité, a créé ses propres instances de formulation d'un Plan : d'abord, des assemblées publiques, puis des tables de concertation territoriales et sectorielles, enfin, au bout de huit mois, une consultation publique, réalisée à domicile par 2500 jeunes auprès de la population de 16 ans et plus, dans le but de tâter le pouls sur les priorités ressenties. Par ordre d'importance, les priorités identifiées ont été les suivantes, la première ayant rallié 50 % des répondants :

- une ville saine, propre et verte
- une communauté éducative
- un district productif et générateur de richesses
- une communauté solidaire
- une communauté démocratique

Le Plan de 1999 reposait sur le paradigme de la concertation. En effet, ont participé à sa réalisation non seulement la municipalité mais également des ONG, des institutions du secteur public, d'autres du secteur privé ainsi que des organisations populaires.

Des tables de concertation sectorielles, mises sur pied au moment de l'élaboration du Plan, contribuèrent à le concrétiser. Il y en avait cinq en fonction à cette époque (2000) : éducation, petites et micro-entreprises, santé et hygiène, jeunes et commerce. A la table de la santé, qui souscrit au mouvement Villes et villages en santé, on trouve la CUAVES, la Fédération des femmes (la FEPOMUVES), des dirigeants de quartier, le Ministère de

la santé, le réseau de la santé communautaire et quelques ONG dont Médecins sans frontières²⁸.

Le Plan de développement intégral a aussi prévu la réalisation d'un budget participatif. En 1999, une session plénière s'est déroulée sur la Place de la Solidarité. Quelque 500 dirigeants de huit secteurs de la municipalité ont alors travaillé à identifier les priorités dans chacun de ces secteurs, lesquels ont reçu une part à peu près équivalente d'un budget en provenance des transferts du gouvernement central (2 millions de soles, environ 580 000 dollars). Dans les années qui suivirent, la municipalité a voulu élargir la consultation pour faire en sorte que l'ensemble du budget soit soumis à une planification participative.

Le parc industriel

À l'origine, l'administration du Parc industriel relevait du Ministère de l'industrie qui destinait les terrains à la localisation de grandes industries dans le but de créer des emplois pour la population migrante des districts désertiques du sud. Mais comme la grande industrie montrait peu d'intérêt pour ce projet, elle laissa ainsi une porte ouverte à la communauté de Villa El Salvador (la CUAVES), à l'Association de petits industriels (APEMIVES) et à la Municipalité pour demander le transfert de ces terrains. C'est ainsi qu'en 1987, se constitue l'*Autoridad Autónoma*, entité mixte formée par trois représentants du gouvernement national et trois de VES. Cette dernière étant représentée par une personne de la municipalité, une personne de la CUAVES et une troisième de l'APEMIVES.

Les objectifs principaux sont alors devenus les suivants :

²⁸ Bulletin d'information *Somos Villa el Salvador*, 1 (1), mai 1999, p. 12.

a) Promouvoir l'installation et le développement de projets de petites entreprises en leur fournissant, en contrepartie de leur présence dans le parc industriel, une infrastructure de base et une assistance technique ;
b) Réaliser des études, des designs, des programmes de financement, de commercialisation, de construction et de développement des petites unités productives.

Demeuré jusque-là une ville-dortoir, VES cherchait ainsi à développer sa propre économie. Le Parc sera le résultat d'un travail d'organisation des petits entrepreneurs déjà présents à VES mais disséminés un peu partout dans le bidonville et très faiblement organisés.

L'*Autoridad Autónoma* a dû affronter des obstacles qui ont limité sa capacité à mener à bon port ses objectifs. La période 1990-1992 a été particulièrement difficile en raison de la violence politique qui secouait le pays en général et VES en particulier. C'est cependant en 1992 que la relation entre la Ville et les entrepreneurs se renforce. On assiste à ce moment-là à une proposition de développement intégral basée sur la commercialisation, l'assistance technique à la production, le financement et la formation entrepreneuriale.

Au début des années 2000, l'activité industrielle de VES a été renforcée par l'émergence de services de soutien technique. En plus du *Centro de promoción empresarial*, service de soutien aux entrepreneurs qui relève directement de la municipalité de VES, d'autres centres de soutien technique ont vu le jour. C'est le cas notamment du Centre de soutien Aconsur, une institution à but non lucratif créée à l'initiative de la coopération italienne et du Ministère de l'industrie du Pérou. Ce Centre offre des services aux micro et petites entreprises, particulièrement au secteur textile et aux groupes de femmes tricoteuses appartenant aux secteurs populaires de Lima.

En misant sur le regroupement de petites unités de production locales plutôt que sur une hypothétique

implantation de grandes entreprises, VES a incité les artisans de la production locale à s'organiser par champ professionnel au sein d'entreprises débordant le seul cadre familial, et à mettre en commun leurs achats, leur machinerie et la commercialisation de leurs produits. Aujourd'hui, après 15 ans d'efforts, les résultats sont probants : sur une population active de 100 000 habitants, VES réussit à regrouper, à partir de son parc industriel comme pôle de développement, 30 000 postes de travail distribués dans 8000 petites et micro-entreprises dont 5000 dans le commerce, 2000 dans l'industrie et 1000 dans les services.

ASIE DU SUD-EST

En Asie, il est plus courant de parler de *People's economy* que de *Solidarity-based economy* (traduction anglaise du terme d'économie solidaire). Ses liens avec le secteur informel sont très nombreux. Ce dernier est considérable sur ce vaste continent, malgré l'émergence sur la scène économique mondiale de la Chine et de l'Inde. Le continent asiatique étant bien trop vaste pour cette étude, nous avons choisi de nous concentrer sur le sous-ensemble de l'Asie du Sud-Est.

Dans ces sociétés au développement profondément inégal, le secteur informel représente jusqu'à 80 % des travailleurs en Inde (dont une grande majorité de femmes). Les projets de micro-finance sont légion. Ils représentent l'ensemble des services financiers destinés à des populations exclues du système bancaire classique (crédit, épargne, assurance,...).

Cependant, tous ne se valent pas en terme de réduction des inégalités et de développement. Ainsi des études montrent que le micro-crédit (petits prêts à des clients considérés comme non solvables par les structures bancaires classiques) sont loin d'être la panacée contre la pauvreté que l'on croit²⁹. Au Bangladesh par exemple, des millions de personnes ont accès au micro-crédit mais le taux d'extrême pauvreté (moins d'un dollar par jour) reste depuis plus de 15 ans le même, touchant 36 % de ses habitants³⁰.

En revanche, certaines autres expériences de micro-finance (où les populations peuvent avoir un certain contrôle de l'économie) sont intéressantes à relever dans le cadre de ce livre. Dans le contexte indien, il faut souligner le caractère spécifique culturel et religieux de la stratification de la collectivité en castes qui occulte la dialectique de lutte des classes

²⁹ Voir, entre autres, les travaux et livres de Jean-Michel Servet, dont *Banquiers aux pieds nus. La microfinance*, Odile Jacob, Paris, 2006.

³⁰ Voir Jean-Michel Servet, « Quand le microcrédit enferme les plus pauvres dans la dette », *Le Temps*, 8 décembre 2006.

et des marginalisés. Il semblerait que l'existence des castes verrouille toute promotion de la solidarité inter-classes. Il est un peu plus facile de lutter pour l'amélioration de son sort dans sa caste et moins contre tel système. C'est dans ce cadre que quelques pratiques d'économie solidaire prennent place, avec plus ou moins de réussite, en fonction des orientations qu'elles prennent.

Asie du Sud-Est

Bangladesh

Nigera Kori, Samata et Ubinig : démocratie directe et autogestion

*Cédric Gouverneur **

Figurant parmi les pays les plus pauvres au monde, le Bangladesh pâtit également des carences de sa démocratie : politiciens corrompus et soumis au néolibéralisme, élections entachées par la violence et les achats de voix. Lassés d'un système qui ne les représente guère, des centaines de milliers de paysans bangladais se tournent vers le monde associatif, inventeur de nouveaux modes de participation et de production.

Népotisme et corruption ont trop souvent caractérisé la démocratie représentative au Bangladesh. Après la chute de la dictature militaire en 1991, deux partis ont alterné au pouvoir : la Ligue awami (AL) de Mme Sheikh Hasina et le Parti nationaliste bangladais (BNP) de Mme Khaleda Zia. Si l'AL se revendique laïque et de gauche face à un BNP de droite et allié aux islamistes, tous deux ont appliqué avec zèle les « ajustements structurels » prônés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Dernières victimes en date, les télécommunications et l'électricité, privatisées en 2005. Faut de réel programme politique, les élections se rem-

* **Cédric Gouverneur** est journaliste indépendant, envoyé spécial régulier du *Monde Diplomatique* et de *GEO*. Il enseigne également la presse écrite à l'école de journalisme du CELSA-La Sorbonne.

portent ici par la pratique de l'achat de voix : des militants distribuent des bakchichs, des cigarettes et même des menaces dans les quartiers pauvres, pour revenir avec des cocktails Molotov si les résultats du scrutin ne correspondent pas à leurs souhaits... Le pouvoir signifiant prébendes et impunité, le parti perdant refuse la défaite électorale, boycotte le parlement tout le long de la législature, et bloque le pays au moyen de grèves insurrectionnelles, les *hartal*. Le clientéliste restreint la mobilité sociale. De par son aspiration à l'ascension sociale dans la stabilité, la classe moyenne est reconnue par la science politique comme un facteur majeur de démocratie. Or, au Bangladesh, avec 80 % d'habitants vivant avec moins de deux dollars par jour, elle s'avère insignifiante : dans les rues de Dacca, la gamme des véhicules passe directement de l'épave de bus au 4 X 4 climatisé... Face à cette corruption, un gouvernement intérimaire appuyé par l'armée a pris les commandes en janvier 2007, poursuivant en justice des centaines de politiciens, dont mesdames Zia et Hasina. Au départ bien accueilli par la population, ce gouvernement provisoire s'éternise et inquiète par son autoritarisme : en août 2007, des manifestations étudiantes ont été violemment réprimées et le couvre-feu instauré. Des élections démocratiques sont néanmoins promises « fin 2008 »...

Désabusés face au parlementarisme, paupérisés par le libéralisme, moult Bangladais optent pour les solutions préconisées par les organisations non gouvernementales (ONG) locales, qui mobilisent des centaines de milliers de petites gens, oeuvrant à leur émancipation politique et sociale.

L'histoire tourmentée du Bangladesh explique la vigueur de ce mouvement associatif. Lors de la « Guerre de libération » de 1971 contre le Pakistan³¹, les com-

³¹ L'indépendance de l'Inde en 1947 conduit à la partition en deux Etats, l'Inde majoritairement hindoue et le Pakistan musulman, divisé en un « Pakistan occidental » et un « Pakistan oriental » distants de milliers de kilomètres. En 1971, opprimé par sa lointaine métropole, le « Pakistan

battants progressistes plaçaient dans cette lutte leurs aspirations en une transformation profonde de la société. Face aux dictatures des années 1970 et 80, ils ont investi le secteur associatif, toléré par le pouvoir car lui permettant de s'affranchir à peu de frais de ses responsabilités sociales tout en menant, depuis 1975, des politiques économiques libérales. Ravagé par une guerre (1971), une famine (1974), des raz-de-marée et des inondations récurrentes (1988, 1991, 1998, 2007), le pays a vu affluer les donateurs : un tiers des 147 millions de Bangladais bénéficient directement des activités d'une ONG ! Pour les élites et les classes moyennes progressistes, travailler dans une ONG permet de mettre ses idées en pratique. Plus prosaïquement, ces organisations ouvrent des possibilités de carrière, en dehors des emplois phagocytés par les réseaux clientélistes des deux partis dominants.

Inventé par Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank, le micro-crédit a permis à des millions de Bangladais de sortir de la misère, par le prêt d'une somme modique mais suffisante pour initier une activité économique (artisanat, petit commerce). Encensé par les institutions financières internationales, ce dispositif ne saurait faire oublier que le droit du travail ainsi que l'accès à l'éducation et à la santé demeurent les meilleurs atouts pour vivre dignement. Or, les services publics et sociaux sont la cible de la Banque mondiale, justement au nom de l'orthodoxie libérale et du dogme du « moins d'Etat ». L'attribution du Prix Nobel 2006 à Muhammad Yunus a par conséquent beaucoup moins fait l'unanimité au Bangladesh qu'en Occident. Ainsi, Nigera Kori (NK), une organisation fédérant 200 000 membres, voit dans le micro-crédit un « capitalisme des centimes » qui, estime-t-elle, fait perdurer la dépendance des pauvres.

oriental » se révolte avec l'aide de l'armée indienne et prend son indépendance sous le nom de Bangladesh.

Nigera Kori entend au contraire développer l'*empowerment* de ses adhérents, une expression que l'on peut traduire par « autonomisation » : la prise en charge du pauvre par lui-même, sa capacité de gagner et de contrôler sa vie, émancipé de toutes formes d'oppressions et de relations de dépendance. NK se veut un agent de transformation sociale, pour qui le développement induit la propriété des moyens de production et la participation aux décisions. Fort éloigné du salariat et de la démocratie représentative, ce credo n'est pas sans rappeler les pratiques autogestionnaires mises en place par les anarcho-syndicalistes espagnols en 1936. Une gageure dans un pays musulman et conservateur comme le Bangladesh ! Dans chaque village où s'implante NK sont constitués des *samiti* (« comités ») de gens pauvres, avec un président, un trésorier et un secrétaire. La plupart des participants (et notamment des participantes) prennent alors conscience pour la première fois de leurs droits en tant qu'êtres humains et citoyens. Le *samiti* organise une petite épargne hebdomadaire, par exemple à raison d'une poignée de riz mise de côté par la ménagère à chaque repas. Le riz est revendu pour investir dans une nouvelle source de revenu : l'achat d'un filet de pêche, de volailles... Les profits résultant de la vente sur le marché des poissons ou des œufs sont placés sur un compte bancaire et partagés entre tous. Exacte opposée du micro-crédit, cette micro-épargne diminue la vulnérabilité dans les temps de disette comme la dépendance envers les usuriers. Echangeant expériences et conseils, les *samiti* identifient également les problèmes économiques, politiques et sociaux et réfléchissent aux meilleurs moyens de les affronter. Prenant leurs décisions par la démocratie directe, ils luttent ainsi contre les élevages de crevettes et leurs désastreuses conséquences écologiques et sociales, résistent aux usuriers et aux extrémistes islamistes (à qui déplaît fortement l'émancipation des femmes prônée par NK), déposent des recours devant les tribunaux avec l'aide des avocats

de l'organisation... Là où régnait la résignation, les groupes de NK montrent volonté et dignité. « Jadis nous avions peur de parler devant notre mari », témoignent des paysannes. « Aujourd'hui, nous interpellons le juge et le député ! »

La fierté retrouvée anime aussi le mouvement des sans-terres. 67 % des paysans bangladais sont aujourd'hui dépourvus de terre, contre 31 % à l'indépendance en 1971. Cette concentration agraire s'explique par l'endettement et la corruption : les *khas*, terres publiques destinées aux pauvres, sont accaparées par des notables via des dessous de table à l'administration. Les paysans se convertissent alors en journaliers agricoles sous-payés ou vont gonfler les dantesques bidonvilles de Dacca. « Nous identifions, occupons et cultivons les terres publiques spoliées », résume Alam, vétéran de la guerre de libération et un des responsables du mouvement Samata (« Egalité »), qui revendique des dizaines de milliers de membres. Alam montre une cicatrice laissée sur son crâne par un coup de machette : « Lutter pour la justice sociale n'est pas sans risque », constate-t-il. Les terres sont cultivées en commun, et Samata assure un suivi pour accroître leur productivité et l'écoulement de la production.

La dignité est aussi au cœur de la philosophie d'Ubinig, mouvement pour l'agriculture biologique et la souveraineté alimentaire. En 1995, appliquant les règles de l'Organisation mondiale du commerce, le gouvernement stoppe les subventions aux engrais : dès lors, leurs prix s'envolent, saignant les paysans. Des émeutes de la faim éclatent, la police abat 17 manifestants... Lassés de leur dépendance envers les fluctuations du marché, inquiets de l'épuisement des sols et de la chute de la biodiversité dus à l'agriculture chimique, des villages entiers se convertissent alors au « bio », mutualisant leurs semences, développant la polyculture. Les investissements étant moindres, les paysans rencontrés

soulignent que leurs revenus ont augmenté de façon significative. Là aussi, les décisions sont prises par démocratie directe. L'indépendance des paysans d'Ubinig face aux puissants les remplit d'une immense fierté, et ils se disent prêts à chasser du village tout vendeur de pesticides, de fertilisants ou d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Quand on demande à Farida Akhter, fondatrice du mouvement, si elle se bat pour les « droits des paysans », elle apporte une nuance : « Nous préférons parler de responsabilités de chacun plutôt que de droits égocentriques niant les droits des autres ». Opposé à l'individualisme libéral, Ubinig refuse l'illusion consumériste et la manipulation de la publicité qui, au Bangladesh comme partout en Asie, accroît la frustration sociale, transformant le superflu en indispensable, faisant croire à chacun qu'il n'accèdera au « bonheur » qu'en dépensant (et en polluant...) à la manière d'un Occidental. Mme Akhter rappelle que peuples du Nord et du Sud sont interdépendants : la consommation des uns étant la production (et bien souvent l'exploitation) des autres. « Le mode de vie est politique », conclut-elle.

De culture musulmane, plutôt conservateurs et guère au fait de la philosophie politique, les paysans pauvres membres de ces différentes organisations revendiquent rarement un quelconque credo idéologique. D'expérience, ils constatent simplement que les recettes quasi-libertaires proposées par Nigera Kori, Samata ou Ubinig « fonctionnent mieux » que celles prônées par l'Etat et le marché.

Basix, Assefa : pluralité micro-financière et économie solidaire *

*Cyril Fouillet et Isabelle Guérin ***

« Révolution financière » chantant le refrain d'un message pacificateur depuis que l'une de ses icônes a reçu le « prix Nobel de la Paix », la micro-finance est pourtant loin d'être cette panacée tant plébiscitée par les médias et les organisations internationales³². Objets de réinterprétations et de réappropriations, les services micro-financiers sont en permanence déformés et échappent au contrôle de leurs promoteurs ainsi qu'aux objectifs économiques et sociaux désignés. Dans cette

* Cet article reprend certains éléments d'un article paru dans la *Revue Tiers Monde*, I. Guérin, C. Fouillet et J. Palier « La microfinance peut-elle être solidaire ? », *Revue Tiers-Monde*, 190, avril-juin 2007, pp. 291-308.

** **Cyril Fouillet** est doctorant en sciences économiques au Laboratoire d'économie de la firme et des institutions (Université Lyon 2), rattaché au Laboratoire population environnement développement de l'Institut de recherche pour le développement (IRD-LPED), à l'Institut français de Pondichéry (Inde) ainsi qu'au Centre européen de recherche en microfinance (CERMi). **Isabelle Guérin** est économiste, chargée de recherche à l'IRD-LPED et à l'Institut français de Pondichéry (Inde).

³² Voir à ce propos l'ouvrage collectif de Jules Fernando, *Microfinance: perils and prospects*, Routledge, 2006, l'ouvrage de Jean-Michel Servet, *Banquiers aux pieds nus*, Odile Jacob, 2006 ainsi que le chapitre d'ouvrage consacré à la crise microfinancière indienne de Cyril Fouillet, « La microfinance, un objet de pouvoir de plus ? Conflit en Andhra Pradesh » in *Conflits et rapports sociaux en Asie du Sud*, Aux Lieux d'Être, 2008.

perspective, les initiatives lancées par les organisations de micro-finance permettent-elles de parler d'économie solidaire ? Cet article propose quelques éléments de réponse à partir de deux expériences indiennes.

En Inde, un premier modèle d'organisation de micro-finance, qualifié de « capitaliste », offre des services financiers à partir de modes d'organisation et de gestion similaires au secteur bancaire. Adoptant le statut de société financière ou bancaire, l'une de ses caractéristiques réside dans la propriété du capital détenu en majorité par de grandes banques ou fonds de placements.

Néanmoins, ce choix organisationnel n'exclut pas la poursuite d'objectifs plus larges : c'est le cas de l'organisation Basix (Andhra Pradesh) dont la mission porte sur le « développement rural » et le principe de *livelihood*, concept qui peut être traduit par « système d'activités ». Animées par une logique de marché, les branches financières de Basix sont destinées à dégager des profits, les agents de crédit ne sont pas des travailleurs sociaux mais bel et bien des banquiers et des financiers. Le « jargon » employé (« rentabilité », « business plan », etc.) et les techniques d'élaboration des services (enquêtes socio-économiques mais aussi études de marché et marketing, publicité, etc.) n'ont rien à envier au secteur « marchand ». Les promoteurs ne s'en cachent pas, ce qui leur vaut d'ailleurs des critiques récurrentes (« est-ce vraiment solidaire puisque ce sont de vrais banquiers ? »). Néanmoins le profit est destiné en grande partie à alimenter les autres entités de Basix, en particulier sa branche non lucrative consacrée à la recherche-action, qui a pour ambition d'aller bien au-delà de l'offre de services financiers. Dans l'architecture organisationnelle de Basix, cette entité joue le rôle de département de recherche et développement, et permet, par des études ponctuelles, la co-construction des services financiers ou encore la mise en place d'espaces de discussion à l'échelle territoriale impliquant différents acteurs publics et privés du développement

local. Constituée de chercheurs et de praticiens, cette branche développe de nouveaux produits, pilote les phases de tests tout en formant le personnel sur le terrain.

Après une décennie d'activités, plusieurs dizaines de services financiers innovants ont été initiés ainsi que des innovations institutionnelles basées sur des partenariats public/privé locaux dont l'objectif est double : revivifier les infrastructures rurales (coopératives laitières, pisciculture, artisanat local, etc.) et intégrer l'offre de services financiers dans une perspective plus globale de revitalisation des territoires tout en relayant les doléances d'organisations paysannes, par exemple, auprès des autorités locales. Quant au rôle « politique » de cette organisation, défini ici comme la volonté d'influer sur les règles et les normes, il se situe surtout dans la structuration du secteur de la micro-finance et la défense d'une vision globale et réaliste de l'outil. L'action de Basix passe principalement par l'animation de groupes de travail et de discussion au sein du secteur professionnel, la participation à diverses commissions et *task forces*, au niveau local et national, la mise en place de formations relayées par les politiques publiques ou encore l'interpellation régulière des médias. La légitimité incontestable de l'institution, mais aussi de son fondateur, lui permet de jouer un rôle de médiation en cas de conflit ou de crise.

Précisons également que la plupart des actions de nature politique sont personnalisées. Le fondateur de Basix (Vijay Mahajan) est une figure emblématique du milieu de la micro-finance et du *voluntary sector* en général. Présenté par les médias comme un « entrepreneur social », ancien diplômé de polytechnique (IIT-Delhi), de la prestigieuse école de commerce indienne (IIM-Ahmedabad) et de l'université de Princeton, il jouit d'une crédibilité et d'une visibilité incontestables tant auprès de ses pairs que des autorités publiques, en

particulier bancaires, dont il maîtrise parfaitement les procédures et le vocabulaire.

Un autre modèle d'organisation de micro-finance, qualifié de « communautaire », met l'accent sur le « service à la communauté » et possède deux caractéristiques principales : le maintien de la propriété du capital aux mains des membres et l'articulation, plus ou moins explicite, à de grands mouvements de la société civile. Le statut de ces organisations prend souvent la forme de coopératives mais aussi de compagnies à but lucratif détenues par des fédérations organisées en mutuelles.

Issue du *Bhoodan Movement* d'Acharya Vinoba Bhave³³, Assefa (Tamil Nadu), répond à ces critères. Le développement rural et la défense des petits paysans constituent le premier type d'intervention de cette organisation lorsque celle-ci débute ses opérations en 1969. Il s'agit avant tout de promouvoir des communautés d'agriculteurs pour travailler une terre collective afin de rompre avec les différentes formes de servitudes prédominantes en milieu rural. Il s'agit également, conformément aux principes du *Sarvodaya* (le « développement de tous ») et de la reconstruction sociale et économique prônés par Gandhi, de susciter de nouvelles formes de relations et de « vivre ensemble » : promouvoir « l'harmonie collective », par exemple, en encourageant des mariages inter-castes et interreligieux ; susciter les *Pada Yatra* (marches aux

³³ Bhave, Vinoba (1895 – 1982), est une figure religieuse indienne, fondateur du Bhoodan Movement. Alors qu'il est en train d'étudier le Sanskrit à Bénarès (Varanasi), il rejoint Mohanda M. Gandhi comme disciple. A la suite d'une requête de Gandhi, Bhave résiste à la régulation britannique de 1940 et passera près de 5 ans en prison. Après la mort de Gandhi (1948), Bhave apparaît comme son plus logique successeur. Très au fait des réformes territoriales (land reform), sur une base de volontariat, il fonde, en 1951, le Bhoodan Movement, ou encore appelé le *land-gift movement*. Par la suite, il parcourra des milliers de kilomètres à pied à travers le pays, acceptant les donations de terres afin de les redistribuer aux sans terres. En 1969, le Bhoodan avait collecté plus de 4 millions d'acres, soit environ 1,6 million d'hectares de terres à redistribuer.

pieds nus) visant à construire une conscience politique parmi la communauté ; rechercher le partage permanent des connaissances et des expériences à travers des séminaires, des conférences, etc. ; et enfin susciter de nouvelles formes de démocratie locale (à travers les *Gram Sabha* : assemblées de village) et de développement local (à travers les *Gram Kosh* : caisses locales mutualistes alimentées par les habitants sous forme de dons en nature, en main d'œuvre ou en liquide).

Aujourd'hui, Assefa, tout en poursuivant ses missions premières, intègre l'outil micro-financier à sa palette d'interventions. L'organisation a ainsi pour ambition de promouvoir des modes alternatifs de production et de redistribution des richesses en considérant la micro-finance comme un outil et non comme une fin en soi. Son action politique se heurte toutefois à des difficultés multiples. Concilier mission politique et services financiers est un premier obstacle : les deux types d'activités peuvent s'enrichir mutuellement mais aussi se contredire et s'opposer. Dans de nombreux cas l'offre financière a tendance à se substituer, au moins partiellement, aux autres activités. Lorsqu'elle existe, la prise de parole s'avère à la fois risquée et fragile, compte tenu du caractère très inégalitaire et très divisé de la société civile indienne.

Au-delà de ces deux organisations se démarquant, pour l'une, par son volontarisme, et pour l'autre, par son inscription dans un important mouvement social, le développement exponentiel du secteur micro-financier de ces dernières années met souvent à mal le caractère politique, solidaire et tout processus de concertation territoriale de nombreuses organisations. Intervenant comme un filet de protection face aux conséquences des réformes néolibérales initiées en Inde dans les années 1990, la micro-finance est en partie responsable de la « dépolitisation » du secteur de la solidarité non gouvernementale. En effet, la croissance de ce secteur

s'effectue sur fond de slogans simplistes arguant des multiples vertus du micro-crédit en matière de création d'auto-emploi, de lutte contre la pauvreté et de lutte contre des inégalités sociales, en particulier de genre. Certaines organisations ont saisi cette nouvelle opportunité pour capter de nouvelles subventions. D'autres ont été fortement incitées par les autorités publiques. D'autres encore, notamment celles qui étaient spécialisées jusque-là dans la défense des droits des minorités, considèrent qu'il s'agit d'un véritable « complot » : la micro-finance serait une stratégie délibérée visant à les détourner de leur mission initiale, considérée comme dérangeante par les autorités. Même si la principale caractéristique du secteur indien réside dans sa multiplicité et sa pluralité, une chose est certaine, la liste des facteurs de dysfonctionnement est infinie et la dimension populiste et démagogique des programmes de micro-finance publics ne peut être ignorée.

Au final, suite au développement quantitatif de la micro-finance et à son institutionnalisation – au sens d'une inscription dans les politiques publiques –, le secteur de la micro-finance indienne est aujourd'hui profondément divisé. Les pionniers, fidèles à une perspective réformatrice, ont bien du mal à se reconnaître dans la configuration actuelle, sans pour autant échapper entièrement aux dérives issues de ce développement exponentiel.

AFRIQUE DE L'OUEST

Même si les études sur l'économie sociale et solidaire en Afrique ne sont pas aussi nombreuses que celles concernant les autres continents, il semblerait que les pratiques qui s'y rattachent se retrouvent aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines.

En Afrique de l'Ouest plus particulièrement, l'économie sociale et solidaire peut prendre le nom d'économie populaire, économie informelle... Les catégories ne sont pas aussi bien tranchées qu'en Occident. Mais il faut tenter de se défaire de principes « occidentalo centristes » et essayer d'éviter d'imposer des schémas ou des grilles de lecture qui ne feraient que de brouiller la compréhension du phénomène. Ainsi, il est nécessaire de mesurer l'importance du contexte historique en Afrique et le fait que l'économie africaine a presque toujours été extravertie, soit sous le colonialisme, soit suite à l'imposition des programmes d'ajustement structurels, la dépendance post-coloniale, l'informalisation du secteur formel, la corruption et le retrait de l'Etat. L'émergence de l'économie informelle et son incidence sur l'économie solidaire doivent être considérées dans ce contexte bien particulier. Ce sont ainsi, comme le précisent Abdou Salam Fall et Cheikh Guèye, des secteurs qui ont leurs propres règles et codes de conduite et qui sont issus d'une tradition d'affaires. Ils seraient les plus à même de relancer l'économie et de redistribuer les richesses (même si cela est souvent fait sur un mode inégalitaire), par la création de mutuelles, de coopératives, par l'artisanat ou les micro-entreprises, etc.

L'Afrique semble largement réceptive à ces expériences car elles sont intimement liées à la constitution ou au renforcement de réseaux et de communautés, et donc à « l'humanisation des rapports d'échange »³⁴. En somme, « l'économie

³⁴ Ces informations sont tirées de l'article très instructif d'Abdou Salam Fall et Cheikh Guèye, « Derem ak ngerem : le franc, la grâce et la

ouest-africaine est en général une économie de réseau et sa finalité est sociale et solidaire »³⁵.

Il s'agit maintenant de savoir jusqu'où les expériences d'économie solidaire, au sens africain, porteront un projet de transformation sociale et économique de leur environnement. Nous n'avons pu obtenir que peu d'éléments sur cette question. C'est pour cette raison que nous ne présentons qu'une seule expérience mais très représentative et loin d'être unique en son genre en Afrique de l'Ouest.

reconnaissance. Les ressorts d'une économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest », www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=RDM_021_0097

³⁵ Abdou Salam Fall et Cheikh Guèye, op. cit.

Afrique de l'Ouest

Bénin

Le CADD : micro-crédit et lutte politique *

*Renaud Vivien ***

De nombreuses organisations d'épargne-crédit luttent contre la pauvreté et pour le développement de la population, dont le CADD (Cercle d'auto-promotion pour un développement durable), exemple de réussite au Bénin.

Le CADD est une ONG créée en 1993 qui regroupe 120 organisations de femmes, soit en tout 3000 femmes (environ 2000 en zone urbaine et 1000 en zone rurale) et 15 organisations de jeunes. Le système d'épargne-crédit a été mis en place à partir de 1996, sur l'initiative des femmes. L'idée de base des fondatrices du CADD et de sa présidente actuelle, Emilie Atchaca, est que les femmes doivent d'abord acquérir l'autonomie financière grâce au système du micro-crédit pour qu'elles puissent ensuite militer. Le micro-crédit apparaît donc comme une stratégie pour unifier les femmes dans une lutte politique globale. C'est dans cette perspective que le CADD a décidé d'adhérer au réseau du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM) en septembre 2006.

Il faut, en réalité, remonter à l'année 1993 pour trouver l'origine de l'organisation. A cette date, des

* Texte paru dans *Les autres voix de la planète*, mars 2007, légèrement retravaillé et mis à jour par le CETIM.

** **Renaud Vivien** est juriste et coordinateur du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM).

étudiants et étudiantes lancent un programme d'alphabétisation gratuit pour les jeunes dont les parents n'ont pas les moyens de les envoyer à l'école. L'idée de former un système d'épargne-crédit comme source de financement des ménages est déjà évoquée par ces étudiants mais n'est pas vraiment prise au sérieux. Les femmes conserveront jusqu'en 1996 le système de la tontine qui consiste pour chacune d'entre elles à donner 500 FCFA, soit 1 euro, toutes les fins de mois et de procéder ensuite à un tirage au sort pour attribuer la somme récoltée.

C'est en 1996 que la tontine se transforme en un système d'épargne-crédit beaucoup plus élaboré. Des textes réglementaires sont alors adoptés puis améliorés en 2000. Au fil des années, cette organisation fondée sur la micro-finance prendra une dimension politique importante. On passera d'un objectif d'autonomie financière pour les femmes à des objectifs plus globaux de transformation de la société béninoise.

Ces textes réglementaires sont à la fois précis et souples, notamment au niveau de l'adhésion des femmes à cette organisation. Il suffit de verser 200 FCFA pour adhérer et cotiser 1000 FCFA (un peu moins de 2 euros) tous les ans pour assurer le fonctionnement de l'organisation. Pour solliciter des crédits, les femmes n'ont qu'à remplir une fiche sur laquelle figurent le montant du prêt demandé, les activités exercées habituellement par l'emprunteuse, la destination du prêt (pour quelle activité génératrice de revenu). Il est donc très facile pour ces femmes d'avoir accès à des crédits, ce qui n'est pas le cas dans les autres pays où le micro-crédit est développé.

Ensuite, le CADD est exclusivement géré par les femmes elles-mêmes ; aucune banque institutionnelle n'est donc impliquée dans le système. Depuis 1996, la structure organisationnelle est inchangée.

Le premier organe est l'Assemblée générale des Unions constituée des déléguées des différents groupements

(cinq déléguées par groupement). Le CADD est, en effet, composé de quatre Unions, chaque Union est constituée de 26 groupements eux-même composés d'environ 20 femmes. Chaque groupement est autonome dans sa gestion. L'Assemblée générale des Unions est chargée d'élire sept responsables par Union qui siègeront à l'Assemblée générale des réseaux.

Ces dernières sont alors chargées de prendre les grandes décisions : nommer les membres du Conseil d'administration, définir les grandes orientations par l'adoption des programmes d'activités et voter le budget de l'organisation. Chaque décision est prise selon la règle des deux tiers, cette majorité a toujours été atteinte dès la première lecture. Ces assemblées générales se réunissent une fois par trimestre en plus des sessions extraordinaires.

Le deuxième organe est le Conseil d'administration composé de sept membres élues par l'Assemblée générale des réseaux. Il est chargé de préparer le programme d'activités et le budget sur un an. Il se réunit au moins une fois par trimestre.

Le troisième organe est le Comité de crédits. Il reçoit les demandes de crédits, les examine et décide ou non de les accorder. Il veille également au remboursement de ces crédits. Il se réunit autant de fois qu'il y a de demande de crédits.

Enfin, le quatrième organe est le Comité de surveillance. Il a pour mission de veiller au respect des textes réglementaires de l'organisation, d'interpeller le Comité de crédit, de veiller à l'exécution des activités prévues et à la bonne affectation du budget.

Tous ces organes ont l'obligation de rendre des comptes à l'Assemblée générale, instituant un réel contrôle démocratique. Les membres de ces organes ont un mandat de trois ans renouvelable et ne sont que des femmes. Des hommes peuvent être présents dans l'équipe technique pour aider les différents membres en faisant de la saisie informatique par exemple. Cependant,

ils n'ont aucun pouvoir de décision et sont employés par les femmes.

Les prêts qui sont accordés visent uniquement à financer les activités génératrices de revenus, l'objectif étant l'autonomie financière des femmes. Ce qui induit des montants prêtés en général supérieurs à ceux de la Grameen Bank. En effet, les prêts de cette banque sont, le plus souvent, si bas qu'ils sont utilisés pour des achats (type dépense de santé et d'alimentation) et non pour des investissements. Les plus pauvres ne peuvent donc pas utiliser ces prêts de manière productive. Le CADD a une démarche opposée : les crédits doivent servir à financer les investissements professionnels des femmes pour qu'elles puissent à terme vivre dignement de leur activité artisanale. Pour atteindre cet objectif, le CADD organise des cours pour aider ces femmes à mieux générer leur activité génératrice de revenus. De plus, l'organisation accompagne les femmes qui rencontreraient des difficultés importantes puisque le Comité de surveillance peut les réorienter vers une autre activité génératrice de revenus.

Enfin, un système d'entraide avec les femmes très pauvres est prévu : au sein de chaque groupement, les membres peuvent décider de leur prêter de l'argent de manière urgente sans passer par le Comité de crédit. Les crédits pour les fournitures scolaires ou pour les petits besoins (comme les préparatifs de Noël) échappent également à l'examen du Comité de crédit et sont décidés par les femmes au sein de leur groupement.

La distinction fondamentale entre ce système d'épargne-crédit et la Grameen Bank de Muhammad Yunus se situe au niveau des taux d'intérêts. Alors que la Grameen Bank, censée sortir ses clients de la pauvreté, pratique des prêts qui peuvent monter jusqu'à 20 % (bien plus élevés que les banques commerciales traditionnelles), les taux d'intérêts du CADD ne sont que de 2 % (ce taux d'intérêt est dégressif). Le risque de sur-

endettement est donc très limité pour ces femmes à condition qu'elles ne contractent pas des prêts auprès d'autres organisations.

Les bénéfices ainsi réalisés par l'organisation sont ensuite affectés à des programmes d'alphabétisation, de formation, de sensibilisation sur des sujets variés comme les organismes génétiquement modifiés (OGM). La répartition de ces bénéfices issus du paiement des intérêts est décidée par l'Assemblée générale des réseaux.

Le but n'est donc pas la rentabilité mais la solidarité entre les femmes pour qu'elles s'émancipent économiquement, socialement et politiquement. En effet, l'originalité du CADD par rapport aux autres organisations de micro-crédit tient à sa finalité qui est la lutte politique. La micro-finance n'est que le moyen privilégié pour mobiliser les femmes et consolider la lutte pour l'émancipation politique et socio-économique des femmes mais aussi un changement radical de la société béninoise et des rapports Nord/Sud. Parmi les revendications de ces femmes, on trouve l'annulation de la dette du Tiers Monde, la fin des conditionnalités imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), le droit à la souveraineté alimentaire, l'instauration de nouvelles règles du commerce international équitables pour un développement durable.

Il semble qu'aujourd'hui, les femmes membres du CADD sont pleinement conscientes des enjeux de la lutte. Elles ont, en effet, décidé de financer grâce aux recettes du micro-crédit un *sit-in* devant la Banque mondiale en septembre 2006 pour protester contre les politiques des IFI, suite à l'appel lancé par les mouvements sociaux comme Jubilé Sud, le CADTM ou encore Via Campesina.

Du 7 au 10 décembre 2006, elles ont décidé de financer en partie la 2^{ème} édition du Forum Social du Bénin qui s'est tenu à Savalou.

Le CADD doit maintenant rester vigilant face aux menaces extérieures et les contrer comme il l'a fait avec succès à plusieurs reprises depuis 2000. A cette époque, l'organisation avait dû affronter l'Eglise catholique en justice. Les prêtres de Cotonou avaient porté plainte contre le CADD suite à la révélation de détournements de fonds de l'organisation commis par certains religieux. En effet, de 1996 à 2000, l'Eglise catholique avait l'emprise sur le système d'épargne-crédit puisque les fonds générés étaient placés sur les comptes de l'Eglise. Mais les tribunaux avaient donné raison au CADD puisqu'un audit des comptes de l'Eglise avait confirmé les détournements. Compte tenu de l'influence importante de la religion au Bénin, on aurait pu craindre le départ de certains membres du CADD cédant à la pression. Or toutes les femmes décidèrent de rester membres de l'organisation. Ce fut la première grande démonstration d'autonomie et de solidarité.

Un autre risque connu des organisations de micro-crédit concerne l'attitude des maris hostiles à cette émancipation des femmes. Pour contrer ce risque, le CADD a pris le parti d'impliquer ces hommes : en les invitant à des formations sur la responsabilité parentale ainsi qu'aux assemblées générales.

En 2003, la menace est venue du gouvernement béninois puisqu'une loi sur les organisations de micro-finance fut adoptée portant interdiction pour les membres des ces organisations de recevoir des crédits qui dépasseraient 10 % de leur épargne. Cette contrainte a un effet néfaste puisque les montants prêtés ainsi limités ne pourront plus financer des activités génératrices de revenus qui nécessitent un prêt. Fort heureusement, le CADD a su trouver l'alternative en créant une Caisse centrale qui fonctionne comme une banque de dépôt au service de tous les groupements. En effet, le prêt proviendra de cette Caisse et ira au groupement auquel appartient l'emprunteuse ; ce qui est légal puisque le prêt n'a aucune chance de dépasser la capacité

financière du groupement. Le prêt sera ensuite versé au membre qui a besoin du prêt.

Enfin, la difficulté majeure à laquelle le CADD doit faire face aujourd'hui est le surendettement des femmes. En effet, le micro-crédit tel qu'il est mis en œuvre au CADD ne pourra être un instrument de lutte contre la pauvreté que si ses membres ne sont pas débitrices d'autres organisations. Or le gouvernement béninois, dans le cadre de l'exécution de sa stratégie de lutte contre la pauvreté, a créé un Ministère de la micro-finance ainsi qu'un fonds national de la micro-finance, puis la mise en œuvre d'un programme de micro-crédit aux plus pauvres. L'exécution de ce programme n'a pas tenu compte de nombreux paramètres de terrain pourtant indispensables à l'identification des bénéficiaires qui sont souvent les mêmes personnes qui avaient déjà bénéficié d'un crédit, ces dernières courant le risque du surendettement. Le CADD avertit de plus en plus ses membres de ce risque lors des séances de formation.

En plus de ce problème, les Béninois souvent faire face à un environnement économique caractérisé par une flambée des prix des denrées alimentaires (riz, sucre, huile, maïs etc.) importante. Cette situation est due entre autres à la hausse du prix du pétrole sur le marché international ainsi qu'à la production des agro-carburants. Dans ces conditions, les femmes ne jouissent plus pleinement de leurs revenus car le pouvoir d'achat s'affaiblit chaque jour, et la tendance va plus vers l'endettement que vers l'autonomie financière des femmes. Le devoir du CADD est maintenant d'aider les femmes à mieux comprendre cette situation qui affecte leurs revenus monétaires et à identifier les actions citoyennes visant à assouplir ces effets néfastes.

Ces actions doivent permettre aux femmes de comprendre les liens entre l'ordre politico économique, social aux niveaux local, national et international.

Aujourd'hui, le CADD, par le rôle important qu'il joue dans la conscientisation des femmes, bénéficie d'une

grande popularité au sein de la population béninoise si bien que des membres de l'organisation comme la présidente Emilie Atchaca envisagent de se présenter aux prochaines élections municipales (2013) pour faire valoir les droits des femmes et de la population victime des politiques néo-libérales en vigueur au Bénin.

Après les trois premières années de fonctionnement de la caisse centrale, une évaluation a permis de noter que les résultats atteints étaient satisfaisants. Un plan d'affaires 2008-2010 a été élaboré avec pour caractéristique fondamentale l'ouverture de la clientèle à d'autres catégories de personnes (physiques et morales). Les raisons qui sous-tendent cet esprit d'ouverture sont multiples : étendre la solidarité agissante au sein des femmes du réseau à d'autres types ou catégories de personnes ; renforcer les moyens d'intervention de la caisse centrale ; diversifier les services offerts par la caisse centrale en soutenant les activités agricoles depuis la production jusqu'à la consommation ; et accroître les capacités de mobilisation au sein du réseau CADD.

EUROPE DE L'OUEST

En Europe de l'Ouest, il est courant de penser que l'économie sociale et solidaire est l'héritière d'une expérience séculaire de luttes ouvrières pour l'amélioration des conditions de vie, même si de nombreuses expériences de cette période se sont, de nos jours, complètement intégrées au marché. Sur ce continent, (comme partout dans le monde), l'économie de marché a aujourd'hui pris une place démesurée, en subordonnant le politique, le culturel, en bref, la vie. En réaction, l'économie sociale et solidaire connaît un regain d'intérêt certain depuis quelques décennies et s'est même vu consacrer des chaires ministérielles dans certains pays. On évoque même le chiffre de deux millions de salariés dans ce secteur en France, de trois millions en Allemagne... Cependant, la confusion avec le secteur caritatif et le secteur de la réinsertion est fréquente.

Et pourtant des expériences, nombreuses, qui allient pragmatisme, production, solidarité, auto-gestion, respect de l'environnement et lutte politique, méritent notre plus grande attention, puisqu'elles s'inscrivent dans le cadre d'économies dites développées. Elles démontrent ainsi qu'il est possible de créer des poches de résistance et de lutte au sein même d'un système entièrement tourné vers l'économie de marché.

France

Longo Maï : une expérience autogérée et internationale

Longo Maï est un réseau de coopératives d'élevage, d'agriculture, d'artisanat et de petite industrie, implantées en France, Suisse, Autriche et Allemagne, qui existe depuis plus de 30 ans. Ce réseau reste assez difficile à décrire formellement car complexe et défiant toute tentative de catégorisation. Il mérite sa place dans ce livre car il est riche en expériences sociales et humaines et porteur d'une dynamique régionale et internationale rarement entretenue par d'autres coopératives européennes ou dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Contrairement aux autres expériences relatées jusqu'à présent, ce réseau n'a pas été créé seulement pour satisfaire des besoins immédiats de survie dans un contexte de crise économique. Il répond aussi à une envie de la part de ses initiateurs de vivre et de produire autrement, de se dégager du chemin qui devait naturellement devenir celui qu'empruntent traditionnellement les jeunes occidentaux, et de rester acteurs du changement de la société.

L'expérience originale de Longo Maï est présentée en deux temps. Dans une première partie, *Jacques Bergerand*, qui vit et travaille dans une des coopératives Longo Maï, témoigne de façon directe et spontanée de son expérience. Dans une seconde partie, l'analyse (partiellement reproduite) sur Longo Maï de *Marc Ollivier*, chercheur au CNRS en sciences sociales, met en exergue le combat emblématique et victorieux de cette coopérative dans la sauvegarde de la filière laine en Europe. Elle traite également du rapport dialectique de Longo Maï avec le système capitaliste environnant et des solutions pragmatiques qui ont été trouvées lui permettant de renforcer son autonomie et ses combats. **CETIM**

De la ferme à l'engagement politique

*Jacques Bergerand **

En 1972, Hydra en Suisse et Spartakus en Autriche, des groupes de jeunes apprentis rebelles, démarraient des actions de solidarité avec les « dockers » en grève dans tous les ports européens, les mineurs de Kiruna en Suède et du Limbourg belge dont les mines étaient condamnées, des ouvriers du textile de la vallée de la Bruche dans les Vosges françaises, menacés déjà par la délocalisation. Au congrès fondateur de Bâle, la même année, ces jeunes, venus de dix pays européens décidèrent de créer des « communautés européennes de jeunes », conçues comme « des zones expérimentales d'une Europe solidaire, pacifique et démocratique, par une vie commune et l'autosubsistance issue du travail dans l'agriculture, l'artisanat et l'industrie sur une base coopérative, (...) des semences d'une Europe dans laquelle on n'échange pas que des marchandises mais des hommes et des idées, et qui relie les peuples entre eux. » Les jeunes congressistes déclarèrent « Nous allons décider de deux ou trois terrains où nous pourrions nous rencontrer, chacun une bêche sur l'épaule, une chèvre, une vache ou au moins une poule sous le bras, pour commencer. »

Puis Longo Maï (« que ça dure longtemps » en provençal) démarre en 1973 dans un petit coin de Provence, à

* **Jacques Bergerand** est arrivé en 1973 dans la coopérative Longo Maï et ne l'a plus quittée. Il travaille essentiellement dans le domaine de l'élevage et de l'agriculture. Il anime régulièrement l'émission « Le génie des alpages » sur Radio Zinzine et est impliqué dans de multiples activités de la coopérative. Texte écrit en décembre 2007.
Contacts de Longo Maï en Suisse : Longo Maï, St Johanns-Vorstadt 13, 4004 Bâle. Tél. : +41 (0)61 262 01 11 ; Longo Maï, Ferme du Montois, 2863 Undervelier. Tél. : +41 (0)32 426 59 71 ; en France : Le Pigeonnier, 04300 Limans. Tél. : +33 (0)4 92 73 05 98.

Limans, près de Forcalquier, d'abord comme un « village européen pionnier », puis comme des « Coopératives européennes Longo Mai », petit bout d'Europe concrète construite par des jeunes en réponse à la guerre, aux frontières, à la bêtise.

Cette aventure commence tambour battant par l'expulsion des « étrangers » de Longo Mai en Provence, par Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur de l'époque, dont nous n'attendions pas autre chose, après la répression de mai 1968. Parallèlement au défrichage et la remise en culture de notre domaine de 280 hectares nouvellement acquis en Provence, base de survie, espace de liberté, d'utopie, de réflexion et d'action politique indépendantes, les actions de solidarité vont se développer au fil des années.

Première en date : l'action de solidarité avec les Chiliens menacés par le putsch de Pinochet et l'assassinat de Salvador Allende. Nous organiserons la sortie de 2000 exilés chiliens de leur pays et leur accueil dans des « communes » suisses, malgré l'opposition du gouvernement³⁶.

En 1979, nous apporterons notre soutien aux jeunes *muchachos* nicaraguayens en lutte contre le dictateur Somoza (ce qui aura pour conséquence la création d'une coopérative de réfugiés au Costa Rica, active aujourd'hui sur le plan de la petite paysannerie latino-américaine et la protection de l'environnement).

Nous créerons ensuite le Comité européen de défense des réfugiés et immigrés (CEDRI), puis le Forum civique européen (FCE) afin de soutenir le processus de démocratisation des pays de l'Est. Nous apporterons notre soutien aux réfractaires du conflit de l'ex-Yougoslavie, aux communes multiethniques, aux journalistes indépendants par l'intermédiaire du réseau AIM (Alter-

³⁶ N.d.l.e. Notons également des actions de solidarité avec les Indiens Guaranis au Paraguay ; une action contre la sécheresse en Europe en 1976 et la création d'un « Fonds de crise pour les régions de montagne européennes »...

nativna Informativna Mreza, réseau alternatif d'information)³⁷.

Nos vieux contacts avec le Syndicat des ouvriers de la campagne (SOC) dans une Espagne à peine sortie du franquisme seront réactivés pour notre soutien aux travailleurs saisonniers d'Andalousie victimes du racisme et de l'exploitation (en particulier à El Ejido).

C'est ainsi que nous avons été emmenés, au fil du temps, sur tant de pistes inconnues.

Une dizaine de « coopératives autogérées » naîtront en Europe : cinq dans le Sud de la France, deux en Suisse, une dans le Nord-Est de l'Allemagne, une en Autriche à la frontière slovène, et une dans la partie la plus occidentale de l'Ukraine. Des activités multiples s'y développent sur les bases de l'agriculture, de l'élevage, de la forêt, de l'artisanat, de la transformation des productions et de la vente directe. Une information et une recherche culturelle et politique se font aussi à travers la musique, notre Radio Zinzine et de nombreux écrits. Des liens très étroits se tissent ainsi avec « l'extérieur », et d'autres projets autonomes démarrent, forts de notre soutien ou de notre expérience.

Aujourd'hui, le capital expulse les paysans chinois, indiens, indigènes colombiens, capital à la recherche d'un nouveau souffle, de nouvelles terres à mettre en culture pour de futurs « nérocarburants » qui doivent remplacer pétrole, gaz naturel, charbon, énergies fossiles épuisées, ou nourrir nos élevages européens.

En Europe, à nos portes, en Provence, les petits paysans aussi sont poussés vers la porte de sortie, au profit de quelques gros qui concentrent les terres, chères, et les productions, à bas prix, pour des consommateurs paupérisés captés par la grande distribution.

Partout des résistances se réveillent. Paramilitaires, armée, police se chargent au Sud de massacrer ces rébellions villageoises ou paysannes. Au Nord, chez

³⁷ Voir <http://www.paixbalkans.org/aim.htm>

nous, la police se charge de plus en plus de mettre au pas, avec des moyens toujours plus sophistiqués, tous les récalcitrants à cet ordre nouveau, libéral et totalitaire, citadins ou ruraux.

A Longo Maï, contestataires nous étions dans les années 1970, contestataires nous sommes restés, avec notre radio libre, nos poules, nos moutons, nos tomates, nos amis du monde entier, avec ou sans papiers, nomades ou sédentaires. Pensé comme un espace d'autonomie et de liberté, Longo Maï s'est construit en rupture avec l'idéologie dominante, avec ténacité, avec des jeunes réfractaires, turbulents, pragmatiques et poètes. Citadins déracinés, nous avons voulu réapprendre les gestes de nos ancêtres, leurs savoir-faire, pour mieux maîtriser nos vies, échapper à la fatalité de la soumission à cet ordre établi et au rouleau compresseur de la conformité et du « normal ». Nous savons que nous ne sommes que quelques « moutons noirs » à ramer à contre courant de cette déferlante. Mais nous avons réappris les gestes de la survie dans ce monde où tout homme dépend de la société, alors que celle-ci l'expulse un peu plus tous les jours en le poussant vers un individualisme forcené.

Nous avons réappris à capter des sources, à économiser l'eau, aujourd'hui de plus en plus rare et chère. Nous avons appris à labourer un champ, à planter fleurs et salades, à élever poules, cochons, moutons, chevaux.

Notre radio, Radio Zinzine, est un lien permanent avec l'extérieur, une plate forme politique, un lieu de rencontres.

Un peu trop conquérants peut-être au début, nous avons eu des enfants qui nous ont appris la patience, les rythmes des saisons, du jour et de la nuit, les compromis à faire dans toute vie à plusieurs.

Nous avons eu nos morts à enterrer et à accompagner, qui nous ont appris combien la vie est fragile, éphémère, souvent douloureuse, qui nous ont rendus

peut-être plus humbles par rapport à nous-mêmes, à nos activités, plus sûrs de nos choix.

En un mot, en 35 ans, nous avons mûri. Nombreux sont les grands-mères et les grands-pères chez nous. Les plus jeunes n'ont pas l'air malheureux, copains et copines se retrouvent souvent pour faire des fêtes mémorables et construire des projets. Nous avons appris à connaître le pays où nous sommes, la terre ingrate mais féconde que nous travaillons. Nous avons expérimenté la nécessité de la réflexion et de l'action commune pour avancer.

Certains nous prennent pour de nouveaux paysans, mais, tous venus de la ville, nous ne sommes que très peu à revendiquer une identité paysanne, à chercher à encren plus profondément nos racines dans la terre par l'intermédiaire des secteurs primaires de nos coopératives : agriculture, élevage, jardinage, petit artisanat du bois, de la laine, du fer, mécanique, transformations diverses de nos productions agricoles. Et c'est en apprenant les exigences de la terre que nos pratiques agricoles ont évolué. Cet ancrage terrien nous rapproche bien sûr de la résistance quotidienne des paysans du monde entier dont dépend notre nourriture. Luttés pour l'accès à la terre et aux semences libres à travers d'énormes mobilisations et des marches non violentes comme en Inde ou au Brésil, pour chasser certaines multinationales prédatrices et criminelles, ou organiser des banques de semences entre paysans. Mais nous ne sommes pas tiers-mondistes dans le sens où nous pensons les pays ciblés par ces termes tout à fait aptes à lutter par eux-mêmes, même si notre solidarité active reste indispensable, tant nos problèmes et nos ennemis se ressemblent.

Si les semences sont devenues un de nos chevaux de bataille, c'est parce que l'évolution climatique de ces dernières années nous a montré les limites de la standardisation actuelle des semences. La concentration est telle dans ce secteur que le paysan a

perdu toute autonomie, et qu'il est livré pieds et poings liés aux gros trusts de la semence, de la chimie et du négoce. Il lui faut resélectionner des plantes adaptées à son terroir et à son climat, qu'il peut multiplier à l'envi : il en va de sa survie, et peut-être de la nôtre.

Mais il s'agit d'un thème parmi d'autres. La forêt menacée dans le monde, en Europe même, fait partie de nos réflexions. Les OGM, eux, révèlent plus un problème social et politique. Ils n'ont aucun intérêt économique, sauf pour Monsanto par exemple, encore moins d'intérêt pour l'environnement. Ils ne résoudre pas le problème de la faim dans le monde, qui est plus un problème de choix politiques. Au niveau énergétique, les agrocarburants, ou « nérocarburants » tant ils sont synonymes de mort et de destructions, ne sont pas une alternative aux énergies fossiles : ils chassent les petits paysans au profit de quelques multinationales, détruisent les forêts poumons de la planète, et concurrencent les productions alimentaires, tout comme les grandes monocultures de maïs et de soja destinées à l'alimentation animale de nos élevages européens. Ils sont aussi du pain béni pour les OGM.

Longo Maï, projet « poil à gratter », est devenu une petite société à part entière de 200 personnes, adultes et enfants, avec ses réussites, ses échecs, ses remises en question par une nouvelle génération, ses contradictions, et ne se veut en aucun cas un modèle à copier.

Si Longo Maï cherche un maximum d'autonomie, sans en faire un dogme, la recherche de fonds dans nos réseaux en Suisse et en France reste nécessaire pour de gros investissements ou des projets plus ambitieux. Il n'y a pas de salariés à Longo Maï : une caisse commune gérée collectivement décide des choix financiers et répond aux besoins personnels.

On ne peut pas dire que l'on se situe dans « l'économie sociale et solidaire », même si l'on pense être porteur d'alternatives. La distribution de nos produits, agneaux, légumes et vins bios, confitures,

volailles, produits lainiers, productions culturelles ou écrites, se fait directement, ou à travers d'AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), en lien avec des citoyens plus insérés dans « l'économie sociale et solidaire », dans un va-et-vient enrichissant pour tous.

Elle se veut plutôt une incitation à se prendre en main, à résister ensemble, à réinventer un futur plus humain, plus convivial, avec d'autres, en dehors des sentiers battus, sans tabous, sans hiérarchie, en acceptant de partager les biens communs à tous dans les limites de notre petite terre.

Les « chercheurs de survie »

Marc Ollivier **

Norma Meyer, engagée en 1968 comme étudiante à Vienne dans un des groupes initiateurs de cette expérience, me disait juste avant son décès il y a quelques semaines³⁸ « ce qui a compté le plus dans notre aventure, ce sont les relations humaines à tous les niveaux ».

Dès le début de l'expérience, les initiateurs ont voulu « créer les conditions permettant à des jeunes de tous les pays d'Europe de réaliser au moins en partie leur vision d'une vie commune solidaire et égalitaire »³⁹. Pour atteindre cet objectif, ils ont choisi de communautariser le plus possible leurs vies individuelles : pour choisir et organiser leurs activités productives et en gérer les revenus, mais aussi pour se nourrir, pour construire leurs logements, pour laver leurs vêtements, et même pour faire la fête, pour comprendre le monde qui les entoure et interagir avec lui. Ce choix de vie produit des effets de toutes sortes qui donnent un contenu très concret à leurs idéaux de solidarité et d'égalité. Le plus évident est évidemment la capacité d'action et de réflexion que donne le rassemblement d'énergies individuelles par rapport à leur dispersion. C'est elle qui a permis la création de la première coopérative dans un territoire abandonné, dans des lieux de vie en ruines ou

** **Marc Ollivier** est chercheur en sciences sociales au CNRS. Ces extraits sont tirés de Marc Ollivier « Une expérience internationale de recherche autogérée : les 'chercheurs de survie' du réseau 'Longo Mai' », in *Avec les paysans du monde*, éd. refondue des numéros 135 et 136 de la revue *Informations et Commentaires - Le développement en questions*, Association pour un nouveau développement, Grenoble, 2007. Voir le site dédié au livre <http://perso.orange.fr/paysans.du.monde>, contact : marc.oll@wanadoo.fr

³⁸ N.d.l.e. C'était en 2006.

³⁹ Jürgen, *Nouvelles de Longo Mai* N°83, février 2003.

très dégradés, où défrichage et investissements n'étaient pas à la portée d'individus isolés. C'est elle aussi qui permet aujourd'hui aux coopératives de beaucoup diversifier et multiplier des activités qui établissent facilement entre elles des complémentarités fructueuses : à côté des produits de l'agriculture et de l'élevage, on trouve à Longo Maï des vêtements, des conserves, des cosmétiques, des journaux, des émissions radio, des livres.

On y rencontre des musiciens, des maçons, des informaticiens, des écrivains, des mécaniciens, des menuisiers, des techniciens radio, des peintres, des charpentiers, des juristes, des boulangers etc... Autre effet évident : la multitude d'économies d'échelle qui résultent de cette communautarisation : une cuisine, une buanderie ou un bloc sanitaire pour une collectivité réduisent fortement les consommations par tête en énergie, en biens et services de toutes sortes, et en temps de travail. On constate cela dans toutes les démarches collectives : grands chantiers, colonies de vacances, etc... L'originalité de Longo Maï repose sur la mise en œuvre de deux autres principes. D'une part la mise en commun des revenus comme celle des forces de travail : les Longos rejettent le rapport salarial et gèrent collectivement autant les biens et services auto consommés produits dans les coopératives que les revenus monétaires provenant de leurs échanges avec les marchés. L'autre principe, qui différencie nettement Longo Maï de beaucoup d'expériences de « retour à la terre » réalisées après 1968, est un engagement militant très actif dans les débats et luttes sociales orientés vers ces mêmes objectifs d'égalité et de respect humain. Un engagement, (...), vraiment constitutif de la réalité longomaïenne.

(...)

Depuis six ans, j'ai développé un faisceau de relations plus ou moins étroites avec les Longos en participant à plusieurs de leurs campagnes d'action. Sur la base de ce compagnonnage, qui m'a donné de multiples occa-

sions de connaître le développement de leurs activités, et au vu des analyses produites par les Longos eux-mêmes, je crois qu'à la faveur de leur confrontation avec la réalité de la nature et de la société, ils ont réussi à faire vivre et à développer leur projet initial en concrétisant, depuis plus de trente ans, les principes et les objectifs qu'ils s'étaient fixés. Il faut toutefois ajouter que leur pragmatisme les a rapidement contraints à compléter ce projet sur un point important, pour assurer sa viabilité : celui de leurs interactions avec le contexte social.

Ils pensaient au début pouvoir fonder leur entreprise sur l'autosubsistance par l'agriculture, l'élevage et des formes coopératives d'artisanat et d'industrie, complétés par un échange direct de leurs surplus avec les consommateurs. Ils ont vite constaté que c'était impossible et même pas souhaitable de leur point de vue, car ils risquaient ainsi de s'isoler du mouvement social. En réalité, ils n'ont pu atteindre un équilibre et même un fort dynamisme de développement de leur projet qu'en valorisant à grande échelle, dès les premières années de leur expérience, le second volet de leur programme initial : celui des actions et campagnes politiques menées au nom ou avec le soutien de Longo Maï. Ces campagnes ont en effet permis aux initiateurs de collecter des fonds de soutien importants pour financer les moyens d'action du réseau et garantir son indépendance.

(...)

Nous percevons ainsi une vision plus réaliste de l'expérience. Le réseau des coopératives Longo Maï est plus qu'une association de coopératives : c'est le pôle dynamisateur (le « noyau » comme l'écrit Hannès) d'un mouvement social beaucoup plus vaste, relativement complexe, diversifié et informel, capable de jouer un rôle actif et parfois décisif dans les débats de société en mobilisant des moyens financiers, institutionnels et médiatiques importants.

(...)

On voit (...) se dessiner, au-delà du réseau des coopératives Longo Maï stricto sensu, une sorte de constellation d'individus et d'organisations très diverses (syndicats, associations, fonds de solidarité, médias petits et grands, plus rarement partis politiques ou institutions publiques), à géométrie variable selon les causes à défendre ou les objectifs à atteindre, qui rassemblent des ressources et des moyens pour des mobilisations et des actions en direction des pouvoirs publics. Parfois ces nébuleuses se dotent d'une structure institutionnelle, parfois non, selon les capacités d'organisation disponibles et en fonction des besoins de l'action.

(...)

Un exemple parmi d'autres : la campagne pour la filière laine

L'attention prêtée par Longo Maï à cette filière agro-industrielle s'est manifestée dès le début de leur histoire, puisque les moutons ont été immédiatement présents à Limans et que les Longos ont installé une coopérative dans la vieille filature de Chantemerle deux ans et demi plus tard. Ils ont ensuite développé cette filière en plusieurs étapes et dans plusieurs directions : au niveau de l'élevage ovin avec l'implantation de troupeaux dans d'autres coopératives (en Autriche, en Ardèche et dans la Crau par exemple), par l'acquisition de droits de pacage dans un alpage d'été proche de leur filature et par l'organisation de la vente directe aux amateurs d'agneaux de montagne ; au niveau de la tonte des moutons en formant des équipes de tondeurs qui organisent leurs campagnes à l'échelle nationale et européenne ; au niveau industriel en modernisant leur filature pour disposer de toutes les étapes de la transformation de la laine, depuis le lavage jusqu'au tissage, à la couture et au tricotage, et en créant plusieurs ateliers de produits finis écoulés en vente directe dans les magasins de toutes les coopératives et sur les marchés régionaux.

Sur la base de cette consolidation de leurs propres capacités, Longo Maï a pu s'intéresser à la situation de la filière laine en Europe. En 1978 s'est réuni un congrès des petites filatures à Briançon, en 1989 était créé à la coopérative de Chantemerle l'ATELIER (Association textile européenne de liaison, d'innovation, d'échange et de recherche)⁴⁰ avec des éleveurs, des tondeurs, des artisans, des scientifiques, des experts-lainiers, pour contribuer à une revitalisation de la filière. Cette association est membre du « European Wool Group », organisation interprofessionnelle qui a entre autres objectifs celui de faire reconnaître la laine comme produit agricole⁴¹ et d'obtenir pour toute la filière des aides spécifiques.

Longo Maï a donc construit autour de ses propres activités d'élevage et de transformation de solides bases dans les milieux sociaux concernés avant de s'attaquer à la politique lainière au niveau européen. La première campagne d'envergure a été lancée en Suisse : le Conseil Fédéral voulait supprimer le service public créé pendant la seconde guerre mondiale pour collecter et trier la laine des éleveurs du pays afin de faciliter l'approvisionnement des industriels du textile, en arguant du fait que leur approvisionnement sur le marché mondial, à des prix moins élevés, était aujourd'hui plus rentable. Mais cela signifiait une menace grave pour les éleveurs de montagne, obligés dans une telle hypothèse de considérer leur laine comme un déchet à enfouir ou à brûler. A partir de sa coopérative du Montois dans le Jura suisse, Longo Maï organisa une campagne de résistance contre ce projet, relayée par la presse, et lança une pétition qui recueillit 20 000 signatures. Le 16 octobre 2002, la coopérative organisa une escorte de 200 moutons pour livrer ces pétitions, chargées sur un âne bâté, à la chancellerie du Palais fédéral de Berne. Une manifestation qui fit la une

⁴⁰ Informations disponibles à Chantemerle (+33 (0)4 92 25 71 88) et sur le site <http://perso.wanadoo.fr/atelier.laine>

⁴¹ La laine a actuellement en Europe le statut d'un produit industriel.

des journaux. Finalement l'Office fédéral de l'agriculture dut constituer un groupe de travail avec des éleveurs, des négociants, des transformateurs de laine et des offices fédéraux de l'environnement et des finances, et en juin 2003, lors du vote sur la politique agricole 2004-2007, le Parlement décida de maintenir le soutien de la Confédération à la laine suisse et de créer un fonds spécial pour l'aide aux projets novateurs dans la filière laine. Ainsi la campagne de Longo Maï avait atteint un résultat positif : en s'appuyant sur l'image symbolique de l'élevage des moutons en Suisse, en rassemblant par ses campagnes de presse et sa pétition nationale tous les acteurs concernés et en entraînant un soutien populaire significatif, elle avait réussi à empêcher le Conseil Fédéral de supprimer le service public de collecte et de tri de la laine des éleveurs. Petit triomphe sur les politiques de privatisation des services publics en faveur d'une valorisation rationnelle des ressources naturelles nationales. Tout cela à partir d'une petite coopérative du Jura, il est vrai appuyée sur le réseau des Longos, sur leur expérience et sur leurs très nombreux contacts établis à travers la Suisse depuis des années.

Il y a une suite à cette histoire, puisqu'un projet encore plus nocif pour l'agriculture paysanne est préparé pour la prochaine loi agricole en Suisse : il ne vise pas moins que la disparition de la moitié des exploitations, des suppressions massives d'emplois et un exode rural important. Naturellement, les Longos ont lancé une nouvelle campagne de résistance, qu'ils développent actuellement avec leurs moyens et leur enthousiasme habituels⁴².

⁴² Pour toutes informations sur cette campagne, contacter le Forum civique européen (+41 (0)61 262 01 11) ou voir le site <http://www.halte-exode-rural.org/fr>. J'encourage les lecteurs de cette revue à se joindre à eux car cette campagne répond parfaitement à notre ligne éditoriale : « pour tout l'homme et pour tous les hommes ».

Le fonds de terre européen : comment combattre le capitalisme au sein du capitalisme ?

Quel rapport à la terre dans cette vie communautaire des Longos ? La question de l'accès à la terre, moyen de production central pour l'activité agricole et pastorale, structure l'histoire millénaire des paysans jusqu'à aujourd'hui. C'est le point essentiel qui définit leur rapport au reste de la société et dépend donc à la fois de la nature de celle-ci et de la place que les paysans y occupent. L'expérience Longo Mai a dû se développer dans l'environnement d'une société capitaliste où la propriété privée est le principe de base de l'ordre social. La première coopérative, comme les suivantes, s'est donc installée sur une terre achetée sur le marché foncier. Au rythme du développement du réseau, le problème s'est donc posé de préciser le statut des terres ainsi acquises par rapport aux droits des membres des coopératives. Le pragmatisme des débuts de l'expérience avait en effet conduit à des solutions hétéroclites d'un pays à l'autre où se côtoyaient propriétés individuelles, statuts associatifs, propriété coopérative etc...

La collectivité des Longos décida finalement de séparer radicalement la propriété des terres et des immobilisations correspondantes du fonctionnement des diverses coopératives. Elle utilisa à cette fin la souplesse du droit suisse et créa une fondation sous le nom de « Fonds de terre européen » à laquelle fut transférée la propriété de toutes les terres des coopératives (un transfert complexe qui s'étala sur plusieurs années). Celles-ci devinrent de simples locataires de la fondation en lui payant un loyer suffisant pour couvrir ses frais de gestion et le montant des charges fiscales correspondantes. La gestion de cette fondation est confiée à un « Conseil des sages » où chaque coopérative est représentée. Les Longos ont ainsi réussi à harmoniser le statut de leurs terres, à garantir leur statut collectif sans liens avec le patrimoine privé des coopérateurs, tout en disposant d'un instrument commun pour

acquérir d'autres terres ou vendre celles qui ne seraient plus utiles au réseau. En quelque sorte une collectivisation sous statut privé garanti par le droit suisse...

Le fait que Longo Maï ait réussi à insérer dans un dispositif du système juridique européen une structure agraire garantissant une gestion communautaire stable et inaliénable à titre individuel de la terre n'est pas anodin. C'est certainement un aspect significatif des rapports dialectiques qu'ont su créer les Longos avec leur environnement social pour réaliser la poursuite concrète de leurs objectifs fondamentaux, pourtant contradictoires avec les rapports sociaux capitalistes.

(...)

Il est frappant d'observer l'aptitude des Longos à exploiter toutes les opportunités que leur offrent le fonctionnement et les dysfonctionnements du système. D'un côté ils s'engagent sur le créneau des produits biologiques et des relations directes producteurs-consommateurs, en créant autour de leurs coopératives des associations de paysans qui contribuent à renforcer ce créneau⁴³. D'un autre côté ils se spécialisent dans le domaine des prestations à taille petite et moyenne que les entreprises résultant de la concentration des capitaux sont incapables de fournir : la filature de Chante-merle par exemple maîtrise la filière laine de bout en bout : c'est une des très rares usines qui peut fournir à un éleveur de moutons des chaussettes et des pulls fabriqués avec la laine de son troupeau. La coopérative de Treynas en Ardèche, spécialisée dans la filière bois, peut exploiter des parcelles de forêts qui ne sont pas rentables pour une entreprise standard de foresterie, ou prendre en charge des chantiers de charpente ou de fourniture de mobiliers trop restreints pour intéresser des entreprises qui ne peuvent amortir leurs coûts que sur de grosses commandes. De plus, pour s'équiper

⁴³ Par exemple « PaysAlp » dans le pays de Forcalquier. On retrouve de tels réseaux locaux autour des autres coopératives.

dans ces créneaux particuliers, les Longos trouvent à bas prix, sur le marché de l'occasion, les matériels dont les entreprises soumises à la recherche de la compétitivité sont contraintes de se débarrasser. Au vu de ces stratégies, on constate que les coopératives Longo Mai pratiquent une sorte de recherche d'échanges marchands « responsables » à travers lesquels ils s'efforcent d'introduire dans les mécanismes purement monétaires du marché un contenu correspondant à leurs idéaux.

(...)

C'est sur ce terrain que se manifeste à mes yeux l'intérêt principal de l'expérience des Longos : sans chercher à proposer un modèle de société, ils démontrent la possibilité d'appliquer concrètement ces deux valeurs centrales [la solidarité humaine pour la survie et la reproduction du groupe et la valorisation des ressources de l'environnement respectueuse des contraintes des cycles naturels] dans les activités qu'ils développent et dans leurs relations avec leur environnement social rapproché. Ils démontrent aussi qu'on peut trouver dans l'ensemble de la société un intérêt et un soutien actif pour la mise en pratique concrète de ces valeurs dans la gestion des problèmes sociaux, économiques et politiques. Evidemment ils ne sont plus les paysans « survivants » décrits par John Berger, mais à mon avis ils figurent parmi leurs héritiers, aux côtés d'autres « chercheurs de survie » à travers le monde, et ils nous proposent une version parmi d'autres de ce que seront les « citoyens-paysans du futur » : intégrés à des réseaux multifonctionnels, ouverts aux moyens scientifiques et techniques capables de les aider à mettre en œuvre leurs valeurs fondamentales, aptes à tisser des relations de solidarité plutôt que de « compétitivité » avec la société.

Espagne – Catalogne

Mol-Matric : autogestion et solidarité

*Jordi Garcia Jané **

Mol-Matric⁴⁴ est une coopérative industrielle de travail associé qui est issue de la faillite de Talleres Alá en 1981. Elle s'étend sur 5000 mètres carrés dans un polygone industriel de la municipalité de Barberà del Vallès, de l'aire métropolitaine de Barcelone. Quarante-cinq personnes y travaillent et en 2006, cette coopérative a produit pour plus de trois millions d'euros.

Mol-Matric a toujours cherché à exercer l'autogestion et la démocratie d'entreprise dans un secteur – celui du métal – où ce type d'expérience est plutôt rare. Vingt-sept ans après, les travailleurs-associés (*los socios*) ont transformé cette usine de matricage qui était en faillite en une entreprise pionnière dans le secteur, avec un haut niveau de capitalisation, une capacité d'investissement extraordinaire, une innovation technologique constante et un capital humain qualifié et engagé dans le développement de la coopérative, en particulier, et de celui de l'économie solidaire en général.

* **Jordi Garcia Jané** travaille dans la coopérative L'Apòstrof de Barcelone, dans le service de la communication. Il est également professeur, conférencier et écrivain sur les thèmes concernant le mouvement coopératif et l'économie sociale et solidaire. Il est membre de la revue alternative mensuelle *llacrua* (<http://www.illacrua.cat/>).

⁴⁴ Pour plus d'informations, voir Mol-Matric SCCL, www.molmatric.coop, Poligon Industrial Santiga, 08210 Barberà del Vallès, Espagne.

Une usine récupérée

En 1981, en pleine période de crise industrielle, l'entreprise familiale Talleres Alá, fabriquant des matrices, fait faillite suite à une mauvaise gestion. Après la lutte des ouvriers (une cinquantaine) pour la récupération de leurs salaires impayés et des machines (une lutte qui a inclus des manifestations et la rétention du fils du patron jusqu'à la conclusion d'un accord), une trentaine de travailleurs décidèrent de reprendre la production, non sans l'opposition d'une autre partie des ouvriers, qui voulaient trouver un autre patron car ils considéraient que créer une coopérative était une entreprise suicidaire, sans lendemain. Comme la majorité des ouvriers ne l'entendaient pas ainsi, ils constituèrent une coopérative du nom de Mol-Matric. Ils réussirent à convaincre les clients de l'ancienne entreprise de les suivre et remirent les machines en marche, en profitant aussi du stock disponible de matières premières.

Du jour au lendemain, les travailleurs se sont convertis en associés et se retrouvèrent devant le défi de gérer une usine. Ces ouvriers étaient des professionnels qualifiés, mais ils manquaient de connaissances en matière de gestion. Ils durent réaliser un énorme effort pour se former et s'en sortir. Ils reçurent alors l'aide, qui se révéla très précieuse, d'une coopérative d'avocats et d'assesseurs, le Col lectiu Ronda. Cette dernière les accompagna de près pendant les premières années du processus. De plus, le fait de répartir entre tous les travailleurs-associés les tâches et les responsabilités permit à ceux qui jusqu'à présent étaient de simples salariés de se situer mentalement dans la condition de gestionnaire. Petit à petit, l'entreprise se sortit de la crise.

Mol-Matric s'est alors organisée avec les organes que l'on retrouve dans beaucoup de coopératives : assemblée générale, conseil recteur, comité de direction et un coordinateur général. Elle s'est également dotée de commissions de travail, de solidarité et de maintenance. Il faut souligner le haut niveau de participation dans les

décisions de la coopérative. Chaque année, sept assemblées se tiennent en moyenne. Les plans stratégiques annuels sont élaborés par le comité de direction et discutés par la suite par le conseil recteur et par tous les travailleurs-associés au travers des groupes de travail, jusqu'à leur approbation définitive par l'assemblée générale. Ce processus dure environ trois mois.

Etant donné que Mol-Matric fabrique surtout des matrices pour l'industrie automobile, elle doit parvenir à des niveaux de compétitivité et de qualité très élevés. Il s'agit en effet d'un secteur dans lequel la délocalisation vers des pays d'Europe de l'Est ou vers la Chine – où les coûts du travail sont moindres – est courante. Pour pouvoir être compétitive, la coopérative a dû réaliser un grand effort d'investissement, en renonçant à répartir une partie des bénéfices entre les travailleurs-associés pour capitaliser l'entreprise. Elle a également dû décider de ne pas payer pendant trois ans une quantité déterminée d'heures de travail pour pouvoir financer la nouvelle usine.

En plus du grand effort réalisé tant en termes d'investissement que d'innovation, il a aussi fallu se battre pour sortir de la crise qui frappait le secteur en diversifiant les activités. La coopérative s'est ainsi consacrée à fabriquer des wagons de chemin de fer et des générateurs éoliens, visant ainsi des secteurs plus écologiquement durables que celui de l'automobile.

Triple engagement solidaire

L'engagement solidaire de Mol-Matric se manifeste suivant trois axes : au sein de la coopérative, avec le mouvement coopératif et avec les peuples appauvris de la planète.

Un des défis de la coopérative est de se maintenir dans le temps, alors que ses travailleurs-associés fondateurs atteignent l'âge de la retraite. Pour cela, ils se sont engagés à former les jeunes travailleurs sur les aspects professionnels mais aussi sur ceux de la coopérative. Ils

ont réinvesti de façon constante les bénéficiaires dans la coopérative et les travailleurs-associés qui entrent en retraite ont renoncé à retirer toute la partie du capital social qui leur revenait légalement pour que les jeunes trouvent une entreprise assainie.

La solidarité avec le mouvement coopératif se manifeste en promouvant le coopérativisme et l'économie solidaire au-delà de la coopérative. Mol-Matric est une des entités qui a impulsé le mouvement coopératif et celui de l'économie sociale et solidaire en Catalogne. Elle fait partie du Conseil recteur de la fédération des coopératives de travail de Catalogne (www.cooperatives-treball.coop), elle est membre du Réseau d'économie solidaire (XES, www.xarxaecosol.org), de la coopérative des services financiers Coop 57 (www.coop57.coop) et d'une des principales entités de banque éthique du pays.

D'autre part, la solidarité coopérative de Mol-Matric s'illustre également dans l'aide économique apportée à d'autres collectifs de travailleurs en difficulté. Lorsqu'en 2002, la coopérative Gramagraf (secteur des arts graphiques) qui était née d'un processus de récupération similaire à celui de Mol-Matric, a eu besoin d'un financement supplémentaire pour déménager dans de nouvelles installations, Mol-Matric lui prêta de l'argent. L'année suivante, une autre entreprise familiale de matriçage, Talleres Rigol, se déclara en faillite ; une année après, 12 de ses travailleurs décidèrent de sauver l'usine et se constituèrent en coopérative sous le nom de Matriceria Catalana. Mol-Matric, en plus de leur fournir quelques commandes, les aida en leur achetant des machines et les leur loua jusqu'à ce qu'ils puissent les récupérer. Certains considéraient que ce geste était contreproductif pour Mol-Matric (financer une usine qui pourra devenir un jour une concurrente), or pour la coopérative, il s'agit d'une question élémentaire de solidarité. Le but est également de convertir les coopératives de matriçage catalanes en un centre névralgique du secteur.

Enfin, Mol-Matric porte en elle le « gène » de la solidarité internationale, puisque depuis 2001, l'Assemblée a décidé de consacrer 1 % de ses bénéfices à des contributions pour des expériences de solidarité. Elle collabore avec un centre d'éducation pour enfants handicapés à Smara (Sahara Occidental), à qui elle a déjà donné plus de 25 000 Euros. En 2004, elle a aidé à la construction de deux logements dans la communauté de Masaya au Nicaragua. Au début de l'année 2005, la coopérative a envoyé de l'aide aux personnes affectées par le tsunami au Tamil Nadu (Inde) et a appuyé la création de l'orphelinat de Awasa en Ethiopie. Devant l'avalanche de projets de coopération auxquels Mol-Matric participe, la coopérative a trouvé dernièrement une source financière supplémentaire : les ouvriers peuvent travailler volontairement deux heures en plus dans la semaine et verser la rétribution qui correspondrait à leur paiement au fonds de solidarité.

Espagne – Pays basque

Mondragón :
des coopératives ouvrières dans
la mondialisation.
Adaptation ou contre-offensive ?

(Première partie)

*Joël Martine **

Une éthique, une réussite

Mondragón Corporacion Cooperativa (MCC) est une petite multinationale dont le noyau est constitué de coopératives ouvrières à Mondragón au Pays basque espagnol. Ces coopératives, propriété de leurs travailleurs, les *socios*, sont fédérées en un réseau qui a ses propres institutions de financement ; et par ailleurs, ces fonds de financement détiennent des entreprises en tant qu'actionnaires capitalistes (certaines en *joint venture* avec des capitaux privés), actuellement dans 18 pays (Grande-Bretagne, Brésil, Chine, Mexique, etc.). Par exemple l'entreprise d'appareils électroménagers Fagor possède une filiale en Pologne, en France (Brandt), et au Maroc. Les principales activités de MCC sont industrielles (machines-outils, équipements automobiles, etc.) ; l'entreprise comprend aussi la chaîne de

* **Joël Martine** est enseignant, militant altermondialiste à Marseille.

supermarchés Eroski, qui a mis en place des centrales d'achat communes avec des entreprises capitalistes européennes de la grande distribution. Au total, le groupe avait environ 25 000 employés en 1992, 81 880 fin 2006, dont plus de la moitié ne sont pas des coopérateurs.

Nous examinerons d'abord les facteurs d'efficacité de la gestion en réseau, grâce à laquelle les coopératives se sont développées depuis les années 1950 et ont contre-attaqué face à la concurrence sur le marché européen puis mondial, jusqu'à devenir le 7^{ème} groupe industriel en Espagne. Ce qui est frappant dans cette expérience, c'est une combinaison de démocratie d'entreprise, de solidarité et d'efficacité économique.

Le but de cet article est de contribuer au débat sur les réponses autogestionnaires à la mondialisation, dans une première partie en soulignant les acquis de l'expérience de Mondragón et en examinant comment ils seraient transposables ailleurs, puis dans une deuxième partie en observant les effets pervers ou les insuffisances de cette expérience, qui nous amènent à réfléchir à d'autres réponses.

Un réseau d'entreprises ayant son propre système de financement

Telle est la principale clé du succès de MCC. Quelques coopératives, créées dans les années 1950 à Mondragón, se sont dotées en 1959 d'une coopérative de crédit : il s'agissait de mettre les outils économiques au service de l'homme, dans un esprit d'humanisme démocrate-chrétien, qui encore aujourd'hui marque la culture du groupe. Ce qui a permis de créer d'autres coopératives. Aujourd'hui MCC possède sa propre banque, la Caja Laboral, qui est devenue l'une des premières banques d'Espagne. Grâce à cela, les coopératives ne dépendent pas du marché des capitaux. Dans les années 1970 a été créé un centre de recherche technologique. Ces moyens ont été renforcés dans les années 1980 pour faire face à la concurrence sur le

marché européen⁴⁵. La part de l'exportation s'est accrue. Les entreprises sont regroupées par filières d'activité. En 1991, le groupe s'est doté d'un fonds d'investissement qui peut placer ses capitaux dans des coopératives ou des entreprises capitalistes⁴⁶.

Les travailleurs co-propriétaires

Le fonctionnement du secteur coopératif de MCC n'a rien à voir avec celui d'une holding capitaliste commandée par les grands actionnaires et organisée de haut en bas. C'est l'inverse : la direction du groupe est élue par un congrès annuel des représentants de toutes les entreprises, c'est-à-dire des travailleurs puisque chaque coopérative est et reste propriété de ses salariés. C'est l'assemblée des travailleurs de l'entreprise qui définit ses orientations et élit sa direction, au suffrage égalitaire : une personne, une voix. L'assemblée des travailleurs élit aussi un Conseil social, qui joue à peu près le rôle d'un syndicat (mais sans affiliation confédérale ; et il n'y a pas de Conseil social central à l'échelle de l'ensemble du groupe).

Chaque travailleur possède personnellement une part du capital de son entreprise, qu'il a investie lorsqu'il est devenu sociétaire. Sur cette base il reçoit annuellement une part des bénéfices, sur laquelle il reçoit chaque mois une « avance », qui, en pratique, est un salaire. Une partie des bénéfices de chacun, dont le montant est décidé par l'assemblée de travailleurs, doit obligatoirement être réinvestie dans l'entreprise. Ainsi le capital collectif augmente par augmentation de la propriété de chacun. Le reste est empoché par les individus comme

⁴⁵ En Italie dans la région d'Emilie-Romagne des centaines de coopératives fonctionnent en réseau en commun avec des PME non-coopératives. Comparé à MCC, ce réseau est moins centralisé, et en lien plus étroit avec les pouvoirs publics.

⁴⁶ Voir Sharryn Kasmir, *The Myth of Mondragón*, State University of New York Press, 1996, p. 181 ; *El Mito de Mondragón*, Editorial Txalaparta, Tafalla, 1999. Approche ethnologique, et problèmes politiques du mouvement ouvrier. Ce fonds pourrait statutairement accueillir des actionnaires privés, mais ne le fait pas.

intérêts de leur part de capital : c'est l'équivalent des dividendes que reçoivent les actionnaires d'entreprises capitalistes. Mais cet intérêt ne dépasse pas 7,5 % ; il est donc beaucoup moins lourd pour l'entreprise que les intérêts à 14 % ou plus qu'exigent aujourd'hui les actionnaires des entreprises capitalistes sous peine de « licenciements boursiers » ! D'un autre côté, l'investissement dans l'entreprise reste avantageux comparé à d'autres formes d'épargne. Bref, le sociétaire travaille pour lui et pour ses collègues, et pas pour des actionnaires extérieurs, sans compter le plaisir de faire partie d'une collectivité solidaire, ce qui, comme dans toutes les coopératives, est motivant pour fournir un travail de qualité. En plus de l'intérêt de base, les salariés à des postes de responsabilité reçoivent une participation aux bénéfices (ou aux pertes éventuelles !) plus ou moins importante selon leur niveau de responsabilité. Enfin le travailleur qui quitte l'entreprise ou part en retraite retire sa part du capital (son apport initial augmenté des dividendes capitalisés) ou la vend à d'autres sociétaires.

L'éventail salarial, initialement de 1 à 3, a été élargi afin de rester attractif pour les salariés très qualifiés et d'encadrement ; actuellement il est officiellement de 1 à 6, mais on peut observer des écarts de 1 à 9, voir de 1 à 12 dans certaines entreprises⁴⁷ : cela dépend de ce qu'on appelle le niveau 1, et des revenus qu'on intègre dans le salaire, les primes par exemple. Quoi qu'il en soit, les salaires ouvriers sont parmi les plus élevés de la profession localement (15 % de plus que la moyenne), et les salaires des cadres sont de 30 % inférieurs à ceux du privé.

Quand une coopérative est en difficulté, ses salariés-proprétaires n'hésitent pas à faire des sacrifices : ils renoncent à leurs bénéfices (ce que des actionnaires extérieurs ne feraient pas : ils préféreraient licencier),

⁴⁷ Voir Jacques Prades, « L'énigme de Mondragón. Comprendre le sens de l'expérience », revue *RECMA*, n° 296, 2005. <http://www.univ-cefi.fr/IMG/pdf/Prades.pdf>

diminuent leurs salaires, voire font des heures supplémentaires non payées. Confrontées aux aléas de la concurrence, les coopératives mettent en oeuvre une réelle flexibilité du travail, notamment la semestrialisation du temps de travail⁴⁸. Mais les travailleurs sont gagnants, puisqu'ils maintiennent leurs emplois, ainsi que la fonction de leur entreprise dans le tissu économique local, et en fin de compte des salaires assez élevés pour les ouvriers.

Au Pays basque, 20 % des salariés des coopératives de MCC ne sont pas coopérateurs... mais ils le deviennent le plus souvent au bout de deux ou trois ans : le groupe les y incite en leur proposant une formation à la gestion.

Indépendance financière du réseau et éthique de la solidarité

La supériorité des coopératives de MCC réside dans le fait qu'une partie de leurs bénéfices est d'abord versée à un fonds inter-entreprises du groupe, qui lui va investir cet argent dans les différentes entreprises pour aider à leur développement ou les soutenir en cas de difficulté. Cela permet d'anticiper les restructurations, mieux que ne le ferait une coopérative isolée, et sans faire de dégâts humains ! Il y a aussi un fonds commun pour la formation et un pour la prévoyance sociale. C'est ce

⁴⁸ Concernant l'organisation du travail, elle est chez Fagor très taylorienne : les gestes de travail sont rigoureusement contrôlés et les cadences sont dures. Cette pression sur le travail est rendue nécessaire par la concurrence : Fagor est quinze fois plus petit qu'Electrolux et onze fois plus petit que Whirpool (A. Mendizabal Etxabe, A. Begiristain Zubillaga et A. Errasti Amonzarain, « Deslocalizaciones y empleo cooperativo. El caso de FAGOR Electrodoméstico, S. Coop », CIRIEC, Valence, p. 253, référence indiquée par Lontzi Amado-Borthayre) ; ces concurrents réalisent de plus grandes économies d'échelle, imposent des prix plus bas à leurs fournisseurs, et profitent davantage des pays à bas salaires. En revanche, chez Irizar, une coopérative de MCC qui fabrique des autobus et possède des entreprises dans plusieurs pays du Sud, il y a des ateliers qui organisent leur travail de façon autonome : voir Luxio Ugarte, *¿Sinfonía o Jazz?: Koldo Saratxaga y el modelo Irizar, un modelo basado en las personas*, éd. Granica, Barcelone, 2004.

dispositif de financement qui donne aux coopératives de MCC les moyens d'être concurrentielles face aux entreprises capitalistes. La part des ressources consacrée à la recherche-développement est très élevée.

Tout cela marche grâce à une éthique de la démocratie d'entreprise et de la solidarité, qui ne s'est pas démentie depuis cinquante ans (du moins entre les coopérateurs, nous y reviendrons). Chaque fois que des postes de travail ont été supprimés dans une coopérative, les salariés ont été reclassés dans une autre. Le résultat, c'est un groupe qui développe des emplois qualifiés et qui ne laisse aucun sociétaire sur le carreau : les avantages du capitalisme sans ses inconvénients !

Aucune coopérative de MCC n'a d'actions cotées en bourse. Les entreprises en réseau sont indépendantes des marchés financiers. Les dirigeants ont des comptes à rendre aux coopérateurs qui les ont élus, et non à des actionnaires extérieurs.

Cela n'empêche pas le pragmatisme financier : la chaîne de distribution Eroski, pour obtenir les capitaux nécessaires à son développement, émet depuis 2002 des titres de participation dont la rémunération est fixe et garantie, et qui sont attractifs pour les investisseurs. Fagor en fait autant depuis 2004. Ce recours à l'investissement privé crée bien sûr une contrainte financière pour la coopérative, mais ne met pas en danger son autonomie, les investisseurs extérieurs n'ayant pas de pouvoir sur la gestion de l'entreprise. Est donc préservé le principe selon lequel *le capital est un moyen au service de l'entreprise et de ses travailleurs, et non l'inverse.*

Solidarité et développement local

D'autres facteurs contribuent à expliquer la réussite du réseau coopératif de Mondragón : d'une part, son enracinement dans une population aux fortes traditions de solidarité et de résistance fondées sur l'identité basque. D'autre part une idéologie fervente, celle du

personnalisme chrétien et de la participation démocratique des travailleurs. On peut en tirer la leçon que le succès d'un réseau coopératif et le maintien de son éthique dépendent de son insertion dans un tissu de liens sociaux, un vivre-ensemble dans un territoire, et de sa relation avec un projet collectif à l'échelle de ce territoire⁴⁹. L'éthique coopérativiste de Mondragón est en fait pour une bonne part vécue sur le mode d'une solidarité de proximité, et trouve son sens dans une idéologie qui combine le catholicisme social et le nationalisme basque.

MCC participe au développement local en concertation avec les pouvoirs publics basques et finance des oeuvres sociales. Alors que le taux de chômage est d'environ 11 % en Espagne et 7 % au Pays basque, il n'est que de 3 % dans la zone de Mondragón ! Cette expérience montre qu'un réseau de coopératives peut être un élément fondamental du dynamisme du tissu économique local, et donc de sa résistance dans le contexte de la mondialisation⁵⁰. N'ayant pas d'actionnaires extérieurs, les coopératives non seulement ne sont pas « opéables », mais tiennent compte, dans leur stratégie, des intérêts de la population locale. La démocratie d'entreprise appuie et concrétise la démocratie locale.

Une synergie est portée par les entreprises en SCIC, mais cette possibilité n'a pas été explorée dans l'expérience de Mondragón. Il existe en France la formule SCIC, *Société coopérative d'intérêt collectif* : une coopérative dont l'objet est une mission de service public, avec un cahier des charges défini par les pouvoirs publics, peut bénéficier d'aides publiques en échange ; et surtout elle peut avoir la forme d'une entreprise mixte : une part du capital est propriété coopérative des salariés, une autre part est détenue par une collectivité publique, éventuellement aussi par une

⁴⁹ Voir J. Prades, op. cit.

⁵⁰ Même constatation en Emilie-Romagne : D. J. Thompson fait état d'un taux de chômage de 4 %.

entreprise privée. Cette formule juridique très souple permet d'associer différents acteurs du développement local. A ma connaissance les pouvoirs publics basques n'ont pas mis en place un statut d'entreprise de ce type et MCC ne l'a pas non plus proposé.

Quoi qu'il en soit, l'expérience de Mondragón reste exemplaire.

**Mondragón fait rêver.
Réseau de coopératives, fonds public de
financement, projet politique.**

Chaque année, nous voyons fermer des entreprises pourtant viables, et utiles dans le tissu local, pour la seule raison que les actionnaires demandent le maximum de profit. Un réseau comme celui de Mondragón pourrait proposer aux équipes de salariés menacés par les « licenciements boursiers » de sauver leur emploi en montant une coopérative. Ce n'est pas le choix de MCC : pour eux, le premier critère pour fonder un établissement est sa complémentarité industrielle dans la stratégie de développement du groupe. Mais ce serait sans doute possible, s'il y avait aussi la volonté politique de collectivités locales et l'engagement de banques coopératives existantes.

On pourrait donc imaginer un réseau qui développerait une alternative aux règles du jeu capitalistes. Cela permettrait que l'économie alternative et solidaire ne reste pas cantonnée à des activités peu rentables et au créneau de l'insertion.

Dans cette optique, il vaudrait mieux que le fonds de financement interentreprises soit un service public, plutôt que d'appartenir à un groupe industriel en concurrence avec d'autres⁵¹. Comme on l'a vu récemment en Argentine, en situation de crise du capitalisme de nombreuses entreprises peuvent être reprises par leurs

⁵¹ Sur ce débat, voir J. Martine, *Pour un secteur de la propriété sociale, viable dans l'environnement économique actuel*, <http://joel.martine.free.fr>, rubrique Alternatives économiques et surtout Tony Andréani, *Le Socialisme est à venir*, éd. Syllepse, Paris, 2004, tome 2, p. 257.

travailleurs. Avec l'aide d'un fonds public d'investissement ces entreprises pourraient constituer un secteur économiquement efficace qui deviendrait un agent actif de transformation de la société.

Une alternative macro-économique au capitalisme ne doit pas être pensée comme une utopie pour un avenir indéterminé, mais comme une *utopie concrète* que l'on peut construire dans le présent, avec des outils qui existent déjà :

- un secteur de la propriété coopérative,
- des services publics et des entreprises publiques dont il faudrait démocratiser la gestion⁵²,
- une activation de la démocratie locale et participative,
- des pouvoirs politiques de gauche aux niveaux national, régional, international,
- des syndicats qui non seulement défendent les intérêts des travailleurs en tant que salariés, mais luttent pour leur participation à la gestion dans un esprit de solidarité, aussi bien dans les coopératives, dans les services publics, que dans les entreprises capitalistes.

Bibliographie complémentaire

Aucunement exhaustive, cette liste présente des documents que nous avons trouvés fondamentaux pour comprendre les acquis de l'expérience de Mondragón et les problèmes concrets qu'elle pose.

- Site : <http://www.mondragon.mcc.es>

⁵² Sur les entreprises publiques, voir Yves Salesses, *Réformes et révolution*, éd. Agone, Paris, 2001 ; Tony Andréani, *Le Socialisme est à venir*, tome 2 ; voir aussi le site Vivent les Services Publics : <http://www.v-s-p.org/>

- William Foote Whyte, Kathleen King Whyte, *Making Mondragón*, Cornell University, ILR Press, 1988, 1991. Ouvrage de référence, réalisé avant le grand essor international de MCC.
- Jabier Lertxundi, *La Tecnocracia en MCC, el Opus Dei y el PNV*, éd. Basandere Argitaletxea, 2002. Livre très polémique, des interprétations parfois unilatérales, mais cite des faits intéressants et envisage les coopératives dans un projet de société socialiste.
- Anne Argouse, Hugues Peyret, *Les Fagor et les Brandt*, 2007, très bon film documentaire sur le coopérativisme et la mondialisation. DVD disponible chez antoinemartinprod.com
- Lontzi Amado-Borthayre, *La construction de la revendication syndicale dans une entreprise coopérative* (titre provisoire, 2007), travail en cours à l'IEP de Bordeaux. Informations récentes sur Fagor.
- D. J. Thompson, *Italy's Emilia Romagna: Clustering Coop Development*, revue en ligne *Cooperative grocer* 109, novembre-décembre 2003 : <http://www.clcr.org/publications/other/emilia%20romagna%20by%20david%20thompson%20110604.pdf>
- Isabelle Halary, *Le réseau : une solution pour les coopératives face à la globalisation*, CERAS-LAME-OMI, Université de Reims, traduction de : « Co-operatives in Globalization: The Advantages of Networking » in *Advances in the Economic Analysis of Participatory and Labor-managed Firms*, volume 9, Elsevier, janvier 2006. Comparaison entre Mondragón, l'Emilie-Romagne, et le réseau Scop Entreprises en France : <http://www.espaces-marx.eu.org/spip.php?article123>
- Joël Martine, « Pour un secteur de la propriété sociale, viable dans l'environnement économique actuel », <http://joel.martine.free.fr>, rubrique Alternatives économiques, et dans *Le Socialisme de marché à la croisée des chemins*, dir. Tony Andreani, éd. Le Temps des cerises, 2004 ;
- Anjel Mari Errasti Amozarrain, « Modelos de empresa multinacional democrática o cooperativa », *Cuadernos de Gestión* Vol. 4. Nº 2, 2004, p.13-29, <http://www.ehu.es/cuadernosdegestion/documentos/422.pdf>
- Organisation internationale des Coopératives de Production Industrielle, d'Artisanat et de Services, *Déclaration mondiale sur le travail associé coopératif*, 2005, http://www.cecop.coop/IMG/pdf/Declaration_approved_by_ICA_FR.pdf

PARTIE 2

Quelques problématiques
à considérer

Mondragón :
des coopératives ouvrières dans
la mondialisation.
Adaptation ou contre-offensive ?
(Deuxième partie)

*Joël Martine **

Problèmes et perspectives

Dans la première partie de cet article, nous avons vu ce que des coopératives ouvrières en réseau peuvent apporter à un projet de démocratie économique et sociale. Or cette démarche doit faire face à des problèmes concrets dans le contexte de la mondialisation néolibérale. L'expérience de Mondragón permet de mieux voir certains de ces problèmes (quand bien même ses dirigeants ne prétendent pas proposer une alternative à la mondialisation). C'est ce que nous examinerons dans la deuxième partie de cet article.

Hiérarchie sociale et démocratie d'entreprise

A Mondragón, comme dans la plupart des autres entreprises, il y a des managers et des exécutants, donc des rapports de pouvoir. C'est la division technique du travail qui rend ces rapports de pouvoir inévitables. Déjà Aristote l'avait remarqué, il en faisait un argument justifiant l'esclavage, et aujourd'hui le même raisonnement sert à justifier les inégalités de pouvoir et

* **Joël Martine** est présenté dans la partie 1. Les références bibliographiques sont aussi présentées dans la partie 1.

de revenu générées par le capitalisme : la citoyenneté démocratique et l'égalité s'arrêtent à la porte de l'entreprise capitaliste. Or dans les coopératives on met en place des contrepoids à cette hiérarchie. Les dirigeants sont élus. Dans certaines coopératives (pas spécialement à Mondragón) ils sont tournants. Enfin les exécutants reçoivent une formation pour pouvoir contrôler les dirigeants, voire devenir eux-mêmes dirigeants.

Il n'empêche qu'une hiérarchie existe. Elle se traduit à Mondragón par une hiérarchie des salaires et des participations aux bénéfices, ce qui est justifié pour encourager chacun à améliorer sa formation et empêcher la fuite des cerveaux. La copropriété des travailleurs et la gestion démocratique ne suppriment pas les classes sociales. Il y a eu une grève dans les années 1970 sur l'organisation du travail. Il y a des plaintes contre la rétention d'informations par les managers, des contestations sur les pouvoirs accordés au « Conseil social », et évidemment aussi sur l'éventail des salaires. Et surtout, parmi les dirigeants de MCC, ceux du pôle financier détiennent un pouvoir stratégique. Leur position de classe est un peu comparable à celle des dirigeants des fonds de pension : même s'ils sont élus par des travailleurs copropriétaires du capital, ce sont eux qui ont le pouvoir de décision sur les investissements, notamment au niveau international. Ces dirigeants sont en concurrence avec les capitalistes privés, mais aussi dans une certaine mesure en connivence, par le biais des joint ventures. L'émission d'actions cotées en bourse a été envisagée en 1992, mais n'a pas été mise en pratique⁵³.

Bref, la conflictualité n'a pas disparu ; mais elle est canalisée dans un contrat fondamental de solidarité : les dirigeants, même s'ils possèdent plus de capital et de pouvoir que les ouvriers, n'ont pas le pouvoir de nuisance qu'auraient des actionnaires extérieurs capables de retirer leur capital d'un jour à l'autre. En cas de

⁵³ Voir Lertxundi, op. cit. pp. 102-103 et Kasmir, op. cit. p. 181.

conflit, chaque partie, a intérêt à trouver des solutions qui profitent à l'ensemble des sociétaires.

Les dirigeants de MCC font partie de l'establishment politique et économique basque, espagnol, et international. Si la mission sociale des coopératives n'est pas revivifiée, par la reconquête de pouvoirs concrets par la base, et par des projets politiques et des liens de solidarité avec les travailleurs des autres secteurs et les citoyens, les travailleurs perdront tout contrôle sur les décisions des dirigeants, et ces derniers n'agiront plus qu'en vue de la rentabilisation du capital qu'ils dirigent, comme on l'a vu souvent, par exemple dans l'évolution du mouvement mutualiste français. Dans ce cas, l'expérience de Mondragón aura servi principalement à renouveler les formes de propriété du capital et de gestion du travail. L'autogestion, initialement un moyen de résistance à la dépossession des travailleurs, sera devenue un moyen de s'adapter aux conditions du marché capitaliste.

Les effets de la gestion coopérative sur les travailleurs non-coopérateurs dans le bassin d'emploi de Mondragón

L'existence d'une offre d'emplois en coopératives oblige les autres entreprises à proposer des salaires ouvriers relativement élevés⁵⁴. De plus, le dynamisme des coopératives a un effet d'entraînement sur l'ensemble des entreprises : comme on l'a vu, le taux de chômage à Mondragón est faible. Mais les emplois chez les sous-traitants des coopératives sont souvent flexibles et précaires.

Les coopératives ont aussi leurs emplois précaires : les *eventuales* (contrats à durée déterminée) et les intérimaires. Ils sont un peu des salariés de seconde zone, non citoyens dans les coopératives.

⁵⁴ Il y a à Mondragón quelques entreprises privées qui, s'inspirant des coopératives, associent les salariés à la gestion. Ce n'est pas le cas semble-t-il dans le secteur public et les services publics.

Au total dans le bassin d'emploi, on note une forte proportion d'emplois précaires pour les jeunes, puis, après 35 ans, l'accès à des emplois stables pour une grande partie des travailleurs⁵⁵. Enfin les femmes sont plus souvent en emploi précaire que les hommes.

Il y a objectivement une division et une hiérarchie entre les coopérateurs, actionnaires de leur entreprise, et les autres travailleurs qui leur servent de « variable d'ajustement ». Toutefois cette division est atténuée par la solidarité locale, notamment familiale, et citoyenne basque. Mais, comme on le voit, ces liens sociaux traditionnels peuvent entretenir des inégalités entre les sexes, les générations, les travailleurs diversement qualifiés. Pour combler ce fossé, on pourrait imaginer que les travailleurs intermittents ou flexibles soient d'abord embauchés avec un statut non-précaire par un service public (une bourse du travail) qui les placerait en intérim dans les entreprises et leur assurerait un salaire régulier par péréquation ; ou encore (pour ne pas risquer de créer une « usine à gaz » bureaucratique), on pourrait souhaiter qu'ils se regroupent eux-mêmes en coopératives de travailleurs intérimaires louant leurs services aux autres entreprises.

Enfin, les syndicats pourraient incarner la solidarité entre l'ensemble des travailleurs, en défendant en commun les conditions de travail, les rémunérations et les droits autogestionnaires des coopérateurs et des simples salariés. Or, à MCC les *socios* n'ont pas le droit d'être défendus par des syndicats, mais seulement par le Conseil social de leur entreprise. Et si les salariés non sociétaires des coopératives ont formellement le droit de se syndiquer, ils ne le font pas, semble-t-il de façon à ne pas entrer en conflit avec leurs collègues sociétaires, par lesquels ils espèrent être cooptés ultérieurement.

En somme, l'accès au statut de coopérateur, s'il représente une avancée pour les travailleurs, peut

⁵⁵ Voir I. Pradales, *Estructura social del empleo en la CAPV*, ed EJ-GV, Vitoria-Gasteiz, 2005, p. 364, référence indiquée par Lontzi Amado-Borthayre.

aussi, paradoxalement, être un facteur de division, qu'il faudrait surmonter⁵⁶ ; nous y reviendrons.

La responsabilité sociale internationale des coopératives

En 2005, l'entreprise d'électroménagers Fagor achète Brandt. En 2006, la direction de Fagor-Brandt annonce un plan de restructuration prévoyant 360 suppressions d'emploi. Les syndicats de Brandt ont protesté. Certains sont allés distribuer un tract à Mondragón aux travailleurs qui sont indirectement leurs actionnaires. Le nombre des suppressions d'emploi a été ramené à une centaine⁵⁷.

Comme on le voit, le choix de MCC de construire une multinationale a des conséquences sociales redoutables. Comme les bénéfices de Fagor dépendent de ses parts de marché international, elle devait acheter Brandt pour s'approprier une marque connue des consommateurs, des réseaux commerciaux, des brevets, et incidemment des sites de production et de recherche... et surtout pour empêcher que tout cela ne tombe aux mains d'un concurrent. Mais que faire des salariés ? Fagor met en place une division du travail entre Mondragón, la Pologne, la France, le Maroc, etc., sans proposer une convergence « vers le haut » des droits et des conditions de travail. Dans cette division du travail, les salaires français sont une charge plus lourde que les salaires polonais et marocains, et les bureaux de recherche à l'étranger font un peu double emploi avec ceux de Mondragón... Mais comment « restructurer » ces secteurs en

⁵⁶ Eroski propose à ses salariés non-sociétaires d'acheter des actions d'une société financière créée à cet effet, Gespa (« Gestion de Participations »), qui participe au capital d'Eroski. Ces salariés actionnaires élisent des représentants, à la direction de Gespa, où ils ne peuvent pas représenter plus de 50 %. Ils ne sont donc pas intégrés de plein droit à la gestion concrète de leur entreprise. Il s'agit d'une participation capitalistique, ni syndicale ni autogestionnaire. Voir Daniel Côté, *Les holdings coopératifs : évolution ou transformation définitive*, De Boeck Université, Bruxelles, 2001, p. 363.

⁵⁷ Voir en bibliographie le documentaire *Les Fagor et les Brandt*.

évitant les dégâts sociaux ? Et qui décide ? Sur ce point les coopérateurs de MCC appliquent aux filiales étrangères précisément le principe qu'ils refusent pour eux-mêmes : le maintien du pouvoir de décision entre les mains d'actionnaires extérieurs (... à des centaines de kilomètres). Si bizarre que cela puisse paraître, l'éthique humaniste qui est à la base de la pratique des coopérateurs de MCC ne les a pas empêchés de violer l'un des principes universels de l'éthique : « *Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse* » !

La construction d'un réseau multinational de coopératives est-elle possible⁵⁸ ?

On peut se demander pourquoi MCC n'a pas entrepris de transformer les filiales en coopératives, alors qu'il existe dans différents pays des formules juridiques le permettant, ainsi que des mouvements coopératifs qui pourraient aider à la formation des travailleurs. Dans cette perspective MCC ouvrirait une nouvelle étape de son histoire audacieuse en se transformant en un réseau multinational de coopératives.

Quand on pose cette question aux responsables de MCC, ils mettent en avant deux obstacles :

- d'une part, l'insécurité juridique en l'absence d'un statut européen (à fortiori international) pour un réseau de coopératives de travailleurs ;
- d'autre part, l'absence d'une culture coopérativiste actuellement chez les salariés des filiales.

Il est vrai que le passage en coopérative supposerait un engagement de la part des travailleurs des filiales, auquel ils ne sont pas prêts d'emblée. Il faut une

⁵⁸ Voir Anjel Mari Errasti Amozarrain, *Modelos de empresa multinacional democrática o cooperativa*, Confédération européenne des coopératives de production et de travail associé, des coopératives sociales et des entreprises participatives (Cecop) : www.cecop.coop, Revue *Alternatives Économiques*, Dossier Web n° 29 : *Comment entreprendre autrement*, août 2007, dernier paragraphe : « Les coopératives de salariés en Europe », www.alternatives-economiques.fr/les-societes-cooperatives-ouvrieres-de-production-scop-fr_art_350_27913.html

formation à la gestion et une culture de la solidarité,... dont l'acceptation de rémunérations moindres par les cadres. Et tout cela suppose des relations de confiance, qu'il est difficile de mettre en place à des centaines de kilomètres de distance. La solidarité locale basque, terreau du coopératisme de Mondragón, a rarement son équivalent à l'étranger.

Cela dit, des solutions intermédiaires existent. Par exemple, à Basauri, près de Bilbao, Fagor a transformé sa filiale Edesa-Fabrelec en semi-coopérative : 51 % du capital est détenu par Fagor, 49 % par les travailleurs de l'entreprise.

Des solutions de ce genre permettraient de mettre en place progressivement un contrat de confiance entre MCC et les travailleurs de ses filiales, de responsabiliser les salariés vis-à-vis de l'avenir du groupe, et réciproquement de responsabiliser MCC vis-à-vis de l'emploi, des conditions de travail et des revenus de ces travailleurs. Ce qui poserait les bases pour un passage ultérieur éventuel en coopérative. Depuis 2003, MCC étudie la possibilité de faire participer les salariés non-coopérateurs à la propriété et à la gestion des entreprises.

Autre approche envisageable : il existe depuis 2006 un statut de société coopérative européenne, qui certes ne prévoit pas qu'une coopérative *ouvrière* soit présente sur plusieurs pays, mais qui permet que des entreprises de plusieurs pays européens (et pourquoi pas des coopératives ouvrières) créent une filiale commune de statut coopératif. Ce bricolage juridique pourrait être un premier pas vers une mise en réseau de coopératives ouvrières à l'échelle européenne. Mais ce n'est économiquement envisageable qu'entre des entreprises ayant déjà une complémentarité technique ou commerciale.

La question est de savoir si les dirigeants de MCC souhaitent chercher des solutions dans le sens de la transformation des filiales en coopératives, ou s'ils se satisfont du fonctionnement actuel en multinationale capitaliste. Par exemple, on pourrait se demander si

MCC s'est engagée dans un lobbying auprès des institutions de l'Union européenne en vue d'un statut juridique européen pour les groupes de coopératives de travailleurs.

Le défi, c'est qu'alors les dirigeants devraient, par étapes, partager leur pouvoir avec des managers étrangers qui auraient des comptes à rendre à des travailleurs d'autres cultures, enracinés dans d'autres terroirs. C'est peut-être ce qui fait peur aux dirigeants basques de MCC, non tant pour leur pouvoir personnel que pour la cohérence opérationnelle du groupe. Il faudrait en effet que ces dirigeants dépassent le contexte de leur sociabilité basque d'origine (sans en perdre la richesse) et traduisent l'acquis de leur expérience dans une pensée globale et pluriculturelle. Or cela est possible, car il existe à l'échelle mondiale des institutions universitaires qui étudient et comparent les expériences coopératives, et s'intéressent à Mondragón avec une grande sympathie. (Quant à l'appui que pourraient apporter des institutions de l'ONU, il reste pour l'instant purement hypothétique⁵⁹ !)

On peut se demander si les animateurs actuels de l'expérience de Mondragón souhaitent vraiment appliquer leur humanisme tant philosophique que pragmatique à l'échelle internationale... ou si à l'inverse ils restent essentiellement motivés par la position qu'ils occupent dans le secteur démocrate-chrétien de l'establishment politique et économique basque. Si c'est le cas, l'exemplarité autogestionnaire de MCC restera confinée au Pays basque sans dessiner d'alternative au niveau international, à moins qu'une aspiration au passage en coopérative n'apparaisse chez les travailleurs des filiales étrangères.

L'organisation en réseau multinational est-elle une perspective viable pour les coopératives aujourd'hui,

⁵⁹ Mais on en parle : voir bibliographie (première partie de l'article) : *Déclaration mondiale sur le travail associé coopératif*, 2005.

permettant leur pérennité dans le contexte de la mondialisation⁶⁰ ?

On pourrait imaginer des multinationales coopératives qui intégreraient les pratiques du commerce équitable, sous le contrôle d'organismes indépendants, et avec libre expression de leurs travailleurs, leurs fournisseurs, leurs clients. Cela supposerait une très forte culture de solidarité internationale.

De même, pour que les travailleurs de toutes les filiales, y compris celles des pays pauvres, puissent peser réellement sur les orientations d'une multinationale (coopérative ou même capitaliste), il faudrait que les filiales des régions pauvres ne soient pas condamnées à des travaux de bas niveau, mais bénéficient d'une reconnaissance de leurs savoir-faire et de transferts de technologie, chose difficile à imposer sans une forte solidarité syndicale.

Pour pouvoir assurer de bons standards sociaux aux travailleurs de ses filiales (sans compter ceux de ses fournisseurs et de ses sous-traitants) dans les conditions de la concurrence mondiale actuelle, un réseau de coopératives aurait besoin d'une surface financière suffisamment large. D'où la nécessité d'un fonds d'investissement *public* des coopératives, dont la mise en place suppose un projet politique à l'échelle des institutions politiques nationales ou régionales, et internationales.

Par ailleurs, l'expérience montre qu'un réseau de coopératives doit pouvoir s'appuyer sur une base territoriale solide, ce qui là encore pose le problème du lien entre création des coopératives et politiques de développement local, avec notamment la nécessité de maintenir un fort secteur d'activités non délocalisables.

Concrètement, pour la plupart des coopératives, la mise en réseau sur la base d'une proximité territoriale

⁶⁰ Il peut arriver que les salariés d'une multinationale aient l'occasion et les moyens de racheter leur entreprise.

est plus accessible et plus vitale que le projet d'un réseau développant une activité multinationale. Cette situation pourrait changer avec des régimes politiques d'orientation altermondialiste.

Annexe

Quel rôle pour le syndicalisme ? Unité des travailleurs et transformation sociale

L'expérience de Mondragón montre que les coopératives en réseau peuvent être un formidable outil d'appropriation de l'économie par les travailleurs dans l'entreprise, ainsi que par la collectivité au niveau du développement économique local. Il faudrait donc que les syndicats mettent sérieusement dans leurs objectifs le passage des entreprises en coopérative, et l'accès des travailleurs à une formation pour que cela soit possible.

Et à partir du moment où existent des coopératives, un projet de transformation sociale doit penser l'articulation entre l'action de travailleurs copropriétaires de coopératives, et celle de salariés d'entreprises privées, ainsi que d'entreprises publiques ou du tiers secteur.

Cela suppose que les syndicats ne restent pas enfermés dans leur rôle de défenseurs et d'intermédiaires des salariés dans le cadre du rapport salarial capitaliste. Ils doivent plutôt se définir comme défenseurs de tous ceux qui vivent de leur travail (qu'ils soient propriétaires de leur entreprise, comme le sont les paysans et les artisans, ou encore les micro-entrepreneurs pauvres de l'économie informelle – ou qu'ils soient salariés) ; défenseurs des travailleurs en particulier contre la puissance du capital, qu'elle s'exerce par un commandement direct comme c'est le cas dans l'entreprise privée, ou qu'elle s'exerce indirectement par les conditions du marché. Le rôle principal des syndicats serait alors d'incarner la solidarité du monde du travail sous ses divers statuts. Les syndicats doivent également se définir comme promoteurs de la citoyenneté économique des travailleurs, dans la cité et dans l'entreprise, citoyenneté qui se décline différemment selon que cette entreprise est ou n'est pas un service public, et selon qu'elle est privée, publique, ou coopérative.

Cela suppose que, contrairement à ce qui se pratique à MCC, les coopérateurs aient le droit de se syndiquer et

bénéficient d'une représentation syndicale, qui n'a pas la même fonction que leur représentation en tant que copropriétaires.

Dans cette optique, l'une des tâches importantes du syndicalisme est de *promouvoir la responsabilité sociale des entreprises*.

Toute entreprise doit être tenue pour responsable à l'égard de plusieurs catégories d'« ayants droit » :

- ses salariés, bien sûr ; mais aussi :
- ses bailleurs de fonds : les actionnaires si elle en a (car il est bon, tant du point de vue de la rigueur économique que pour rallier les classes moyennes locales à un projet de développement solidaire, de considérer l'actionnaire comme un épargnant qui prend un risque pour lequel il a droit à une rémunération, nonobstant les autres ayants droits de l'entreprise), les fonds publics si c'est le cas (donc les contribuables), les coopérateurs co-proprétaires si c'est le cas ;
- ses fournisseurs et sous-traitants (c'est le principe du commerce équitable) ;
- ses clients, notamment au niveau de la qualité des produits et de l'information ;
- les collectivités locales dont elle fait partie : c'est très important dans une perspective de développement local en liaison avec les pouvoirs publics, les élus et les associations ;
- enfin l'environnement et les générations futures.

Le principe de responsabilité sociale de l'entreprise est fédérateur : il légitime moralement les syndicats à intervenir, en partant de ce que vivent les travailleurs, sur la stratégie et les pratiques des entreprises, qu'il s'agisse d'entreprises individuelles ou familiales, ou privées capitalistes, ou de coopératives... Et c'est encore le même langage qui peut être tenu dans les entreprises ayant en charge un service public (ces dernières ayant bien sûr une responsabilité sociale très importante vis-à-vis de leurs ayants droit !).

Avec cette approche, le fondement du syndicalisme n'est plus le salariat, mais le travail et l'utilité sociale du travail : tout en continuant à défendre le salarié, le syndicalisme affirme les droits et devoirs du travail en général, ce qui bien sûr

débouche sur la remise en cause de l'hégémonie du modèle de l'entreprise capitaliste et du salariat⁶¹.

Avec le principe de la responsabilité sociale des entreprises, le syndicalisme évite de s'enfermer dans des dilemmes tels que le refus de la cogestion ou son acceptation aux conditions dominantes, ou encore une pratique revendicative à dominante corporatiste dans les services publics. La défense de la responsabilité sociale des entreprises pourrait être l'un des apports importants du syndicalisme à la définition d'une citoyenneté concrète, car cette responsabilité sociale incombe à *tous* les acteurs de l'entreprise : aux patrons et aux managers en premier lieu, mais aussi aux salariés, qui de ce point de vue doivent s'affirmer comme des citoyens majeurs.

Note : la bibliographie est présentée dans le texte du même auteur dans la partie 1.

⁶¹ Voir Marc Fleurbaey, *Capitalisme ou démocratie ?*, éd. Grasset, Paris, 2006.

Quelle politique publique favorisant l'économie sociale et solidaire ? Le cas du Venezuela

*Luis Vargas et Cristina Núñez **

L'arrivée au pouvoir du Président Hugo Chávez en 1999 au Venezuela laissait présager des changements de fond dans les politiques publiques. Sa victoire rompait en effet avec une tradition de quatre décennies de gouvernants, sociaux-démocrates ou sociaux-chrétiens, élus en alternance suivant le pacte « Punto Fijo »⁶². Chávez avait pris la tête d'une rébellion militaire, le 4 février 1992, puis avait passé deux ans dans une prison militaire avant de bénéficier d'une amnistie. Pendant toutes ces années, il était en campagne politique puis électorale. Il avait été rejoint ainsi par une grande partie de la gauche dissidente, ainsi que par d'autres secteurs du centre et de la droite, mécontents de la tournure politique que prenait leur pays.

En 1989, avant la rébellion militaire, le peuple de Caracas et celui d'autres grandes villes du Venezuela avait lancé une insurrection contre le gouvernement de Carlos Andrés Pérez⁶³, social démocrate élu pour un second mandat présidentiel. Il venait d'annoncer la

* **Luis Vargas** est ingénieur industriel, responsable des relations publiques du Projet pétrochimique Navay, Venezuela. **Cristina Núñez** est avocate, diplômée en travail social. Texte traduit par le CETIM.

⁶² Du nom du lieu où ce pacte fut signé, qui appartenait à l'un des signataires du pacte, Rafael Caldera, social-chrétien, qui fut par la suite Président du Venezuela.

⁶³ Pérez fut Président entre 1973 et 1978. Il gagna de nouvelles élections en 1988.

signature d'accords avec le Fonds monétaire international, ce qui laissait prévoir une accentuation des difficultés économiques et des problèmes sociaux, déjà très graves, malgré la manne pétrolière. En effet, les recettes des exportations se concentraient entre les mains de minorités nationales et étrangères, alors que la misère pullulait dans les rues du Venezuela et que les services publics se détérioraient.

Les attentes que l'arrivée de Chávez à la présidence avait soulevées parmi le peuple étaient grandes. Mais l'héritage des quatre dernières décennies était lourd et s'illustrait par un paysage social et économique laminé par la pauvreté. Dans le domaine politique, l'administration publique était largement bureaucratisée et sujette à la corruption et au clientélisme. La part que le Venezuela percevait sur chaque baril de pétrole avait chuté à sept dollars, en conséquence de la soumission des gouvernements successifs aux intérêts des entreprises transnationales. Il fut ainsi très significatif que la chute du prix du pétrole s'arrête presque immédiatement lorsque Chávez prit le pouvoir et lorsqu'il annonça dans son premier discours sa décision de renforcer l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Le contexte économique

Pour comprendre l'évolution des politiques économiques de la Révolution bolivarienne, initiée par Chávez, ainsi que les difficultés rencontrées en essayant de construire le nouveau tissu économique au service des intérêts de la majorité du peuple vénézuélien, il est nécessaire de prendre en compte la situation de rente de l'économie. Beaucoup de choses ont été écrites sur ce thème. A partir du moment où le pétrole a été découvert dans notre sol et avec sa subséquente exploitation de la part de compagnies étrangères, la composition du revenu national public s'est modifiée radicalement. Puis, avec le transfert de l'argent à des particuliers, c'est toute la nature de l'économie nationale qui a changé.

De tout temps, l'impact du développement de l'industrie pétrolière a suscité de nombreuses inquiétudes. L'économiste Alberto Adriani⁶⁴ au début du 20^{ème} siècle ou Juan Pablo Pérez Alfonso au milieu de ce même siècle, ont ainsi manifesté leurs préoccupations devant la transformation du Venezuela rural et agricole en un pays urbanisé, monoproducteur et monoexportateur de pétrole.

Ces inquiétudes ne réussirent pas à contrecarrer l'influence énorme des flux de pétrodollars qui entraient dans les caisses du Trésor public et qui se diffusaient dans toute l'économie nationale. Mais comme cet afflux d'argent se faisait dans le cadre d'une économie capitaliste, il profita essentiellement aux classes supérieures du pouvoir économique et politique. Il faut également signaler que ces classes n'étaient pas non plus préparées à assimiler un tel phénomène et à en profiter. Ceux qui auparavant accumulaient leur capital dans l'activité agricole furent supplantés par une bourgeoisie émergente importatrice et bancaire, dont la croissance était étroitement liée avec l'activité des compagnies pétrolières étrangères, comme Shell et Creole.

A la fin du 20^{ème} siècle, la composition de la population vénézuélienne s'était inversée : au début du siècle, deux Vénézuéliens sur dix vivaient en ville, or ils étaient neuf sur dix à la fin du siècle. Ainsi, est-on passé d'une économie à prédominance rurale et agricole à une économie où l'agriculture produit moins de 5 % du Produit intérieur brut (PIB). Le Venezuela a aujourd'hui le profil d'un pays capitaliste industrialisé, avec un secteur tertiaire, de commerce, services et finances dominant, mais avec les tares que les économistes et les organismes internationaux nomment comme relevant du sous-développement : pauvreté, concentration urbaine et marginalité.

⁶⁴ Cet économiste est originaire de l'Etat de Mérida, Venezuela, situé près de la région andine.

Le caractère rentiste de l'économie vénézuélienne a une particularité qui consiste dans la propriété publique des ressources du sous-sol, particularité dérivée de la législation de l'époque coloniale. Cette disposition juridique n'accorde pas au secteur privé la propriété du sous-sol. Les revenus générés par l'exploitation pétrolière vont directement à l'Etat et se dirigent seulement ensuite au reste de l'économie. Les capitalistes ont ainsi dû affiner les mécanismes de contrôle politique du pays pour s'assurer du succès de leur processus d'accumulation. En d'autres termes, le pouvoir économique au Venezuela a dû s'efforcer de contrôler les structures du gouvernement, pour pouvoir s'approprier les revenus pétroliers. L'influence du capital sur les partis politiques et l'administration publique est devenue déterminante, surtout durant les décennies 1960-1990. Les organisations partisans et entités gouvernementales se sont par conséquent complètement subordonnées aux intérêts capitalistes et particulièrement à ceux des secteurs importateurs et bancaires, comme le décrit l'économiste vénézuélien Orlando Araujo⁶⁵.

Le contexte politique

Il est également nécessaire de se familiariser avec l'histoire politique du pays pour comprendre la structure économique héritée par la Révolution bolivarienne et les difficultés rencontrées pour sa transformation. Des gouvernements dictatoriaux ont dirigé le pays pendant les six premières décennies du 20^{ème} siècle. Lorsqu'en 1958 chuta le dernier d'entre eux, le gouvernement Pérez Jiménez et on inaugura une étape de démocratie représentative. En 1961, une nouvelle constitution fut promulguée qui accordait un rôle fondamental aux partis dans la vie politique nationale, surtout au parti social-démocrate et social-chrétien, avec une participation subordonnée du parti commu-

⁶⁵ Economiste et écrivain, prix national de littérature. Il est l'auteur d'études excellentes sur le processus d'industrialisation du Venezuela.

niste (qui étant le protagoniste de l'opposition à la dictature).

En toile de fond, d'un côté, l'industrie pétrolière continuait à faire des affaires avec le gouvernement vénézuélien⁶⁶ omniprésent. Ce dernier n'était pas seulement un acteur politique, il jouait aussi un rôle dans l'économie, mais pas au sens du modèle néolibéral (celui d'arbitre entre les intérêts particuliers). En tant que propriétaire des hydrocarbures, il était devenu un acteur essentiel. Les partis se disputaient son contrôle, en plus des fonctions administratives propres à la direction de l'Etat, et la prérogative de gérer le pouvoir économique dérivé des revenus pétroliers.

D'un autre côté, le pouvoir économique restait attentif à l'évolution du pouvoir politique, surtout celle des partis, avec lesquels il avait noué des relations et finançait leurs campagnes électorales, au cas où ces partis accèderaient au pouvoir. Le pouvoir économique a ainsi pu modeler le pouvoir politique, grâce à son influence sur les agissements des partis, et a transformé ces derniers en des mécanismes de gestion de ses intérêts, encourageant le phénomène endémique de la corruption.

Le régime de la démocratie représentative a ainsi promu la politique des partis et l'a consacrée dans la Constitution et les lois nationales. Leurs dirigeants refusaient les expressions politiques autonomes de la population, comme les manifestations, les grèves et autres formes d'activisme populaire. Par exemple, lorsque les organisations de quartier furent créées, les partis envoyèrent leurs militants pour noyauter cette forme de participation naissante et pour les convertir en annexes de partis. Les partis de gauche ont, quant à eux, rencontré de nombreuses difficultés pour se maintenir sur l'échiquier politique.

⁶⁶ Par exemple, Rómulo Betancourt, dirigeant emblématique de la transition et premier président élu après la dictature a publié un livre intitulé : *Venezuela, política y petróleo*.

Le processus politique de ce que nous appelons la Quatrième république ou la démocratie puntofijista⁶⁷ consistait donc en une promotion systématique des partis, allant à l'encontre des possibles expressions du peuple, et en laissant comme moyen unique de participation populaire les élections quinquennales. De cette manière, les partis et les entreprises restaient libres d'agir et de continuer à s'accaparer la richesse pétrolière de l'Etat. Ce processus n'était pas sans provoquer des réactions de résistance, rapidement contrecarrées par la démagogie électorale et le populisme gouvernemental voire réprimées lorsque ces expressions de rébellion se radicalisaient.

Le mouvement coopératif, dans ce contexte, a connu une croissance entravée, dépendant largement des nécessités de contrôle des processus d'organisation et de protestation populaires. Ainsi, on a pu voir des mouvements sociaux demandant au gouvernement de Carlos Andrés Pérez – un des plus compromis avec les intérêts du capital et de l'impérialisme – de promouvoir des coopératives, alors que les mesures économiques que ce gouvernement mettait en oeuvre, frappaient de plein fouet les secteurs populaires. Il faut également préciser que le manque de clarté des objectifs du mouvement coopératif ou l'infiltration de ce dernier par des tendances réactionnaires empêchèrent le mouvement de se développer de façon importante. Et le peu qui avait été atteint a accusé les effets de l'influence capitaliste.

Une lente transition

En entamant sa présidence, le président Chávez avait en tête la recherche d'un nouveau modèle économique pour son pays, mais son chemin restait à construire. Alors qu'il songeait à emprunter au début la « Troisième

⁶⁷ Puntofijista : du pacte appelé Punto Fijo, l'alliance entre les partis entre l'Acción Democrática, COPEI et URD pour gouverner le pays à partir de 1958.

voie » de Tony Blair⁶⁸, il se résolut à promouvoir le mouvement coopératif afin de limiter l'influence du secteur privé dans l'économie. Le secteur privé prospérait depuis des décennies à l'ombre de l'Etat et était parvenu à se doter de capitaux et d'équipements conséquents, en établissant un monopole sur de nombreux domaines vitaux de l'économie. Par exemple, lorsque le gouvernement entreprenait des travaux publics, il était obligé de contracter avec les entreprises privées, clients habituels de l'Etat car elles étaient les seules à avoir les machines et les fonds suffisants pour entreprendre de tels travaux. Il en était de même pour les plans de distribution des aliments pour les secteurs les plus pauvres de la population, circuits détenus par ces mêmes entreprises.

Il est devenu ainsi nécessaire d'impulser et de fortifier un secteur économique à vocation sociale, puisque l'administration publique, empêtrée dans des problèmes de bureaucratie et de corruption, n'était pas capable de le mettre en oeuvre. Les forces armées restaient donc le dernier bastion d'élaboration de ce programme. Mais un tel mécanisme ne pouvait s'opérer que de façon transitoire, pendant que l'alternative se construisait. A son arrivée au pouvoir, Chávez encouragea la création de coopératives et lança un appel général au peuple pour s'organiser, ainsi qu'à l'administration publique pour qu'elle appuie les initiatives populaires. En 2001, un décret promulgua la nouvelle Loi spéciale des associations coopératives (LEAC). Cet instrument avait clairement pour intention de créer un tissu d'organisations d'économie sociale, dans le cadre d'un nouveau texte constitutionnel, approuvé par un référendum populaire en 1999. Ce texte consacrait le caractère d'Etat social, de justice et de droit de la République bolivarienne et se donnait pour but de passer d'un système de

⁶⁸ Ancien Premier Ministre anglais. Par la suite, une fois que le caractère socialiste de la Révolution bolivarienne a été défini, Chávez a expliqué que cette époque était celle de la recherche de chemins différents.

démocratie représentative, qui avait dominé pendant quatre décennies, à celui de démocratie participative.

L'économie sociale dans la Révolution bolivarienne

L'économie populaire et solidaire est définie dans les documents officiels comme un système de production, de transformation et de circulation des biens et des services visant à satisfaire les besoins sociaux, par des relations de production justes, économiquement viables, écologiquement durables et respectueuses de la diversité culturelle.

Le gouvernement bolivarien se donne pour tâche de substituer au système capitaliste un modèle économique alternatif, solidaire, durable et collectiviste, orienté vers le développement social et humain intégré et de mettre en place une réorganisation socio-productive territoriale, ancrée sur les vocations naturelles des communautés, les valeurs du peuple et l'exploitation rationnelle de nos richesses.

Au début de l'année 2004, le président Chávez a lancé la Misión Vuelvan Caras. Cette mission est le centre de convergence de toutes les missions⁶⁹ participatives. Elles ont pour but d'inclure les secteurs pauvres et marginalisés et d'incorporer les citoyens au tissu socio-productif, dans une perspective d'économie solidaire.

Les citoyens ont été appuyés par des organisations de conseil et des institutions de micro-finance. C'est ainsi qu'est né le Ministerio para la Economía Popular (Ministère pour l'économie populaire), qui est maintenant le Ministerio del Poder Popular para la Economía Comunal (Ministère du pouvoir populaire pour l'économie communale – MPPEC). A cet organisme, furent rajoutés, le Banco del Pueblo Soberano (Banque du peuple souverain), le Fondo de Desarrollo Microfinanciero (Fonds de développement microfinancier), le Banco de Desarrollo

⁶⁹ Des missions ont été créées pour s'occuper de l'éducation, de la santé, de l'alimentation, du sport, de la pauvreté, etc.

de la Mujer (Banque de développement de la femme), le Fondo de Desarrollo para el Fomento de la Agricultura y la Pesca (Fonds de développement pour la promotion de l'agriculture et de la pêche), l'Instituto Nacional para la Pequeña y Mediana Empresa (Institut national pour la petite et moyenne entreprise) et le Fondo de Crédito Industrial (Fonds pour le crédit industriel). La Superintendencia Nacional de Cooperativas (Superintendance nationale des coopératives), l'Instituto para el Desarrollo rural (Institut pour le développement rural) et l'Instituto Nacional de Capacitación Educativa Socialista (Institut national de formation éducative socialiste) sont les dernières entités créées.

Le MPPEC a aussi pour but d'élaborer de nouvelles politiques visant à construire le nouveau tissu socio-productif pour le développement endogène et à coordonner toutes les instances du gouvernement national, régional et local à cette fin, considérant le mouvement coopératif non seulement comme une forme organisatrice du travail productif mais aussi comme un projet de vie.

L'objectif général de la Misión Vuelvan Caras est de contribuer à la construction d'un nouveau modèle économique et social, à travers les Núcleos de Desarrollo Endógeno (Noyaux de développement endogène) et les unités économiques associatives de production endogène. Le but de ces dernières est de satisfaire les besoins humains de base, en intégrant la population exclue et en garantissant la souveraineté de la nation. La création des Redes Socioproductivas (Réseaux socio-productifs) a été stimulée. Ces réseaux sont des systèmes intégrés de coopératives et d'autres unités productives de l'économie populaire, dans lesquels participent des organisations sociales et politiques, qui coordonnent les efforts, apportent des ressources pour développer les potentialités, améliorent leur efficacité, qualité et durabilité, en contribuant au développement endogène du pays.

Les objectifs spécifiques de la Misión Vuelvan Caras sont :

- Satisfaire les nécessités prioritaires de la société locale, régionale et nationale, suivant les principes d'équité, de justice sociale et de solidarité ;
- Construire des relations sociales d'appui mutuel, d'équité et de solidarité entre coopératives et secteurs sociaux complémentaires de producteurs et de consommateurs ;
- Créer des conditions pour que les unités productives de l'économie populaire résistent à la concurrence capitaliste et conservent pour leur développement la valeur ajoutée dans les différentes phases de production ;
- Empêcher que les coopératives désarticulées soient l'objet d'exploitation de la part d'entreprises et de monopoles capitalistes, étant donné qu'elles contrôlent la production, les matières premières, les industries, la technologie, les moyens de transport et les canaux de commercialisation ;
- Renforcer la capacité d'administration et de gestion ce qui permet, entre autres, de satisfaire les normes comptables, légales et de fonctionnement en accord avec l'activité productive développées ;
- Impulser à travers le réseau de participation de chaque secteur producteur, des conseils d'alimentation et autres instances de participation populaire ;
- Contribuer à consolider le mouvement coopératif national et la formation et développement du Frente Vuelvan Caras ;
- Renforcer les relations de coopération et d'intégration entre les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur les bases d'équité et de solidarité en promouvant l'ALBA⁷⁰ avec l'articulation des réseaux internationaux socio-productifs solidaires.

⁷⁰ Alternative bolivarienne pour les Amériques, projet d'intégration opposé aux divers Traités de libre échange et à l'ALCA (la Zone de libre échange des Amériques, ZLEA, pour le sigle en français) proposée par les Etats-Unis.

Il faut aussi noter la création des Centros de Intercambio Socioproductivo (Centres d'échange socio-productif – SIC). Ces institutions ont pour but de permettre l'échange et la distribution de biens et de services sur la base d'équivalence des valeurs échangées. Ce sont des espaces de rencontre entre les producteurs, les consommateurs et l'Etat pour permettre la planification participative de la production, de la consommation et des prix des biens et services produits par l'économie populaire. Le but est d'éliminer les pratiques monopolistiques et oligopolistiques, de contribuer à la construction de modèles de consommation responsable et durable, de construire des espaces d'échange de biens et de services selon les critères d'équité et de solidarité et de promouvoir l'efficacité du nouveau système économique pour élever constamment la qualité de vie de la population, en atteignant le niveau le plus élevé de conscience révolutionnaire du peuple.

Le point de départ de la promotion du développement endogène et des entreprises de production sociale est :

- Établir les potentialités productives par municipalité ;
- Identifier les espaces productifs ;
- Identifier les sujets protagonistes ;
- Établir la forme d'enchaînement productif ;
- Élaborer la formation socio-politique et organiser les coopératives ;
- Etablir les compétences techniques productives ;
- Compléter le projet socio-productif ;
- Attribuer le financement ;
- Établir le mode de distribution du surplus de production dans la société.

Dans cette dynamique, le gouvernement ne cesse de se confronter à une réalité capitaliste, individualiste. Le travail de transformation des sujets ou acteurs protagonistes ne peut pas être considéré de manière isolée.

Les hommes et les femmes qui participent à la Misión Vuelvan Caras (nommés les lanceros et lanceras⁷¹) se sont réunis en Congrès national les 2-3 septembre 2006 à la Morita, dans l'Etat d'Aragua. Ces personnes, qui sont devenues les acteurs du développement endogène bolivarien, ont défini l'économie sociale et solidaire comme un sous-système de production et de distribution qui, à travers le gouvernement révolutionnaire, favorise l'organisation du peuple travailleur avec la participation des Conseils communaux⁷² dans la production, distribution et consommation des biens et services.

Victor Zapata, président de la coopérative « La Mata del Congrio » du noyau de développement endogène Santa Rita, déclara qu'il n'y avait rien de plus important que « d'aimer le projet avant l'argent ». Il a ainsi compris les paroles de Chávez selon lesquelles la Misión Vuelvan Caras serait destinée à échouer si elle reproduisait le même schéma consommateur et capitaliste. A ses débuts, cette coopérative cultivait des bananes, oranges, ananas et du manioc sur les 2500 hectares de terres. Elle possède aujourd'hui 428 buffles et tente actuellement d'établir des échanges avec d'autres coopératives, comme avec une de Caracas, « El Paují ». Elle lui a offert des animaux pour que cette coopérative puisse produire du lait et le vendre à bas prix.

Un chiffre illustre l'augmentation sensible de la constitution de coopératives ou, pour le moins, la volonté de créer des coopératives. En 2002, environ 1000 étaient enregistrées et, en 2006, ce chiffre était de 104 070. Au total, entre 1966 et février 2007, Sunacoop⁷³ recensait 191 113 coopératives dans tout le pays.

⁷¹ Le terme de Lanceros désignait les soldats du Venezuela qui formaient des armées indépendantes durant la guerre contre l'empire espagnol au début du 19^{ème} siècle.

⁷² Entité légale créée par le gouvernement du président Chávez pour organiser les communautés locales et leur transférer pouvoir et richesses.

⁷³ Superintendencia Nacional de Cooperativas (Superintendance nationale de coopératives), organe supervisant ces organisations, inscrit au MPPEC. Les chiffres proviennent de cette source.

Mais, malgré ces chiffres, Sunacoop révèle que 102 furent liquidées pour avoir présenté des irrégularités et pour n'avoir pas fourni les informations requises et que 124 598 coopératives étaient inactives, soit presque deux tiers du nombre total de coopératives.

Une expérience de coopérative qui marche

La coopérative Agropecuaria Brámon (COOPEBRAM), située dans la commune de Junín de l'Etat de Táchira dans les Andes vénézuéliennes, regroupe des petits producteurs de café dans cette zone traditionnellement connue pour cette culture et pour la qualité des grains qui y sont produits. Son café est même exporté vers l'Europe. Les producteurs de café reprirent en main une centrale de production⁷⁴ abandonnée qui disposait d'équipements et de machines permettant de produire de grandes quantités de café, sous l'impulsion du Plan Café promu par Chávez.

Cette coopérative est de petite taille, comptant environ 100 associés, mais elle a démontré une extraordinaire efficacité pour gérer les ressources au bénéfice des petits producteurs. Avec un crédit de 100 millions de bolivares anciens⁷⁵, elle a réalisé un chiffre d'affaires de plus d'un milliard. Un tel degré d'efficacité n'a été atteint par aucun organisme public de crédit agricole, puisqu'ils sont limités à des prêts pour des fins spécifiques. Si l'on remettait directement les ressources de ces organismes aux mains des organisations de petits agriculteurs, comme cela fut démontré pour la COOPEBRAM, l'efficacité économique de l'appui gouvernemental augmenterait, puisque qui mieux que les acteurs eux-mêmes connaissent les besoins de la

⁷⁴ Cette installation industrielle permet de décortiquer le fruit du café mûr, d'éliminer la pulpe qui est autour de la fève, de sécher la graine, etc., pour la rendre prête à être torréfiée ou moulue ou pour la destiner à l'exportation.

⁷⁵ En 2008, la réforme monétaire a éliminé trois zéros à la monnaie. Aujourd'hui on parle de bolivares forts : un fort équivaut à mille anciens.

production et la meilleure manière d'administrer les ressources.

Vision critique

Lorsque le président Chávez arriva au pouvoir, le développement du mouvement coopératif était précaire, voire marginal. Le modèle centraliste et le modèle fédéraliste coexistaient, alors qu'ils étaient porteurs de visions contradictoires et dont la dynamique avait conduit à une même dépréciation. Il faut cependant noter l'exception de la Federación de Cooperativas de Caficultores de Venezuela (Fédération des coopératives des producteurs de cafés du Venezuela – FECCAIVEN) qui, en quatre décennies, est devenue une organisation paysanne exemplaire. Mais la crise économique de la culture du café a réduit au minimum cette expression organisationnelle.

Ainsi, à son arrivée au pouvoir, Chávez se retrouvait dans une situation où l'économie sociale n'avait aucune entité pratique. Les coopératives, qui peuvent être la base d'une économie sociale, se trouvaient dégradées par le manque d'attachement aux principes coopératifs ou affaiblies par la crise économique.

Recherchant une alternative populaire qui permette d'introduire un processus de transition vers une économie sociale, le président a promulgué la Ley Especial de Asociaciones Cooperativas (Loi spéciale des associations coopératives), destinée à promouvoir le mouvement coopératif. Cet instrument améliore largement ce qui existait antérieurement, mais a aussi ses faiblesses, comme l'observe l'expert en coopératives, Leonardo Mora Arias⁷⁶.

En effet, cette loi élimine la norme qui interdisait à deux coopératives de même activité (par exemple d'épargne et de crédit) de travailler dans une même circonscription géographique ou la même municipalité. Avec cette

⁷⁶ Dirigeant syndicaliste, animateur radio et écrivain de Tovar, Etat de Mérida. Il fut le Secrétaire exécutif de la FECCAIVEN et directeur du journal paysan *Rescate*. Il écrit sur le site www.aporrea.org sous le pseudonyme de León Moraria.

élimination, le principe de coopération s'est fragilisé, donnant lieu à une concurrence entre coopératives, alors que l'idéal est qu'elles se renforcent mutuellement pour pouvoir contrecarrer la présence d'entreprises capitalistes dans le secteur. Si cette loi doit être réformée, il faudra corriger cette faille.

La nouvelle loi souligne maintes fois (dans l'exposé des motifs) la nécessité de faciliter les démarches administratives pour créer une coopérative. Malheureusement, cette volonté, si favorable au développement du mouvement, est torpillée par l'administration publique elle-même, alourdissant les démarches administratives et compliquant le processus, que Chávez voulait au contraire stimuler. Cette tendance perverse est arrivée à des extrêmes tels qu'aujourd'hui, beaucoup de personnes sont découragées lorsqu'il s'agit de mettre sur pied des coopératives. Il faut en effet remplir de nombreux papiers et savoir gérer tellement de démarches que cela en est devenu excessif. Cette obstruction s'explique par le fait que l'administration publique a vu ses privilèges menacés par l'émergence d'un mouvement coopératif massif et soutenu par les politiques gouvernementales.

Ainsi si le peuple a largement adhéré à l'appel du président Chávez et si de nombreuses personnes ont voulu créer des coopératives, l'administration publique n'était pas préparée à répondre à une telle prolifération d'initiatives et fut rapidement débordée. Beaucoup des coopératives constituées se sont petit à petit orientées vers la réception des crédits de l'Etat et se sont détournées de l'optique de générer un processus d'organisation populaire, jetant les bases d'une économie sociale et solidaire. Ces coopératives sont devenues, selon une expression populaire, des « coopératives de porte-documents », qui existent seulement dans la serviette d'un directeur, qui se sont constituées dans le bureau d'un avocat – ce dernier ayant rédigé l'acte constitutif et les statuts – et non à l'occasion d'une assemblée générale de coopérants, pendant un exercice de délibération et de formation.

Face à ces détournements, des hauts-fonctionnaires du gouvernement ont exprimé publiquement des critiques sur les coopératives, en général sans mentionner les exceptions et sans analyser les causes profondes du problème. Ils ont ainsi fait le jeu de ceux qui voulaient empêcher l'émergence de structures organisées, capables d'apporter autonomie au peuple dans l'exécution de travaux publics et d'autres activités – secteurs investis par le secteur privé –, en collusion avec la bureaucratie. Ces fonctionnaires n'ont pas compris le fait que le mouvement coopératif promu par le président Chávez visait les classes les plus pauvres du pays, qui manquaient de formation administrative, comptable, juridique et organisationnelle. Cela explique les échecs, en plus de la tradition gestionnaire des agents des partis du passé, qui étaient préparés à séquestrer l'initiative populaire. A tout cela, il faut rajouter l'ignorance générale des bureaucrates, concernant le mode d'organisation coopératif, qui les empêche de distinguer une vraie coopérative d'une coopérative de porte-documents... sans parler du fait que ceux qui contractent les marchés publics ont toujours à la main un bon paquet de billets pour aider à leur brouiller la vue.

Perspectives

L'échec de la Réforme constitutionnelle proposée par le président Chávez lors d'un référendum national en décembre 2007 a empêché que l'on avance dans la création d'un cadre légal plus favorable à l'économie sociale et aux structures organisées du pouvoir populaire. Cependant, le président Chávez continue à mettre à l'ordre du jour l'instauration d'une économie sociale au Venezuela. La Constitution actuelle contient quelques outils qui permettent d'avancer vers ce but, bien que cela soit par des voies moins rapides. L'administration publique est obligée de travailler avec les Conseils communaux et les banques communales. Ces dernières sont les organes financiers des Conseils

communaux et ont le statut juridique de coopératives. Le mouvement coopératif est, pour le gouvernement vénézuélien, l'instrument permettant de transférer des compétences et des ressources à des communautés organisées. Cette perspective implique la réalisation d'un effort héroïque de formation et d'appui des organisations qui seront la base d'une économie sociale communautaire. Une loi sera prochainement promulguée, par un décret présidentiel, validant le concept de propriété communale, qui était contenue dans l'ancien projet de Réforme constitutionnelle.

Ainsi, les communautés locales de tout le pays, organisées à travers les Conseils communaux et appuyées par les banques communales, avec la propriété sociale des actifs qui leur sont transférés, pourront compter sur des outils très puissants pour assurer la production et l'autosuffisance.

Conclusion

Les schémas hiérarchiques d'organisation de la société, qui sont ceux qui s'accommodent le mieux avec le système économique capitaliste, sont réticents à tout germe d'organisation populaire, toute tentative d'auto-gouvernement communautaire et tout processus d'auto-gestion. Le pouvoir économique et politique a besoin de subordonner toutes les énergies de la société, pour extraire la plus-value et maintenir le contrôle. La démocratie représentative du Venezuela, entre 1960 et 2000, a dépensé beaucoup d'énergie pour contrecarrer toute possibilité de développement autogestionnaire populaire. Les quelques expériences fructueuses comme la FECCAVENT ont réussi malgré ce système et ces pressions.

Il ne s'agit pas d'une résistance passive devant l'émergence d'organisations populaires, mais bien d'obstacles volontaires de la part des appareils politiques, de la bureaucratie publique et du pouvoir économique, ainsi que d'autres instances du pouvoir, comme les Eglises catholique et protestante. C'est dans ce contexte

assez hostile que le président Chávez est arrivé au pouvoir et à mis en route une série de politiques de développement social. Les classes les plus humbles et les plus exploitées du Venezuela sont les seuls secteurs à avoir accueilli positivement ces changements. Pour cela, toutes les initiatives prises pour révolutionner cette situation font écho à la citation du poète populaire Aquiles Nazoa : « Je crois dans les pouvoirs créateurs du peuple ».

Cependant, le choc de l'initiative populaire avec le système de domination est devenu quasiment frontal. L'administration publique, historiquement subordonnée au pouvoir économique capitaliste, a rapidement compris que les avancées des organisations de la base affaibliraient ses privilèges. Comme elle disposait d'expériences et d'outils juridiques, ainsi que de procédures bureaucratiques à son service, elle mit tout en oeuvre pour empêcher tout progrès de l'économie sociale et du pouvoir populaire. Une tentative de coup d'état a eu lieu en 2002 lorsque le président Chávez a obtenu l'autorisation de l'Assemblée nationale de légiférer par décret et de promulguer des lois spéciales. Mais la fibre révolutionnaire qui s'était réveillée empêcha que ce coup d'Etat ne parvienne à remettre au pouvoir l'oligarchie classique qui avait régné jusque-là. La Révolution bolivarienne, malgré la propagande des médias nationaux et internationaux au service du capital, a toujours été respectueuse des lois et des droits et c'est, comme le répète le président Chávez, une révolution pacifique.

Un petit exemple permet de comprendre ce que défendent les bureaucrates et l'oligarchie. Lorsqu'un Conseil communal ou une coopérative exécute un marché public, les coûts sont réduits de moitié. D'ordinaire, l'autre moitié budgétée était destinée aux fonctionnaires et entrepreneurs corrompus. Aujourd'hui, les organisations populaires construisent leurs aqueducs, leurs routes, leurs édifices scolaires ou de santé, à moindre coût et pour une meilleure qualité, étant donné que cela

va leur bénéficier directement. De plus, elles utilisent la main d'oeuvre locale. Si un excédent se dégage, l'organisation populaire a tout loisir de l'utiliser pour d'autres ouvrages au bénéfice de la communauté.

Le manque d'expérience et de formation continue d'être un obstacle qui doit être surmonté. La bureaucratie continue de freiner la coopération mais le chemin est clair : il faut renforcer le pouvoir populaire organisé. La réforme constitutionnelle soumise à référendum en décembre dernier visait la création d'un pouvoir populaire et le transfert des ressources aux communautés. Ce référendum échoua pour des raisons qui mériteraient un développement dans un article à part. Cependant, la volonté du président Chávez et du mouvement bolivarien pour promouvoir l'autogestion et l'autogouvernement du peuple a été clairement démontrée.

La Révolution bolivarienne a servi, dans une certaine mesure, de détonateur à d'autres processus révolutionnaires dans toute l'Amérique latine. La nécessité de changements profonds, qui était réprimée depuis tant d'années, est revenue à l'ordre du jour et se répand comme une traînée de poudre : l'esprit de Bolívar se diffuse de nouveau en Amérique latine.

Un réseau international émergent : le RIPESS

*Louis Favreau et Abdou Salam Fall **

Les entreprises collectives et leurs regroupements se nourrissent beaucoup, directement et indirectement, des mouvements sociaux qui évoluent dans leur périphérie. Elles ont beaucoup évolué au cours de la dernière décennie, notamment par l'entremise de rendez-vous internationaux comme le Forum social mondial et de nouveaux réseaux internationaux tissés, entre autres, par les promoteurs de l'économie sociale et solidaire dans le cadre du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS)⁷⁷.

À Lima au Pérou, en juillet 1997, une rencontre internationale réunit plus de 200 personnes d'une trentaine de pays des Amériques, d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Elles avaient en commun d'être engagées dans diverses initiatives d'économie sociale et solidaire. L'objectif : dans un monde où la logique de marché est dominante, établir à quelles conditions les échanges internationaux pourraient s'exprimer sur le mode d'une véritable solidarité internationale entre partenaires du Nord et du Sud.

La délégation québécoise avait été à cette époque fortement interpellée pour donner une suite à cette première rencontre. En adoptant la Déclaration de Lima à l'issue de cette semaine de partage d'expériences, les Québécois ont eu le sentiment de prendre un engagement. Ils avaient la conviction que le Québec

* **Louis Favreau** a été présenté dans la partie 1 et est membre fondateur du RIPESS. **Abdou Salam Fall** est président du RIPESS.

⁷⁷ Voir www.ripess.net

occupe une place significative à la fois sur le terrain des mouvements sociaux promoteurs de l'économie solidaire et sur celui des organisations de solidarité internationale. Il leur semblait aussi que la conjoncture québécoise de développement solidaire profiterait d'une telle démarche.

C'est ainsi que s'est mise en marche l'organisation de la 2^{ème} Rencontre internationale. En 2001, 411 personnes provenant de 37 pays y ont participé, dont 323 à titre de représentantes d'organisations, le tiers provenant de 25 pays du Sud. Les travaux de cette 2^{ème} Rencontre ont débouché sur la Déclaration de Québec (« Résister et construire ») complétée par les défis identifiés par les ateliers. Mais cette rencontre aura aussi permis de lancer une Commission internationale de liaison (CIL) chargée d'assurer un avenir à la dynamique Lima-Québec en préparant une troisième rencontre, celle de Dakar en 2005, en vertu d'un principe cher au mouvement, celui de l'alternance Nord/Sud. Car la perspective qui avait animé les rencontres de Lima et de Québec était d'inscrire l'économie sociale et solidaire dans les rapports Nord/Sud et de maintenir un équilibre qui permette aux réseaux du Sud d'occuper autant de place que ceux du Nord. Cela prenait en compte l'expérience, tant de fois rééditée depuis des décennies, des déséquilibres, dans nombre de mouvements, entre les organisations du Nord et celles du Sud au détriment de ces dernières.

C'est à l'occasion des travaux de la Commission internationale de liaison à Dakar en 2002 qu'il fut décidé de désigner la dynamique Lima-Québec-Dakar sous le nom de Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS). Le RIPESS n'est pas le seul à s'inscrire dans les dynamiques de globalisation de la solidarité dans l'économie. Il s'agit d'un réseau puisque l'organisation repose sur les liens entre des organismes par ailleurs autonomes chacun dans

leur pays ou continent. Mais ce réseau se dit justement intercontinental pour bien marquer que ses travaux reposent sur des démarches nationales qui se coordonnent à l'échelle de chaque continent. Ce qui réunit ces personnes, par-delà les différences culturelles, c'est la promotion internationale de l'économie sociale et solidaire. La mission de ce réseau est de renforcer les dynamiques continentales et les différentes façons de penser l'économie sociale et solidaire. Sa démarche se veut ouverte et inclusive.

Dans cette foulée, les Sénégalais, sous l'impulsion du RIPESS nouvellement constitué, ont donc pris sur eux d'organiser la 3^{ème} Rencontre qui a tenu ses assises comme prévu à Dakar (Sénégal) en 2005. Cette rencontre a réuni près de 1500 personnes provenant de 66 pays, rencontre dont est issue la déclaration de Dakar « Renforcer le pouvoir d'agir des peuples »⁷⁸. Durant cette 3^{ème} Rencontre Internationale sur la Globalisation de la Solidarité, le contenu des activités s'est organisé autour de cinq thèmes : les finances solidaires, les alternatives populaires aux modèles privés et publics de développement, le développement local, le commerce équitable et le commerce éthique, la promotion de l'économie sociale et solidaire. L'Afrique venait ainsi de prendre pied au sens fort du terme dans ce réseau.

Cet exemple d'initiative internationale – ce n'est pas la seule – illustre bien à notre avis que les entreprises collectives, celles inscrites dans la mouvance coopérative tout comme les plus récentes issues du giron associatif sont en quête d'une sortie du seul « local » et cherchent de nouvelles voies pour s'internationaliser. Ce faisant, il se constitue ainsi *de nouvelles formes de représentation politique* créant des espaces de coordination intercontinentale et des

⁷⁸ La déclaration de chacune des rencontres internationales est disponible sur le site du RIPESS : www.ripess.net/

interlocuteurs nouveaux pour les institutions internationales plus sensibles à ces causes comme l'Organisation internationale du travail (OIT) ou le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et pour des mouvements internationaux comme la Confédération syndicale internationale (CSI), la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) ou l'Alliance coopérative internationale (ACI).

Le virage économique des mouvements sociaux et l'émergence d'alternatives socio-économiques : une explication

Aujourd'hui, après l'échec des coopérations étatiques des pays capitalistes du Nord au Sud, après l'espoir déçu du communisme et son effondrement, avec le sentiment que les mouvements de libération nationale et leur modèle « développementiste » n'ont pas réussi et après l'échec des programmes d'ajustement structurel (PAS), que pouvons-nous faire se demandent plusieurs ? Pour les uns, le désenchantement est total et le développement est une notion obsolète, considérant que le modèle occidental des pays du Nord n'est qu'une machine à exclure reposant sur la compétition généralisée. Le problème, en fait, tient plutôt à la notion de développement réduite à la seule croissance économique dont découleraient, par effet d'entraînement, des retombées sociales. Mais s'en tenir à la seule critique de ce postulat néolibéral au nom de valeurs de justice nous condamne à l'impuissance.

Plusieurs mouvements sociaux, aux prises quotidiennement avec les problèmes, ont alors préféré amorcer un virage en s'investissant eux-mêmes dans un développement qui allie l'« économique » et le « social », en « s'associant pour entreprendre autrement » comme le dit si bien l'économiste Danièle Demoustier⁷⁹. Pourquoi ? D'abord parce qu'au Nord le cadre de l'Etat

⁷⁹ Danièle Demoustier, *L'économie sociale et solidaire. S'associer pour entreprendre autrement*, Alternatives économiques/Syros, Paris, 2001.

social a été ébranlé, et qu'au Sud il a été pratiquement balayé de sorte que la position « développementiste » classique misant sur l'Etat central pour assurer la redistribution de la richesse par le biais de services publics est apparue relativement caduque. Les services publics ont tellement été dépouillés de leurs ressources – surtout lorsqu'on pense à l'Afrique – que l'appel à la défense de ceux-ci, tout légitime qu'il soit par ailleurs, est tombé à plat. Les initiatives économiques des secteurs populaires – les organisations économiques populaires (OEP) – ont pris la relève en offrant un ensemble de services de proximité à moindre coût. Accusant le choc, les mouvements sociaux, le syndicalisme en l'occurrence, n'ont pas immédiatement compris cette nouvelle dynamique et se sont attachés au côté sombre de la chose en opérant sur le mode de la dénonciation : plutôt que de penser au développement d'alternatives socio-économiques qui offrent des services et une autre manière de développer des entreprises, c'est la dimension « menace » au respect des normes internationales du travail et la dimension « caution » au désengagement de l'Etat qui a prévalu dans leur argumentaire. Ce qui n'a pas empêché, par ailleurs, nombre d'ONG de donner naissance, sur ce terrain, à de nouvelles initiatives. Reste que les rapports entre, d'une part, la résistance à l'affaiblissement des services publics et, d'autre part, la construction d'alternatives, n'ont pas encore tout à fait trouvé leur point de jonction et d'équilibre.

De façon plus globale, la perte de repères et de soutiens fournis par le « modèle socialiste » qui avait constitué la référence de nombreux pays et mouvements du Sud (que ce soit l'URSS, la Chine ou Cuba) a remis les mouvements sociaux face à eux-mêmes et, du coup, les a amenés à réinterroger les fondements du développement de leur société et les modes d'organisation de la démocratie. De nouveaux thèmes sont apparus comme composantes nécessaires d'une nouvelle conception du développement : le rôle des gouvernements locaux ; le

développement de partenariats entre ONG, associations, municipalités et PME ; le développement durable et solidaire des territoires ; le développement d'organisations économiques populaires et d'entreprises à finalité sociale auxquelles on associe généralement l'économie sociale et solidaire ; la coopération internationale de proximité ou décentralisée... Tout cela a été accompagné d'une batterie de nouveaux créneaux et de dispositifs tels les finances solidaires, le commerce équitable, le tourisme durable, la sécurité alimentaire...

L'enjeu de la coopération du Nord avec le Sud et de l'économie sociale au Sud : passer du premier au second développement par l'escalier des entreprises collectives

Il y a ce que certains nomment *le premier développement*, point de jonction entre l'économie populaire et l'économie sociale et solidaire. L'une des principales caractéristiques des organisations économiques populaires dans les pays du Sud est précisément de participer de ce premier développement à partir d'une grande diversité de créneaux d'intervention. Elles voient le jour dans tous les secteurs, aussi bien dans les centres urbains qu'en milieu rural, sous des formes très variables car souvent directement issues de pratiques traditionnelles. Leurs activités, marchandes ou non-marchandes, peuvent concerner l'ensemble d'un village ou d'un quartier, ou seulement un groupe spécifique, comme les femmes, les jeunes, les commerçants, les agriculteurs, les artisans, etc. Elles peuvent prendre un statut d'association, de mutuelle ou de coopérative mais très souvent elles n'en prennent pas. Elles sont constituées par ceux et celles qui apportent le facteur travail (plutôt que le facteur capital) et qui s'investissent en groupe en misant sur la coopération entre les parties prenantes. Leur proximité avec l'économie sociale et solidaire telle que développée dans les pays du Nord est relativement grande.

Illustrons par quelques exemples ce que sont ces *chantiers* de l'économie populaire en phase avec l'économie sociale et solidaire :

1) la création ou le maintien d'emplois : *talleres de producción* en Amérique latine, groupements d'artisans en Afrique de l'Ouest.

2) le développement agro-alimentaire : groupements villageois en Afrique de l'Ouest, coopératives de producteurs, syndicats multi-activités de paysans en Afrique.

3) la commercialisation des produits et intrants agricoles : greniers villageois et banques de céréales en Afrique, systèmes collectifs de mise en marché.

4) la commercialisation communautaire de l'artisanat : associations artisanales féminines en Inde, groupements d'artisans en Afrique et en Amérique andine.

5) l'épargne et le crédit solidaire : tontines en Afrique et en Asie, coopératives d'épargne-crédit et caisses villageoises d'épargne-crédit en Afrique francophone, *credit unions* dans les pays anglophones, systèmes de crédit solidaire en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

6) les services collectifs de santé : cases de santé et mutuelles de santé en Afrique, coopératives de santé en Amérique latine.

7) la protection collective de l'environnement : associations de reboisement et entreprises sociales de récupération et recyclage.

8) l'habitat collectif : associations et coopératives d'auto-construction en Amérique latine et associations de quartiers en Afrique.

9) la sécurité alimentaire : cuisines collectives et jardins communautaires en Amérique latine...

Contrairement aux coopératives lancées par les Etats dans les années 1960 et 70, ces organisations sont généralement *des initiatives de mouvements sociaux locaux* qui, au départ, sont de petite taille. Elles sont souvent relativement homogènes, du point de vue de la situation socio-économique de leurs membres. Elles répondent à un besoin ressenti par les membres (pro-

duction, financement, logement, éducation et formation, soins de santé primaires, alimentation, etc.). Le rythme de développement des activités ainsi que le mode d'organisation, de fonctionnement interne, de contrôle s'adaptent bien aux réalités locales et à une insertion dans la communauté locale (village ou quartier), ce qui confère à ces organisations une assez grande flexibilité et une relative stabilité.

Avec ces initiatives économiques populaires, le défi de la coopération au développement est vite devenu le suivant : comment sortir ces activités économiques populaires de la stricte survie, de la seule survivance et de l'ambivalence de l'informel ? *Comment faire en sorte que ces activités économiques populaires deviennent de véritables alternatives socio-économiques*, parties prenantes d'un développement intégré de leur pays⁸⁰ et de cette autre mondialisation à laquelle tant de mouvements aspirent⁸¹ ? C'est ici que se pose la question de la jonction entre, d'un côté, ces initiatives et, de l'autre, les mouvements sociaux locaux et les institutions de proximité capables de les soutenir : syndicats, ONG locales, confréries religieuses, églises locales, coopération internationale décentralisée, gouvernements locaux, etc.

Les initiatives des communautés dont nous parlons ici atteignent souvent un certain niveau de développement lorsque cet environnement de mouvements, de réseaux et d'institutions de proximité est présent. Dans un tel contexte, ces initiatives peuvent alors compter sur les organisations et les mouvements qui les animent et favoriser leur développement en facilitant leur accès aux réseaux que le mouvement altermondialiste rend possibles – aidé en cela par la montée en puissance des nouvelles technologies de

⁸⁰ B. Fonteneau, M. Nyssens et A. S. Fall, « Le secteur informel : creuset de pratiques d'économie solidaire ? » in J. Defourny, P. Develtere et B. Fonteneau, *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Ed. De Boeck Université, collection Ouvertures économiques, Paris/Bruxelles, 1999, pp. 159-178.

⁸¹ M. Wieviorka, (dir.), *Un autre monde... voix et regards*, Ed. Balland, Paris, 2003.

l'information et de communication – à une échelle beaucoup plus grande d'ailleurs aujourd'hui qu'hier.

Cela nous invite à introduire la notion de *second développement*, celui qui est susceptible de faire émerger des entrepreneurs nationaux (privés, publics ou collectifs), soutenus par les acteurs ci-dessus mentionnés et capables de constituer progressivement des niches, des créneaux pour leur pays, le rendant ainsi susceptible de mieux affronter la mondialisation capitaliste. Sur ce terrain, on retrouve en premier lieu, ce qu'on pourrait appeler *le développement de l'intérieur des communautés* : les mutuelles d'épargne et de crédit, les mutuelles de santé, les réseaux émergents d'agriculture équitable, etc. [voir tableau page suivante]

Mais il y a aussi l'autre développement de l'intérieur, celui des municipalités qui ont su développer une *co-production de biens et de services* avec des entreprises locales. Deux figures emblématiques de ce type de développement l'illustrent bien : Villa el Salvador au Pérou et Porto Alegre au Brésil. La municipalité de Porto Alegre, qui compte plus d'un million d'habitants, a su faire participer plus de 40 000 de ses citoyens à une démarche de budget partagé et participatif dans ses 16 arrondissements.

Une troisième forme de soutien au développement de l'intérieur est sans doute *la coopération internationale de proximité* pratiquée par des organisations du Nord qui agissent avec des partenaires dans le Sud : associations, mutuelles et coopératives ; Organisations de coopération internationale (OCI) ; associations professionnelles de journalistes, de travailleurs sociaux communautaires, de médecins, d'ingénieurs, d'infirmières, etc. ; syndicats de travailleurs ; jumelages de municipalités ; commerce équitable ; finances solidaires ; centres de recherche, etc.⁸²

⁸² Voir O. Castel, *Le Sud dans la mondialisation. Quelles alternatives ?* La Découverte, Paris, 2002 et H. Rouillé d'Orfeuil, *Economie, le réveil des citoyens (les alternatives à la mondialisation libérale)*, Alternatives économiques, Syros, Paris, 2002.

Premier et du second développement : les passerelles entre les deux

Premier développement	Passerelles entre les deux	Second développement
Organisations économiques populaires	Organisations de coopération internationale et syndicats ; associations de professionnels (agronomes...) ; réseaux internationaux Nord/Sud et Sud/Sud	Entreprises à propriété collective Développement socio-économique des communautés locales et des régions Gouvernements locaux progressistes
Initiatives de développement local et de soutien aux entreprises collectives	Coopération internationale décentralisée ; coopération d'institutions internationales (OIT, PNUD, UNICEF, OMS...)	Gouvernements locaux progressistes ; parcs industriels et incubateurs ; co-production de services avec les entreprises locales ; conseils de quartier ; politique de budget participatif...

Un quatrième ensemble d'initiatives de développement est *l'accès à des réseaux et organisations internationales* : réseaux mis en place par des mouvements sociaux comme la Marche mondiale des femmes, réseaux d'économie sociale affiliés au RIPPSS et espaces d'économie sociale et solidaire dans les Forums sociaux mondiaux. Il faut aussi mentionner les multiples réseaux de développement local, de commerce équitable, etc., dont la géographie reste à faire, mais qui se mettent en place aux échelles nationale (comme le GRESP au Pérou, le GESQ au Québec, le GSESS au Sénégal, le FBES au Brésil, le RENIPES au Niger, etc.) ; continentale comme la Confédération européenne des coopératives de production (CECOP) ou le réseau latino-américain de commerce équitable ; intercontinentale comme le RIPPSS ; et internationale comme l'Alliance coopérative internationale (ACI).

En guise de conclusion

Face à l'offensive néolibérale, *le défi est de multiplier les échelles d'intervention* (locale, régionale et fédérative, nationale et internationale) *et d'en tenir compte* pour passer du micro (du travail d'organisation au plan local) au macro qui permet d'agir sur les pouvoirs à l'échelle nationale et internationale. Plus largement, la réussite de la coopération et de l'économie sociale dépend, en amont, de la force propulsive que lui fournissent les mouvements sociaux (associatif, de femmes, syndical, écologique, jeunes) et, en aval, de la perspective que lui procure un projet de société où démocratie et développement se conjuguent. Bref *Résister et construire* pour reprendre la conclusion du document de Québec 2001 du RIPESS.

La prochaine rencontre du RIPESS, intitulée « 4^{ème} Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité », se tiendra au Luxembourg en septembre 2009.

Bibliographie complémentaire

- L. Favreau et L. Fréchette, *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, Presses de l'Université du Québec (PUQ), Québec, 2002.
- L. Favreau et A. S. Fall, *L'Afrique qui se refait*, Editions Presses de l'Université du Québec (PUQ), Sainte-Foy, 2007.
- A. S. Fall, L. Favreau et G. Larose (dir.), *Le Sud... et le Nord dans la mondialisation : quelles alternatives ? Mondialisation, société civile, Etats, démocratie et développement*, Presses de l'Université du Québec, 2004

Deux sites en économie sociale et solidaire

www.uqo.ca/ries2001, site en développement international de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais. Multiples liens avec des sites dans ce champ d'étude à travers le monde. Nombreuses références, cahiers de recherche, ouvrages recommandés, monographies d'expériences toujours abordées dans une perspective Nord/Sud.

www.ripess.net/, site d'information sur les activités du RIPESS, sa mission, ses productions, ses activités, son organisation...

Quelques enseignements généraux et perspectives

*Julie Duchatel **

A partir des expériences présentées dans la première partie, quels seraient les enseignements généraux à tirer qui permettraient de dégager quelques pistes de réflexion pour les mouvements du Nord et du Sud et pour ouvrir des perspectives d'un nouveau développement, concernant le Sud comme le Nord ?

L'histoire de l'économie sociale et solidaire est étroitement liée avec le développement du capitalisme. Celle que l'on connaît en Europe s'inscrit dans le sillage des mouvements ouvriers, sociaux et populaires, organisés comme des réponses aux situations d'inégalités engendrées par le capitalisme et du haut degré d'exploitation du travail. Au 19^{ème} siècle, la classe bourgeoise accumule des profits et des richesses toujours plus importantes. Mais le partage et la répartition des revenus ou la réalisation d'avancées sociales ne s'opèrent pas pour autant. En réaction, des corporations ouvrières créent des sociétés de secours mutuels qui leur permettront une certaine protection sociale et l'organisation de la liberté syndicale (alors interdite), sur la base de principes d'éthique sociale et de justice. Ces corporations ont également développé des activités économiques parallèles pour améliorer leur pouvoir d'achat (comme les centres de groupement d'achat) et les revenus du travail. Ce sont les premières expériences en Europe de l'économie sociale⁸³.

* **Julie Duchatel** est chargée de recherches au CETIM.

⁸³ Geneviève Azzam, « Economie sociale, tiers secteur, économie solidaire, quelles frontières ? », in *Revue du MAUSS*, « L'alteréconomie, quelle 'autre mondialisation' ? », n° 21, premier semestre 2003.

L'histoire se répéterait-elle depuis quelques décennies ? La mondialisation néo-libérale n'a pas engendré les avancées que ses défenseurs promettaient et le fossé entre les riches et les pauvres ne cesse de se creuser. Malgré la montée en puissance de géants comme la Chine et son taux de croissance économique à deux chiffres, on ne peut que constater la continuelle dépendance des pays périphériques, notamment dans le domaine financier – par la mondialisation de la finance et le chantage toujours actuel de la dette extérieure –, sur le plan scientifique, militaire et technique. Si les pays en développement arrivent quelques fois à bloquer les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les échanges restent inégaux. Les pays du Nord « négocient » à tour de bras des accords bilatéraux de libre échange avec les pays périphériques qui se voient ainsi en majorité dépossédés de leurs richesses nationales, sans parler des effets des implantations de sociétés transnationales sur leur sol. Leur souveraineté nationale est remise en cause par, entre autres, la continuelle ingérence indirecte et extérieure des pays du centre. Dans ce contexte, on observe que les années 1970 sont les années de l'extension de l'économie informelle, de la débrouille et du tiers secteur (organisations de charité, travail social...), avec pour conséquence une certaine dépolitisation des pratiques⁸⁴. Par contre, les années 1990-2000 sont celles de la recherche et de la mise en oeuvre, souvent à petite échelle, de multiples expériences plaçant l'être humain à son centre, qui cherchent à être autonomes, sociales et solidaires et à devenir un palliatif ou une alternative viable au capitalisme néo-libéral, sans attendre de nouvelles formes d'organisation et de pouvoir⁸⁵.

Avant d'aborder la question des enseignements généraux, tentons de dessiner les contours de l'économie

⁸⁴ G. Azzam, op. cit.

⁸⁵ Cf. CETRI, « Les nouveaux agents économiques dans le Sud », *Alternatives Sud*, L'Harmattan, 1997.

sociale et solidaire. Il est plus facile de donner les caractéristiques principales de l'économie sociale et solidaire que d'en dégager une définition claire et tranchée. En Europe, on parlera d'économie sociale et solidaire, au Québec, d'économie communautaire et solidaire, d'économie solidaire et populaire en Amérique latine, de *People's economy* ou de *Self Help groups* en Asie...⁸⁶

Au fil de la consultation d'études sur l'économie sociale et solidaire, on peut dire que cette dernière est fondamentalement une économie (marchande, non marchande, monétaire, non monétaire⁸⁷) qui associe les gens pour entreprendre autrement⁸⁸, à laquelle la solidarité et le caractère d'utilité sociale sont des piliers essentiels, et non le capital. Il faut rajouter à cela les notions de démocratie, d'égalité, de production de lien social et de résistance. Ses caractéristiques propres et diverses d'organisation, ses dimensions politiques et sociales, son impact politique, économique et social immédiat et de long terme sur le monde qui l'entoure, ses rapports particuliers à l'Etat et au marché, constituent des éléments non exclusifs qui affinent la signification même de cette économie. Cette économie répond au besoin de « réencastrer » l'économie dans le politique, comme le soulignait Karl Polanyi, de remettre l'être humain au centre de l'économie.

L'absence d'une définition unanimement admise suscite tout de même un certain paradoxe puisque de nombreuses initiatives se revendiquent de ce domaine, et constitue une limite à la construction d'une alternative globale politique, économique et sociale mondiale, à première vue. Mais, si l'on approfondit la question et au

⁸⁶ Cf. le dossier sur l'économie sociale et solidaire au Sud, *Les Echos du Cota*, n° 115, juin 2007.

⁸⁷ Voir, par exemple, les travaux et ouvrages de Jean-Louis Laville.

⁸⁸ Selon la formule de Danièle Demoustier, économiste française. Repris dans Louis Fravreau « Qu'est-ce que l'économie informelle, l'économie populaire et l'économie sociale et solidaire ? », www.uqo.ca/ries2001

vu des expériences décrites dans ce livre, cela n'est pas si étonnant. En effet, les pratiques sont nées, en grande majorité, de la volonté de répondre dans un premier temps aux besoins immédiats non satisfaits d'une population concernée. Elles sont également issues de la volonté d'un certain nombre d'acteurs et d'actrices de la société civile et des mouvements sociaux de s'engager dans le changement et d'y consacrer toutes leurs forces. L'urgence s'est donc convertie en un moteur essentiel des expériences en libérant l'imagination, phénomène suffisamment remarquable à lui tout seul dans le contexte actuel de formatation des esprits et de la pensée unique néolibérale.

A y regarder de près l'hétérogénéité des initiatives peut être considérée comme une richesse car elle témoigne d'une certaine flexibilité d'adaptation aux différentes réalités politiques et culturelles. En effet, l'Occident a (trop) souvent tendance à donner des leçons pour modeler un monde, le soumettre à son ambition et imposer un modèle de développement. On a pu reprocher à l'économie sociale et solidaire d'être un concept euro-péo-centré. Son exportation, en reprenant les critères occidentaux, a, ça et là, engendré des expériences contreproductives. Ainsi, on peut trouver en Argentine ou en Inde, par exemple, des coopératives qui sont devenues des sociétés anonymes cachées où la recherche du profit est l'objectif principal⁸⁹.

La souplesse d'adaptation et la créativité dont font preuve les authentiques expériences d'économie sociale et solidaire constituent donc un atout. Recouvrant des réalités et des pratiques très diverses, la culture et l'histoire du pays déterminent bien souvent de formes extrêmement variées de l'économie sociale et solidaire. C'est la raison pour laquelle ce livre a présenté tour à tour des exemples de coopératives, d'usine récupérée, d'associations de micro-épargne ou de micro-crédit, etc. Sans chercher à dégager une théorie commune à toutes

⁸⁹ Cf. les *Echos du Cota*, op. cit.

ces expériences (ce qui serait impossible à faire), ni à chercher à être exhaustif, quelques points communs peuvent être dégagés.

Quelques points communs

Le contexte : un élément déterminant

Chacune des expériences relevées dans ce livre est issue de contextes historique, culturel, politique et économique particuliers qui influencent également son développement et sa pérennité. Pour nombre d'entre elles, la tradition et la capacité de résistance sont également des facteurs déterminants dans la mise en oeuvre de ces alternatives. Leurs bases idéologiques en sont d'autant plus diverses (il peut s'agir de mouvements écologistes, marxistes, féministes, humanistes, etc.), et certaines n'en ont pas de façon déclarée. Ce ne serait ainsi pas un hasard si l'on retrouve beaucoup de coopératives en Catalogne, en Andalousie, au Québec⁹⁰, soit des régions à caractère identitaire en apparence et aux revendications autonomistes, qui luttent pour le respect de leur langue, de leur histoire et de leur culture.

Pour la coopérative Mondragón, cas développé par Joël Martine, le contexte devient même un pilier de l'expérience alternative. Espace géographique spécifique – relativement isolé –, résistance à Franco, lutte pour la défense de la langue et de la dynamique culturelle basques, mode de vie basque fondé sur la valeur travail, la famille et la résistance politique, sens du pragmatisme, refus de l'exclusion, tradition du secteur industriel, tels sont, entre autres, les terreaux fertiles pour la création de coopérative porteuse d'un autre mode de

⁹⁰ Voir par exemple Jacques Prades, « Comment pérenniser les identités des entreprises sociales et des initiatives solidaires ? Mondragón, Marinaleda et CDEC Québécois », Communication au colloque de Brest, 22-24 mai 2006, publication RECMA, revue internationale d'économie politique.

production et de rapports sociaux⁹¹. De plus, une personnalité ou un leader souvent charismatique, produit du contexte historique et politique, est souvent à l'origine d'une entreprise d'économie sociale et solidaire⁹². La coopérative Mondragón doit par exemple beaucoup à l'action et la pensée du « curé rouge » républicain Don José Maria Arizmendiaretta, dont la pensée se rapproche des thèses personalistes d'Emmanuel Mounier⁹³. Il fonda en 1943 une école professionnelle qui jouera un rôle décisif dans la naissance et le développement de l'expérience coopérative. Notons toutefois que la présence d'un leader charismatique peut également être préjudiciable à l'expérience lorsqu'il s'agit de passer la main ou lorsqu'il s'agit de rester fidèle à son héritage.

Enfin, puisque ces expériences sont les fruits d'une réflexion commune et autonome et s'insérant naturellement dans une pratique culturelle et historique particulière, elles ne sont, pas conséquent, pas forcément exportables⁹⁴.

Recherche de l'autonomie, contre l'exclusion sociale

Devant l'incapacité d'une grande majorité d'Etats et du marché à répondre aux problèmes économiques et

⁹¹ Pour aller plus loin, voir également Jacques Prades, « L'énigme de Mondragón. Histoire, réalité et enjeu du complexe coopératif basque », <http://www.univ-cefi.fr/IMG/pdf/Prades.pdf>

⁹² Voir Jacques Prades, « Comment pérenniser les identités des entreprises sociales... », op. cit.

⁹³ Emmanuel Mounier (1905-1950) est un philosophe français, catholique de gauche, qui fonda la revue *Esprit*. Refusant l'ordre capitaliste et les thèses marxistes, Mounier a voulu susciter une « révolution spirituelle » qui permettrait aux êtres humains de se retrouver en harmonie avec la nature et sa communauté.

⁹⁴ Voir pour plus de détails, Bénédicte Fonteneau, Marthe Nyssens, Abdou Salam Fall, « Le secteur informel : creuset de pratiques d'économie solidaire ? », in Jacques Defourny, Patrick Develtere, Bénédicte Fonteneau (éds.), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, De Boeck Université, Paris, 1999.

sociaux cruciaux, des personnes, des groupes de militants développent des projets qui « sortent des rangs ». Leur but est de rompre avec la dépendance à un système économique qui ne permet pas de lutter efficacement contre l'exclusion sociale, à l'être humain de se développer pleinement et de devenir autonome.

Au Bangladesh, le mouvement associatif, très vigoureux, constitue l'expression de la résistance aux multiples crises politiques et économiques du pays (application des programmes d'ajustement structurel, corruption généralisée, instauration d'un gouvernement militaire...) et de sa méfiance envers l'Etat. C'est aussi le (seul) espace d'émancipation politique et sociale, où les expériences d'économie sociale et solidaire puisent naturellement leur énergie. Les militants de Nigera Kori au Bangladesh luttent par la micro-épargne pour la rupture avec la dépendance séculaire des pauvres dans une société conservatrice, socialement inféodante. Leur recherche de l'autonomisation est une réponse efficace au problème structurel de la pauvreté.

En Argentine, la rupture avec le système est également revendiquée par les *piqueteros*, qui veulent faire passer le statut de travailleur dépendant à celui de travailleur autonome. En plus de l'efficacité sociale, leurs actions quotidiennes impliquant un certain travail de conscientisation, souvent à l'écart des partis politiques traditionnels et en court-circuitant les institutions, débouchent ainsi sur la mise en pratique d'actions subversives, se voulant terreau de situations pré-révolutionnaires. Un fait remarquable, puisque souvent ces résultats n'étaient pas forcément explicites dans la formulation des projets de départ.

Promotion et réappropriation de la démocratie et renforcement des liens sociaux

En plus des principes d'égalité, de relations horizontales, de co-responsabilité qui traversent les expériences d'économie sociale et solidaire, la démocratie est devenue un principe de fonctionnement de base et une

valeur constitutive. Que la démocratie soit directe comme pour le Nigera Kori ou par quartier à Villa el Salvador, toutes les personnes engagées dans ces expériences, sont actrices du mouvement, qu'elles aient ou non une expérience en la matière, qu'elles soient ou non politisées, qu'elles aient ou non conscience de leur « droit » à intervenir dans les affaires publiques. Ces expériences permettent l'exercice de la citoyenneté à des personnes qui en étaient souvent privées, y compris dans des régimes dits de démocratie classique, à cause de leur statut économique et de leur classe (ou caste) sociale, les excluant ainsi de toute prise de décision, voire les dépossédant de leur vie. Et nombre d'études de constater une réinvention de la démocratie, allant jusqu'à lui donner les lettres de noblesse qu'elle a perdues dans bien des sociétés en se laissant pervertir par le règne de l'argent et du profit. En Afrique, les pratiques d'économie sociale et solidaire accordent du sens à la démocratie, souvent considérée comme un principe occidental et qui bien souvent sonnait comme un concept vide et dont seuls les anciennes puissances coloniales, les dictateurs et quelques ONG paravents se prévalaient.

La nécessité de démocratie, telle que promue et vécue par l'économie sociale et solidaire, ne concerne pas que la vie publique, mais s'infiltré même dans les rapports de classes ainsi que de genres au sein des entreprises, donc les entreprises récupérées. Ce qui constitue, comme l'a déclaré Paul Singer, le secrétaire d'Etat de l'économie solidaire du Brésil, « de véritables révolutions locales », points de départ de la construction d'une vraie société de gauche⁹⁵. Comme l'écrit Jordi Garcia, lorsque de simples travailleurs se sont retrouvés du jour au lendemain dans la peau de *socios* et de gestionnaires, leur vision sur l'entreprise et le rapport au travail a totalement changé. Tous les travailleurs sont devenus

⁹⁵ Thomas Coutrot, « Brésil : le boom de l'économie solidaire », www.ecosol.org.br/txt/coutrot.doc

responsables de leur usine et leur travail a été clairement reconnu comme la richesse première de leur entreprise sans laquelle rien n'était possible.

C'est ainsi que la coopérative Mondragón a très tôt investi dans la formation, en comprenant que le partage du savoir était une condition indispensable pour permettre la longévité de l'expérience. Dans le cas de l'entreprise Zanon et de nombre d'entreprises récupérées en Argentine, cela va encore plus loin car les travailleurs se réapproprient non seulement la production, mutualisent les savoirs, mais donnent également un autre sens à la production en insérant concrètement la production dans la vie du quartier et de leur proche communauté. On ne produit plus pour un patron mais pour toute une communauté dans laquelle l'usine est insérée et vit. L'être humain est ainsi clairement identifié comme le centre de l'économie. Le travail s'humanise et le rapport à la propriété tel qu'il est généralement entendu est questionné. Le temps de travail est également organisé différemment pour permettre aux travailleurs de participer aux discussions qui concernent l'avenir de l'usine, renforçant ainsi la démocratie interne et l'esprit démocratique.

La démocratie, matérialisée par la tenue d'assemblées générales, de réunions informelles et de discussions sur les lieux de travail, et le partage du savoir développent ou renforcent les liens sociaux, souvent mis à rude épreuve par le néolibéralisme et son corollaire, l'individualisme. A Villa el Salvador, la réorganisation urbaine a permis de consolider les liens sociaux, voire de construire du tissu social, entre les habitants et de diffuser les valeurs de la solidarité entre eux, ce qui n'allait pas de soi. La pauvreté engendre souvent l'exclusion et la marginalisation du reste de la société. Pour survivre dans un système basé sur la reproduction des inégalités le « chacun pour soi » est bien souvent la seule solution apparente pour s'en sortir. En Inde, la mutualisation du capital entre les membres et les idées

véhiculées par Assefa ont également permis d'imaginer de nouvelles formes de vivre ensemble, insistant sur la nécessité de l'harmonie collective, rompant avec un système inégalitaire de plusieurs décennies.

Le renforcement de liens sociaux et humains est la caractéristique même des coopératives, comme ce peut être le cas de Longo Maï. Comme le disait une des initiatrices de cette expérience à la fin de sa vie : « Ce qui a compté le plus dans notre aventure, ce sont les relations humaines à tous les niveaux. »⁹⁶

Emancipation des femmes

Le sens de l'émancipation des travailleurs et des pauvres est une des caractéristiques principales qui ressort de l'économie solidaire, devenant un rempart contre l'exclusion. Mais celle des femmes est certainement la plus flagrante.

Il n'est pas surprenant de constater que les femmes sont souvent à l'origine de ces expériences ou qu'elles les investissent largement. Le mal développement, l'accroissement des inégalités sociales et économiques et de la pauvreté dans les pays du Sud, l'imposition des programmes d'ajustement structurel, la nouvelle division internationale du travail avec par exemple le développement des zones franches, les politiques de déréglementation, l'ouverture des marchés, les privatisations, ont fait des femmes les premières victimes de la mondialisation néolibérale, dans leur vie quotidienne, dans leur relations aux hommes et même dans leur corps. Elles sont également les premières touchées par la coercition et la violence, qui inclut la militarisation, les guerres larvées et autres manipulations engendrées par les pressions économiques et sociales de la mondialisation.

⁹⁶ Cité dans Marc Ollivier, « Une expérience internationale de recherche autogérée : les 'chercheurs de survie' du réseau 'Longo Maï' », in *Avec les paysans du monde*, éd. refondue des numéros 135 et 136 de la revue *Informations et Commentaires - Le développement en questions*, Association pour un nouveau développement, Grenoble, 2007.

Comprenant que le pouvoir traditionnel ne leur accorderait jamais un statut à part entière, elles ont cherché, entre autres, leur émancipation dans de nouvelles formes d'organisation. Souvent pragmatiques et poussées par la nécessité de satisfaire les besoins urgents quotidiens dont elles sont en charge, elles s'unissent, discutent, élaborent des projets qui tendent à les libérer de la domination patriarcale. En Argentine par exemple, six à sept membres des mouvements des *piqueteros* sur dix sont des femmes⁹⁷, qui plus est sans expérience politique, syndicale ou autre. Elles ont adhéré par besoin et se sont politisées par la suite. « Sortir est une révolution » précise une militante d'un mouvement de travailleur au chômage...⁹⁸ une révolution aux effets inattendus : sortir de leur foyer, prendre la parole en public, écouter les témoignages et partager les expériences et le vécu de leurs compatriotes, leur a permis de lever des tabous comme celui de la violence domestique, organisant même des « piquetes de convencimiento » (piquets pour convaincre), et ce sans jamais passer par l'intermédiaire des institutions classiques étatiques de régulation de l'ordre public ou de médiation.

Au Bénin, les femmes membres du CADD ont réussi à se libérer de la tutelle de l'Eglise catholique en s'organisant pour mettre en place des projets de micro-crédit, démontrant ainsi leur autonomie et la prise de confiance dans leurs actions. Tous ces processus et évolutions sont « logiques » puisqu'ils résultent d'une prise de conscience induite par l'investissement et la pratique au jour le jour de nouvelles formes de production de richesse et d'organisation de la solidarité, qu'il s'agisse d'une classe ou du sexe opprimé.

Résistance et vision de long terme

⁹⁷ Raúl Zibechi, « Dix ans de mouvement piquetero : le changement social en marche », RISAL, 9 septembre 2005, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1467>

⁹⁸ Idem.

Toutes les expériences de ce livre ont été sélectionnées car elles s'inscrivent dans la durée. Or la longévité n'est pas un élément qui va de soi pour les entreprises en économie sociale et solidaire, car le facteur temps use et met à mal les expériences dont la base n'est pas solide. Il s'agit de savoir quelles sont les conditions qui permettent l'inscription des expériences dans la durée. L'une d'entre elles nous semble des plus pertinentes : le développement d'une vision de long terme et d'une approche globale. Les personnes qui sont investies dans les expériences décrites se sont interrogées sur la finalité de la production et de la consommation et ont acquis une conscience claire du caractère injuste du système dominant et de sa nécessaire transformation. Cela se traduit non seulement par le refus du sort qui leur est fait par le « libre jeu des lois du marché », mais aussi par leur participation résolue – certes à des degrés divers et parfois sans que cela ait été leur volonté délibérée initiale – à une activité alternative et novatrice, en rupture avec ce qui est/était pratiqué, dans différents domaines comme l'éducation, la santé et l'environnement.

C'est ainsi que le MUP en Argentine ou le mouvement Ubinig au Bangladesh se tournent aujourd'hui vers la défense et la promotion de la souveraineté alimentaire et contre la culture des organismes génétiquement modifiés (OGM). Ce combat, de long terme, remet en cause le mode de production, notamment dans le domaine agricole, et de consommation actuels, dénonce l'exploitation de la nature sans conscience et s'oppose directement aux principes néo-libéraux selon lesquels l'agriculture est une marchandise comme les autres. Cela revient à remettre en cause radicalement les piliers du système capitaliste et donc de se positionner sur une lutte qui vise à renverser ces logiques communément admises.

L'expérience des coopératives Longo Mai est également significative à ce propos. La coopérative Longo Mai n'a pas été créée pour subvenir à un besoin vital ou

pour survivre, mais par le refus de la part d'un groupe de jeunes, certains issus de la petite bourgeoisie, qui plus est, de se complaire et de profiter d'un monde d'hyper consommation et d'exploitation des autres. L'originalité de cette expérience réside dans sa durée, son implantation et surtout dans ses stratégies pour se maintenir. Produire de la laine ou des produits agricoles de façon alternative ne suffit pas à stabiliser et solidifier une telle expérience et ses fondateurs s'en sont rendus compte très tôt. Animés d'une conscience politique militante et tout en explorant les opportunités et « failles » du système dominant, ils ont développé des liens de solidarité avec l'extérieur par des campagnes d'accueil d'exilés chiliens, par exemple, ou de soutien au syndicat des travailleurs immigrés et sans papiers (le SOC) à El Ejido en Andalousie. A chaque campagne, Longo Maï accroit, voire densifie, son réseau de sympathisants et ancre petit à petit son action dans le panorama contestataire et critique. Ses liens avec les exclus et avec ceux qui rêvent d'une autre économie consolident sa raison d'être et évitent sa marginalisation. Le principe est vieux comme le monde et d'une logique à toute épreuve : l'union fait la force...

C'est certainement cette présence ou absence de stratégie de long terme qui explique en partie, le succès, la mort ou l'institutionnalisation de nombre d'expériences d'économie sociale et solidaire. En France, beaucoup de coopératives en s'insérant dans le système capitaliste et en faisant leur la logique du marché, ont abandonné l'esprit alternatif et critique que ses promoteurs pouvaient mettre en avant à leur début, ne gardant comme héritage de ce passé que leur nom. C'est le cas également en Inde. Si la banque de micro-crédit Basis vise les pauvres, elle n'en demeure pas moins insérée dans le système bancaire mondial et donc soumise à ses fluctuations, exigences et pressions. Basis est devenue une banque comme une autre, alors qu'Assefa, a pour but de contribuer au « développement

de tous » et de susciter de nouvelles formes de « vivre ensemble », en remettant en cause, entre autres, la très polémique question des castes. Comme le précisent les auteurs de l'article, malgré des difficultés multiples et des rapports dialectiques avec le système dominant, Assefa envisage le micro-crédit comme un outil de changement social et politique et non une fin en soi, ce qui fait toute la différence avec un grand nombre d'institutions de ce type.

Au Bangladesh, la micro-épargne, telle que pratiquée par Ubinig et Nigera Kori, est également un instrument visant à casser la dépendance des pauvres et donc à rompre le cercle vicieux qui nourrit et justifie les inégalités depuis des siècles. Transcender les coutumes qui oppriment les êtres humains au profit de quelques-uns : vaste combat, vaste défi... et pourtant une gageure nécessaire car sans cela, il est presque certain que de telles expériences auraient soit périclité, soit se seraient simplement institutionnalisées.

Ce livre veut montrer qu'il ne faut pas négliger, ni sous-estimer les expériences concrètes de production alternative qui se construisent et qui se développent chaque jour, sur tous les continents. L'espoir de changement est partout et se manifeste sous des formes les plus diverses sans qu'une situation révolutionnaire prenne le dessus. Et les dynamiques sociales, politiques et aussi culturelles que portent ces projets organisent et renforcent les contre-pouvoirs. Solidement ancrées dans leur milieu local, ces pratiques n'en sont pas moins traversées par des problématiques. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous en présentons certaines ci-dessous.

Quelques pistes de réflexion

Quel rôle de l'Etat ?

La question du rapport à l'Etat se pose ou se posera inévitablement pour chaque pratique évoquée dans ce livre. Mais la difficulté de traiter ce point est double car

il faut pouvoir faire la différence entre le rapport des expériences d'économie sociale et solidaire avec *l'appareil d'Etat* (la bureaucratie) et d'autre part, leur *relation avec l'Etat en tant que lieu de cristallisation du pouvoir* et de milieu d'élaboration d'une autre société.

En ce qui concerne le rapport avec l'appareil d'Etat, il ne peut pas y avoir des réponses tranchées car cela dépend de beaucoup du rapport traditionnel qu'une société entretient avec cette institution, de son degré de confiance ou de méfiance et de l'histoire que l'Etat a joué dans la construction de la nation (ou dans sa déconstruction).

Ainsi si les Argentins ont largement rejeté la classe politique, tous bords confondus, et cherché à s'organiser par eux-mêmes, la pérennisation des usines récupérées, dépend de beaucoup d'une négociation avec l'Etat pour la création de nouvelles formes juridiques (qui soient donc différentes de celles de l'entreprise privée, de la coopérative ou mutuelle classique et de l'association) qui puissent préserver l'originalité et la vigueur de ces expériences d'autogestion et donc renforcer l'existence de l'économie sociale et solidaire. Cela permettra aux travailleurs de garantir la possession de leur usine et de les protéger contre les menaces de reprise de la part de ses anciens financiers (qui l'avaient menée à sa faillite). L'économiste Eduardo Lucita⁹⁹ remarque que les entreprises sous gestion ouvrière en Argentine (on en compte plusieurs centaines) ont réussi généralement au bout de quelques années, à stabiliser leur situation du point de vue politique et économique. En ce qui concerne l'aspect juridique, la stabilisation de leurs activités passe maintenant par l'obtention d'une forme d'expropriation qui puisse aider à la planification de l'existence de ces entreprises. Les ouvriers de Zánon veulent quant à eux que l'Etat reconnaisse officiellement leur action et mode

⁹⁹ Eduardo Lucita, « Entreprises sous gestion ouvrière : le succès et ses dangers », RISAL, 24 février 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1611>

d'organisation, en passant par une étatisation de leur usine.

Le rapport avec l'appareil d'Etat se complexifie en fonction de l'histoire et des modes de fonctionnement de tel ou tel pays. Ainsi au Pays basque, la coopérative Mondragón n'entretient que très peu de liens avec l'Etat basque (soit la communauté autonome basque), encore moins avec l'Etat espagnol. Rappelons que Mondragón s'est construit sur un terreau de résistance à Franco, à l'Etat espagnol et à sa domination politique, économique et culturelle. C'est ainsi que Mondragón n'a presque jamais sollicité d'aides publiques, contrairement aux expériences françaises par exemple. Tout ce qui constitue l'identité basque est une des bases les plus solides de l'expérience Mondragón. Mais la question de la pérennité de la coopérative se pose inévitablement surtout dans le cadre de la mondialisation. Il est ainsi pertinent de se demander si son rapport au national, voire surtout au supranational ne doit pas nécessairement évoluer. Comme le souligne Joël Martine, en admettant que les dirigeants de Mondragón ne souhaitent pas la transformation de leur coopérative en multinationale capitaliste comme les autres, il faudrait qu'ils interviennent auprès des institutions de l'Union européenne pour que les coopératives de travailleurs obtiennent un statut juridique européen, permettant ainsi de protéger leurs activités, leurs modes d'organisation et de production et son esprit. Mais cela sera-t-il possible avec une Union européenne entièrement tournée vers la promotion de la mondialisation néolibérale ? On peut en douter...

Outre ces rapports particuliers dépendants de l'héritage historique et politique de chaque pays, l'établissement de relations avec l'Etat est à double tranchant puisque si l'Etat peut impulser et soutenir les initiatives populaires, il peut également les instrumentaliser pour mieux les contrôler. Ainsi, en Argentine, le gouvernement national ou les instances régionales ont généra-

lement soutenu ces expériences en approuvant une série de programmes d'assistance technique bienvenus et d'aide financière diverses, entre autres. Mais les aides publiques ont aussi eu pour effet de pervertir les expériences en cherchant à adoucir leur profil subversif et à les transformer en des coopératives classiques¹⁰⁰. Au Venezuela, le gouvernement a fait de la création de coopératives dans le pays une priorité mais les initiatives populaires en matière d'économie sociale et solidaire ont plutôt intérêt à se passer du concours de l'administration si elles ne veulent pas voir leur chemin semé d'embûches. Toutefois, cette situation ne saurait être définitive et l'instauration d'un contrôle populaire (des coopératives) pourrait devenir très utile dans ce contexte. Ce contrôle permettrait de vérifier de manière indépendante les fonctionnements et dysfonctionnement des coopératives, de proposer des corrections, de renforcer les soutiens... Reste à savoir si les mouvements sociaux qui sont partie prenante de la révolution bolivarienne pourront mettre sur pied un tel contrôle.

C'est sur ce terrain glissant et souvent aventureux que les expériences d'économie sociale et solidaire se basent et c'est une vigilance permanente qui les accompagne quotidiennement... d'où la nécessité d'avoir et d'entretenir une vision de long terme, comme cela est exprimé plus haut, et de s'engager dans des luttes de résistance globales qui ont pour effet d'accumuler des expériences et donc d'éviter l'isolement.

Le rapport avec l'Etat en tant que lieu d'élaboration d'une nouvelle société est encore plus complexe. D'un côté, les expériences d'économie sociale et solidaire ne se posent pas encore la question de la prise de pouvoir, ce qui fait pour le moment leur force et leur liberté, et s'organisent ici et là, sans attendre un changement politique favorable. Pour les signataires de la déclaration de Lima (1997), issue de la Première rencontre

¹⁰⁰ Eduardo Lucita, op. cit.

internationale de la globalisation de la solidarité, l'État doit assumer « ses responsabilités sociales et garanti(r) l'universalité des droits sociaux afin que la citoyenneté puisse réellement s'exercer ; cela implique au Nord la restructuration de l'État social en fonction d'une cogestion avec les réseaux issus de la société civile et la construction au Sud d'un État social. »

Mais cette position de contre-pouvoir est-elle définitive ou s'agit-il d'une première étape ? Peut-on parvenir à militer pour un autre projet de société sans se poser la question du rapport au pouvoir et de sa conquête ? De plus, la pérennité de ces mêmes expériences, ne dépend-elle pas aussi de l'investissement politique et d'un changement politique global ? Dans ce cas, quand et comment reconnaître que l'heure est venue de prendre le pouvoir ? Répondre à ces questions n'entre pas dans le cadre de ce livre. Elles doivent cependant être évaluées par les personnes impliquées dans des expériences d'économie sociale et solidaire.

D'un autre côté et sans que cela ne s'oppose nécessairement, une autre société ne peut réellement fonctionner que si les mentalités ont changé, favorisant une adhésion libre des travailleurs et des citoyens à une nouvelle organisation politique et économique. C'est une des grandes leçons des révolutions passées et qui ont échoué, comme en ex-URSS. Ce changement de mentalités est loin d'aller de soi, car le système capitaliste a modelé nos pensées et notre façon de concevoir le monde pendant des siècles. Or qui mieux que les expériences d'économie sociale et solidaire contribue à ce changement de mentalités ? Elles sont même devenues, avec les expériences de lutte menées par les mouvements sociaux, un des outils les plus exemplaires et efficaces de l'évolution des manières de voir et d'agir avec les autres, puisqu'elles prouvent dans la pratique et dans un cadre assez hostile, qu'il est possible de produire autrement de la richesse, sans adopter les paramètres néo-libéraux et d'une manière qui est la

seule à ne pas être destructrice. Elles ont également l'avantage de repolitiser la création de richesses et l'économie, ainsi que les consciences. Tout projet révolutionnaire devrait être attentif à toutes ces expériences et les soutenir, sans chercher à les investir et récupérer. A leur tour, les personnes impliquées dans des pratiques d'économie sociale et solidaire doivent se poser la question de leur rapport au pouvoir, afin de faire perdurer leurs expériences, voire de les généraliser.

Besoin d'un réseau mondial

La question de l'intégration à la mondialisation se pose de façon cruciale pour les expériences d'économie sociale et solidaire, surtout pour celles qui contribuent au progrès technique. Pour ne pas subir de plein fouet les effets de la mondialisation, les travailleurs, comme ceux de Mol-Matric, ont dû imaginer d'autres formes de gestion et de production, développant ainsi, certes au prix de sacrifices, une meilleure résistance. Mais la question de la pérennisation des activités et de la menace constante de la concurrence continue de se poser. Ces coopératives doivent sans cesse se confronter à des entreprises, elles, bien insérées dans la mondialisation pour qui la recherche du profit est un absolu. Et pour nombre d'entre elles, tous les moyens sont bons pour y parvenir (délocalisation, non respect des normes du travail et environnementale, travail des enfants, etc.). Ces expériences d'économie sociale et solidaire peuvent-elles être seulement cantonnées au niveau local ou sous-régional ? Peuvent-elles implanter de vrais programmes d'envergure ? Sont-elles en mesure de créer des dynamiques de production et de saisir le défi du progrès technique ? Mais lorsque le succès est au rendez-vous, comment éviter l'affaiblissement des liens de solidarité et de la politisation du sens de la production ? *Peuvent-elles générer une croissance endogène ?*

Il semble encore trop tôt pour obtenir des réponses satisfaisantes. Une première étape consiste en la construction d'un réseau mondial qui réunisse les acteurs,

permette de partager les expériences et donc de renforcer les liens, tout en devenant une plate-forme pour un lobbying régional, ce que tente de faire le RIPESS que décrit Louis Favreau.

Un autre enjeu de taille serait par exemple, d'accueillir au sein du RIPESS ou en coordination avec lui, un réseau international d'entreprises récupérées. Ces pratiques sont porteuses de valeurs alternatives, mais relativement fragiles car elles sont sans cesse soumises à des pressions concurrentes externes des plus fortes. Il convient de noter qu'un mouvement national des usines récupérées s'est créé en Argentine, il y a quelques années. Il s'est par la suite divisé (et s'est donc affaibli), mais cette initiative a le mérite d'exister. Poursuivant sur cette lancée et malgré certains couacs, la convocation d'une première rencontre latino-américaine des entreprises récupérées à Caracas en 2006 a ainsi permis l'échange de contacts et d'informations (notamment en ce qui concerne les problèmes d'appropriation et d'administration) et la conclusion d'accords commerciaux et de collaboration¹⁰¹. La potentialité de ce genre de réseau n'est pas difficile à imaginer.

Prendre conscience de la dimension et de l'impact de son expérience et aller au delà-du cadre étroit local ou national permettra certainement de renforcer la pertinence et la légitimité de toutes les expériences solidaires.

Cependant, si la construction d'un réseau mondial liant toutes les pratiques d'économie sociale et solidaire et sa consolidation sont des étapes indispensables, elles ne sont que les premières. L'ancrage dans le long terme de ce réseau tient ainsi à une prise de position concernant les *conditions cadres du système international*, c'est à dire celles des règles du commerce international (dont celles de l'Organisation mondiale du commerce ou celles

¹⁰¹ Eduardo Lucita, op. cit.

négociées dans le cadre des accords bilatéraux), de la propriété intellectuelle (telles qu'elles sont conçues de nos jours), de la finance internationale (spéculation sur les matières premières agricoles, absence de taxations des transactions financières par exemple), de l'endettement international (pratiques des institutions financières internationales), pouvoir des sociétés transnationales (absence de normes juridiques internationales qui les contraignent à respecter les droits humains et environnementaux...). En effet, cette structuration empêche les alternatives d'économie sociale et solidaire de se développer de façon conséquente et à grande échelle, comme c'est le cas par exemple du commerce équitable (au profit donc du commerce... inéquitable). Ce système devrait être clairement visé et dénoncé par le réseau international de pratiques d'économie solidaire et sociale, dans une seconde étape, sans quoi on risque fort de continuer à se cantonner dans des expériences locales et ponctuelles. Il en est de même pour la question du rapport à l'Etat et de la prise de pouvoir, traitée précédemment.

Les rapports traditionnels Nord/Sud sont-ils éludés par ces expériences ?

Enfin, puisque les pratiques présentées concernent aussi bien les pays du Nord que ceux du Sud, il serait logique de se demander si les rapports inégaux Nord/Sud auraient disparu, dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, ou seraient pour le moins remis en cause. Cette question est délicate à traiter tant les pratiques sont diverses, tout comme leurs bases idéologiques ou philosophiques. Cependant, on est en droit de se demander si une coopérative du Nord ne profite pas aussi dans une certaine mesure de l'exploitation des pays du Sud. C'est assez ambigu par exemple, pour les coopératives Mondragón. Comme Joël Martine le souligne, si la région où Mondragón est implantée connaît un taux de chômage assez faible, les employés des sous-traitants de la coopérative basque sont souvent confrontés au travail précaire et flexible. De plus, une des

coopératives Mondragón profite également de la division du travail internationale en possédant des filiales en Pologne ou au Maroc, jouant ainsi sur la différence des salaires ou sur des législations plus favorables aux investisseurs étrangers... On pourrait aussi se demander si les matériaux utilisés par Mol-Matric ou les machines de filage de la laine de Longo Mai ne sont pas issus de matières premières exploitées sous des conditions inévitables ? Mais ces coopératives peuvent-elles vraiment faire autrement ? Dans un monde où la concurrence et la course aux profits sont les règles, on peut en douter. Il en résulte que seule une transformation radicale du monde reste garante de la pérennisation des activités de ses coopératives.

L'économie sociale et solidaire n'est certainement pas une solution à elle toute seule aux problèmes de mal développement et à la mondialisation et ne se présente pas comme une nouvelle utopie du développement. Mais les principes et les valeurs, qui n'ont rien à voir avec le secteur caritatif, la caractérisant sont des *éléments subversifs* préparant le retour du politique dans l'économie et donc la reprise en main du destin commun. Ses expériences ont également l'avantage de dépasser l'opposition mécanique réforme/révolution qui a souvent divisé sans fin des partis et mouvements. A l'heure où le mouvement altermondialiste connaît un essoufflement, à cause, entre autres, du manque de réponses concrètes apportées aux situations qu'il dénonce, et qu'une récession économique mondiale se profile, il est urgent de s'opposer frontalement au néolibéralisme en restaurant l'espoir que les pratiques présentées dans ce livre portent en elles. Certes il reste très difficile de faire émerger un succès durable de ces initiatives qui restent isolées, mais ce n'est que par leur multiplication qu'un nouvel environnement sera créé et que d'autres acteurs seront convaincus d'y participer et de questionner les rapports Nord/Sud, les structures du mal développement, etc.

Le but de ce livre est d'inciter les mouvements dits de gauche à s'intéresser à ces expériences, à examiner leur parcours, leurs difficultés et leurs réussites. Car elles ont le mérite de représenter de *véritables laboratoires sociaux* contre la désespérance et l'uniformité.